N°362 novembre
2008 - 4,60€ - 7 FS

S!lence

écologie • alternatives • non-violence

Les jardins partagés

Alternatives
Paris : la Rôtisserie

Violences conjugales
Briser le silence

Le mois de Lasserpe







Un an après le Grenelle de l'Environnement,

3 questions à… Marie-Christine Blandin,

sénatrice verte

S!lence : **Quels étaient vos espoirs en participant au processus ?**

Marie-Christine Blandin : Verte, et donc hostile à ce gouvernement, je ne pouvais me faire d'illusion. Cependant la planète va très mal et les dégradations sont sur le point de menacer la survie de centaines de millions d'habitants, et de compromettre la paix, déjà rompue aux points de tensions pour les ressources non renouvelables.

Rappelons que la gauche n'avait pas brillé par des décisions radicales.

Initiatrice au Sénat avec Hubert Reeves des *Assises pour la biodiversité* en 2006, j'ai choisi de participer à l'animation de la première phase : le débat de la société dans sa diversité sur le thème de l'environnement. Sceptique mais non sectaire, mes espoirs étaient le rétablissement du dialogue sur le sujet entre tous les acteurs, une médiatisation de l'urgence des décisions, l'élaboration de consensus sur les mesures à prendre. Dans chaque groupe, la construction de consensus n'allait pas de soi : trouver des accords entre MEDEF et CGT, entre FNSEA et Greenpeace demande un vrai travail sur le diagnostic partagé, puis sur les pas que chacun peut ou veut faire. Pour ma part, je me suis investie sur la biodiversité, trop méconnue, trop négligée, puis sur le sujet très conflictuel des OGM : un vote unanime sur les conditions qui devaient présider à leur production. Transparence, responsabilité, précaution, garantie du libre choix de consommer et produire sans OGM, fut une belle étape, gâchée par les lobbies, puis trahie par le Parlement.

Je savais bien sûr dès le départ que la sobriété, la redistribution, la coopération au lieu de l'exacerbation de la compétition, ne seraient pas débattues : d'ailleurs il a fallu les « alter grenelle » pour parler de publicité, de nucléaire, et autres intouchables du capitalisme.

Où en est-on aujourd'hui ?

Après nos réunions, qui se sont achevées fin octobre 2007, il y a eu le discours du Président, puis se sont mis au travail des comités opérationnels pour transformer les préconisations des six groupes thématiques en mesures précises adaptées aux formes du droit français.

Là on a vu des pans complets de propositions passer à la trappe, comme la production de savoir (recherche, postes de botanistes, zoologistes…), la formation (on ne fera rien sans une population motivée et des professionnels initiés) ou la volonté de contenir l'extension urbaine.

L'absence de transversalité risque également d'être très dommageable, c'est ce que soulignaient les agences d'urbanisme, montrant comment on pouvait faire de façon séparée du logement économe, des transports propres, des espaces verts, et conserver un agencement urbain polluant et consommateur de biodiversité. Rappelons quand même que ceux qui ont tenu la plume étaient sans doute les hauts fonctionnaires pollueurs et bétonneurs d'hier !

quoi de neuf ?

Abonnements cadeaux de fin d'année

Le numéro de janvier 2009 de *Silence* arrive dans les boîtes aux lettres entre le 20 et le 24 décembre 2008. Si vous désirez offrir un abonnement comme cadeau de fin d'année, pour que ce numéro soit le premier de l'abonnement, il nous faut que votre règlement nous parvienne avant le **29 novembre 2008.**

Délais de réabonnements

Pour les abonnements, les dates de clôture sont les mêmes que pour la revue du fait de la complexité des envois. Cela signifie que pour ne pas avoir de rupture dans votre abonnement, il faut réagir dès le premier rappel qui vous est indiqué sur votre bandeau, deux numéros avant la fin. Pour éviter tout problème, vous pouvez maintenant opter pour le virement automatique (voir au centre de ce numéro).

Venez nous voir les 13 et 14 novembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 17 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions :
13 et 14 novembre, 11 et 12 décembre, 22 et 23 janvier…
Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h** les **samedis 25 octobre** (pour le numéro de décembre), **22 novembre** (pour le numéro de janvier), **20 décembre** (pour le numéro de février)…
Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.
Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **1er octobre 2008.**

Des cartes postales pour se faire connaître

De nombreuses personnes signalent que *Silence* n'est pas assez visible avec son mode de diffusion actuel. Après une affiche le mois dernier, vous trouverez au centre de ce numéro une série de cartes de promotion de la revue. Nous vous invitons à les donner autour de vous à des personnes intéressées par la revue.



D'autre part, « pendant les travaux, la vente continue » et il ne se passe pas une semaine sans que les ministres Barnier, Bussereau ou Lagarde ne prennent des décisions « grenellement incompatibles », comme si rien ne s'était passé. Cela questionne directement la sincérité du gouvernement dans sa démarche Grenelle, ou au moins sa cohérence et sa cohésion.

Que peut-on espérer de positif dans les mois et les années à venir ?

L'expérience de la loi OGM fut catastrophique : l'intelligence des propositions s'est fracassée sur la force du parlement. J'espère que sur la loi Grenelle nous aurons une moisson plus riche en décisions responsables : c'est aussi au gouvernement de convaincre sa majorité !

Nous aurons des changements, mais il est évident que ceux qui profitent à certains secteurs de l'économie (automobile, bâtiment) verront plus vite le jour : l'enjeu sera alors d'échapper à l'éco-publicité mensongère et d'exiger de véritables mutations techniques. En revanche la bagarre sera plus dure pour faire valoir la biodiversité, ou la précaution en matière de santé : nous touchons là à l'industrie chimique qui a aliéné des pans complets des coopératives agricoles et de la médecine.

De toute manière, les solutions ne seront pas exclusivement techniques. C'est le sens du développement et la croissance qu'il faut interroger. C'est pourquoi j'insiste sur les chantiers de la culture, de l'éducation populaire, de l'école, pour que les générations futures soient plus émancipées de la consommation que leurs parents.

C'est à la population de se faire entendre : par les images de l'autre bout du monde, par un quotidien dégradé, par quelques coups de vent dévastateurs, elle commence à savoir à quoi s'en tenir : puissent tous ceux qui se battent dans des rôles divers, associatifs, professionnels, militants, politiques, mettre en commun leurs forces sans sectarisme pour donner à ces gens conscients un véritable débouché pour construire le changement, et non un replâtrage de façade.

sommaire

Carnets de voyage de Sébastien Valette

Nous avons oublié de donner les adresses des lieux visités.
Dans le numéro de septembre, c'était la communauté de l'Arche, cour du Cloître, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97.
Dans le numéro d'octobre, c'était Paulianne, 26310 Luc-en-Diois, tél. : 04 75 21 37 43.

Reçu fiscal

Nous remercions ceux qui actuellement nous font des dons. Concernant les reçus fiscaux qui seront utiles pour les déclarations de revenus 2008, ils seront envoyés en une seule fois en janvier 2009.

Paris, Soirée de soutien à S!lence

Cela se fait à l'Ogresse, un théâtre de marionnettes, le dimanche 30 novembre 2008 à partir de 16h30. Spectacle de 17 à 19h, dîner de 19 à 21h puis reprise du spectacle de 21 à 23h. Avec : musique, chansons, clown, théâtre, etc. Entrée : 5 €.
L'Ogresse, *4, rue des Prairies, 75020 Paris, tél. : 01 46 36 95 15, M° porte de Bagnolet, bus 76 arrêt Pelleport-Bagnolet.*

S!lence en danger

encore un effort !

Pour sauver la revue, nous avons mis en place un plan de redressement qui nécessite de collecter d'ici la fin de l'année 80000 € : la moitié sous forme de dons (soit 40000 €), l'autre moitié sous forme de nouveaux abonnements, ce qui correspond environ à une remontée de 4000 à 5000 abonnés.

Pour le mois de septembre, nous avons reçu 7421 € de dons (soit un total de 26255 € depuis le 1er juillet, soit 65 % de l'objectif) et le nombre d'abonnés pour ce numéro est de 4391 (soit 39 % de l'objectif).

Un grand merci aux nombreux particuliers et aux associations qui nous envoient des soutiens.

Cela nous a permis de remonter la pente et de publier les cartes postales et bons d'abonnement présents au centre de ce numéro.

S!lence devrait pouvoir poursuivre sa route si les soutiens de nos lecteurs et lectrices ne faiblissent pas. Pour ceux et celles qui n'ont pas encore glissé un chèque dans l'enveloppe en T insérée dans le numéro d'été, il est toujours temps de nous aider.



D.R.

editorial

On sème encore

"Le bout du monde et le fond du jardin contiennent la même quantité de merveilles".
Christian Bobin

Il n'est pas toujours facile de faire passer un message politique. Ainsi, les citadins ayant une culture de plus en plus "hors-sol", ils ont beaucoup de mal à comprendre l'importance de la campagne et de la nature dans leur vie de tous les jours.

Dans le livre *Notre empreinte écologique,* les auteurs[1] demandent aux lecteurs d'imaginer que l'on place une vaste coupole au-dessus d'une ville pour observer ce qui se passerait : les habitants mourraient très vite de manque de nourriture, d'accumulation de déchets et de gaz polluants.

Peut-on trouver un mode plus positif pour aborder la question ? Depuis maintenant une vingtaine d'années, des jardins collectifs ont vu le jour, avec peu à peu une mise en place de chartes de fonctionnement (cultiver en bio, être ouvert sur son quartier...).

Comme on le verra dans ce dossier, ces jardins partagés, dont l'objectif de production n'est pas toujours central, constituent un creuset de réflexion sur notre rapport à la nature et sur nos liens sociaux, une école de démocratie directe, un lieu de rencontres et d'enrichissements mutuels.

De même que les petits ruisseaux font les grandes rivières, ces jardins —comme les AMAP, les SEL, les réseaux d'échanges réciproques de savoirs — favorisent d'autres rencontres, d'autres réflexions, d'autres pistes pour un monde plus solidaire.

Aussi petite que soit la parcelle, elle n'en est pas moins un vaste champ d'expérimentation.

Michel Bernard ■

1. Mathis Wackernagel et William Rees, éd. Ecosociété (Québec).

D.R.

Graines de démocratie page 5



D.R.

À plusieurs sur un territoire unique page 16

dossier

D.R.

Des manières de récolter et de partager

L'Envol à Venissieux

Marie-Pierre Najman participe à deux jardins partagés de la région lyonnaise. Elle en présente ici le fonctionnement et les différences.

La région Rhône-Alpes, par ailleurs riche en maraîchages, comprend plusieurs sites de jardins partagés. Tous ne fonctionnent pas de la même manière.

Côté convivialité

Côté-Jardins, "le potager associatif, biologique et éducatif de la région lyonnaise", existe depuis 1988 : un groupe d'amis, inspiré par l'expérience genevoise des *Jardins de Cocagne*[1], a obtenu en location une parcelle d'un hectare située à Tassin la Demi-Lune, en bordure d'une rivière. Grâce aux cotisations de chacun, un jardinier a été recruté, d'abord à mi-temps, les adhérents assurant une part du travail ainsi que la répartition dominicale des récoltes. Petit à petit, l'association a vu augmenter le nombre de ses membres, d'origines sociales diverses, organisés en groupes géographiques, et, aujourd'hui, elle compte ce qu'elle considère comme un maximum pour la parcelle, soit 105 paniers, nécessitant l'emploi d'un jardinier à temps plein.

Deux serres ont été construites, ainsi que deux cabanons. La cotisation annuelle, 320 € payables en plusieurs fois, représente un approvisionnement en légumes bio au prix de légumes conventionnels, la différence étant fournie par le travail des équipes d'adhérents, six dimanches par an, plus quelques soirées de désherbage en saison.

Habitant Vénissieux, près d'un marché où plusieurs producteurs des communes voisines vendent leurs légumes à des prix inférieurs à ceux pratiqués à Lyon, j'ai toujours estimé que ce n'était pas vraiment exact, mais sans jamais m'être donné la peine de le vérifier précisément. Cependant, l'intérêt de *Côté-Jardins* ne se résume pas à un vulgaire rapport qualité-prix.

Au cours des six dimanches de travail, chacun acquiert toutes sortes de savoirs et de savoir-faire concernant la culture potagère (plus de 50 variétés sur l'année !) et peut pratiquer l'art trop rare de la conversation, entre les rangs de légumes ou autour de la table copieusement garnie du déjeuner de l'équipe du jour.

La convivialité est un élément important dans le choix d'adhérer à *Côté-Jardins.* Outre les bons moments passés le dimanche, parfois dans des conditions climatiques difficiles (autant de souvenirs remarquables…), l'association organise des fêtes d'automne et d'été et, grâce aux rendez-vous proposés par son animatrice Mélanie (potager des enfants, vannerie, chapatis…), elle bénéficie de quelques subventions et a été reconnue d'utilité publique en 1995. Un groupe d'adhérents pratique la randonnée à vélos[2], d'autres vont chaque année presser leur huile de noix ou cueillir des fruits, et bien des relations durables ont pris naissance à *Côté-Jardins.* C'est, comme souvent dans les associations, un noyau de bénévoles très actifs, présents au conseil d'administration et aux commissions culture et animation, qui veille à la bonne santé potagère et financière de l'association. Les adhérents se renouvellent chaque année dans

1. Jardins de Cocagne, www.cocagne.ch
2. Un livre a été publié par deux d'entre eux : ***Lyon et alentours à vélo,*** aux éditions Sud-Ouest. Un ouvrage plus ancien ***Les légumes passent à table,*** aux éditions Terre-Vivante, propose d'excellentes recettes des adhérents.


D.R.

Côté jardins à Tassin la Demi-Lune

la proportion d'environ un tiers, en particulier à l'occasion du salon *Primevère*[3]. Nettoyer et cuisiner des légumes frais en quantité est jugé trop contraignant par plusieurs "déserteurs"…

> Chacun peut pratiquer l'art trop rare de la conversation, entre les rangs de légumes ou autour de la table copieusement garnie.

Un jardin pour prendre son envol

D'autres jardins collectifs existent en Rhône-Alpes et une association, *Le Passe-Jardins*[4], peut déléguer des animateurs pour aider à leur création et organiser leur fonctionnement.

Le Passe-Jardins emploie plutôt l'expression "jardin partagé", mais j'ai observé qu'elle était source de confusion, beaucoup de gens comprenant "un terrain collectif partagé en parcelles individuelles".


Pierre-Emmanuel Weck

L'animateur de l'Envol

Je vis depuis deux ans l'expérience d'un autre jardin collectif que *Côté-Jardins*, celui de *L'Envol*, un jardin d'insertion de Vénissieux (sud-est de Lyon), encadré par un animateur du *Passe-Jardins* et qui s'est ouvert sur le quartier pour recruter quelques membres pérennes, comme c'est rarement le cas des personnes "en insertion", promenées de stages en petits boulots. Le vécu de *L'Envol* est plus riche et plus complexe que celui de *Côté-Jardins*. Il faut participer au moins deux matins sur trois pour faire partie du jardin et bénéficier d'une part des récoltes chaque vendredi. La parcelle est de 2700 m², cultivés en partie seulement. L'équipe actuelle comprend une grande majorité de sept femmes et de seulement deux hommes, dont l'animateur. C'était déjà le cas dans le passé et c'est celui d'autres jardins collectifs que je connais. Ça s'explique en partie par des horaires peu compatibles avec un travail salarié. Cependant, une partie des femmes est retraitée et on pourrait s'attendre à la même proportion d'hommes. On observe, au contraire, des hommes en plus grand nombre dans le jardinage en parcelles individuelles, type jardins ouvriers ou familiaux. Sans doute le caractère coopératif du jardin y est-il pour quelque chose…

Dans ce type de jardin, les participants sont mis en situation d'apprendre à décider ensemble et à inventer des moyens de faire évoluer positivement leurs différends. Certains ont déjà une expérience de jardinier et la discuter ne va pas de soi. Comment cela se passe-t-il à *L'Envol ?* L'animateur est peu directif. Les jardiniers présents l'année dernière ont rédigé une courte charte, inspirée de celle du *Passe-Jardins* : règle des deux matinées de présence minimum (9h-12h en hiver et au printemps, 8h-11h en été et en automne), pas d'alcool, travail de chacun selon ses possibilités sans concurrence mutuelle, partage équitable le vendredi, cahier-journal, culture bio.

En raison du statut de "jardin d'insertion" de *l'Envol*, son animateur ne vise pas vraiment l'émancipation du groupe. Les finances sont entre ses mains et celles du *Passe-Jardin*. Il reste le médiateur qui permet de couper court à la dérive des conflits vers l'affrontement, mais ces conflits étant minimes et le jardin collectif obligeant à s'entendre, quelques jours entre deux rendez-vous au jardin suffisent en général à les émousser. Bien sûr, entre les participants, circulent en permanence, en même temps que des "crédits d'être", des "dénis d'être", l'importance étant précisément cette circulation qui empêche l'accumulation et les blocages : c'est le vécu du groupe, c'est-à-dire ses succès autant que ses soucis de jardinage, qui dégonflent les chicanes et permettent l'assimilation humoristique des différences d'habitudes ("Toi, tu penses encore aux chats", "Moi, je vais encore parler trop…").

Dans un groupe rassemblant autrement que par affinité des personnes de cultures variées, la prise de décision ne saurait être strictement formalisée, et c'est tant mieux : tout l'art du groupe consiste à ritualiser une part de son vécu en coordonnant le "parlement" et ses "coulisses". Le "parlement" c'est le moment où tout le groupe se retrouve assis dans le cabanon, à discuter de problèmes précis. Les "coulisses du parlement" sont les innombrables conversations duales (celles où l'on cause "des autres") ou alors en plus ou moins petits groupes, lors des travaux, des arrivées et des départs. Ce sont des moments privilégiés d'émergence des problèmes, et l'animateur et la plupart des jardiniers ont à cœur d'y repérer ce dont il faudra "discuter en réunion". En hiver, l'assemblée de tous les présents a lieu chaque matin autour de boissons chaudes. En été, l'urgence des travaux oblige souvent à négliger même la visite rituelle du jardin et le groupe se scinde d'emblée en se lançant des "on va faire ceci ou cela", de brefs échanges réglant les priorités. Le groupe n'a pour l'instant pas eu à intégrer de personnalité peu compatible avec cette démocratie tâtonnante, "histrion"[5] accaparant l'attention ou jardinier trop susceptible. Les participants actuels déclarent souvent que le jardin leur "fait du bien" et c'est avec un plaisir manifeste que chacun partage avec le groupe tel ou tel aléa de sa vie : santé, problèmes budgétaires, divorce, veuvage, éducation des enfants…

Pour au moins la moitié d'entre nous, la récolte est un apport non négligeable aux ressources domestiques, aussi veillons-nous à une répartition aussi équitable que possible des récoltes avec ensuite, bien souvent, un moment d'échanges et de dons mutuels qui matérialisent et confortent les liens entre jardiniers : "Toi, tu aimes ceci, moi plutôt cela, j'ai trop de tel ou tel légume, tes enfants en mangeront plus que moi, etc.".

> **Côté jardins,**
> 31, rue Gervais-Bussière,
> 69100 Villeurbanne,
> tél. : 04 72 77 19 92.
>
> **Jardin L'Envol,**
> 1 a, rue de la Démocratie,
> 69200 Vénissieux.

3. Salon qui se tient à Lyon, même adresse que *Silence*, primevere.salon.free.fr. Prochaine édition : 6 au 8 mars 2009.
4. Le Passe-Jardin, 131, rue Challemel-Lacour, 69008 Lyon, tél. : 04 78 00 22 59.
5. Lire *"Les pathologies de la démocratie"* de Cynthia Fleury aux éd. Fayard.
6. Animatrice de l'émission de FR3, Côté-Jardin.
7. Terre vivante, Domaine de Raud, 38710 Mens, tél. : 04 76 34 80 80, site de démonstration sur l'agriculture biologique et l'habitat sain.



Le jardin est cultivé en bio et, petit à petit, le groupe s'approprie ce que cela signifie, à savoir assurer la meilleure vie possible au sol de la parcelle. Que le sol soit vivant ne va pas de soi. Untel s'émerveille que, sous le trèfle semé en engrais vert, la terre soit finement ameublie, un autre que le jus de lombric-compost dope à ce point ses plantes vertes… L'association *Le Passe-Jardin* a à cœur d'offrir au groupe des occasions de rencontres enrichissantes, conférences de Coralie Tête[6] ou visite à Terre-Vivante[7], qui sont l'occasion de rencontrer un tiers qui garantit la pertinence de techniques parfois suggérées par un jardinier et alors adoptées par tous.

> Dans ces jardins, on apprend à décider ensemble en réfléchissant aux tenants et aux aboutissants de nos actes.



D'anciens jardiniers reviennent de temps à autre à *L'Envol* donner de leurs nouvelles et des employés municipaux de passage conseillent et aident à l'occasion. Trois étudiants ont, dans le cadre de leur formation, aidé le groupe à produire et diffuser une plaquette de présentation et à organiser un pique-nique avec des élus et des responsables municipaux pour proposer que le jardin s'ouvre davantage aux habitants, avec une tranche horaire en soirée et en week-end, en plus des trois matinées : l'équipe agrandie programmerait des rassemblements réguliers pour garantir sa cohésion et sa coordination. Un autre projet a germé, qui sera peut-être mis en œuvre l'année prochaine : organiser une bourse d'échanges entre les jardiniers de la commune.



Un terreau socialement riche

En conclusion, quand on vise un futur où les humains soient davantage maîtres et responsables de leurs conditions d'existence et puissent effectuer démocratiquement des choix de vie soutenables, on ne peut que souhaiter la multiplication des jardins partagés, ou plutôt collectifs. On y apprend à décider ensemble en réfléchissant aux tenants et aux aboutissants de nos actes, et ce type d'association devrait bénéficier d'une place privilégiée dans la mouvance alternative soucieuse à la fois de justice sociale et d'écologie.

Marie-Pierre Najman ■



Jardinage, cueillettes et récoltes au jardin de l'Envol

Graines de démocratie

Alice Le Roy, conseillère à la mairie de Paris sur les questions d'environnement, et co-auteure du livre *Jardins partagés, utopie, écologie, conseils pratiques* nous présente sa genèse.



Les jardins partagés
Laurence Baudelet,
Frédérique Basset,
Alice Le Roy, Photos de
Pierre-Emmanuel Weck
Préface de Gilles Clément
Ed. Terre Vivante (38 Mens)
2008 - 158 p. - 23 €



Réunion au jardin des (re)trouvailles, face au 11, rue Montesquieu, à Lille (voir reportage dans le n° 325-326)

Pierre-Emmanuel Weck

Silence : **Comment vous est venu l'idée de faire ce livre ?**

Alice Le Roy : grâce à une brève parue dans *Silence* en 2001, j'ai rencontré Laurence Baudelet dont l'association *Graines de jardins*[1] organisait une visite de jardins collectifs en Ile-de-France. Ethno-urbaniste, elle y est chargée d'aider les candidats à la création d'un jardin partagé en Ile-de-France. Il y avait des jardins d'insertion, des jardins pédagogiques, des potagers en pied d'immeuble… Assez rapidement nous avons eu envie de faire savoir autour de nous qu'il existait une forte dynamique autour de ces projets.

De la même manière que les jardins sont fait collectivement, nous avons décidé de faire un ouvrage collectif. Nous avons alors pris contact avec Frédérique Basset dont nous avions apprécié *Le guide de l'écocitoyen à Paris*[2] et Pierre-Emmanuel Weck[3] qui avait déjà commencé à photographier ces jardins en région parisienne ont rejoint l'équipe. Il y aussi plusieurs contributions de personnes engagées dans un des jardins.

Je jardine moi-même dans un jardin pédagogique avec mes enfants et suis membre d'une AMAP[4]. Frédérique jardine dans un jardin collectif implanté sur un site d'une église orthodoxe dans le 19e arrondissement de Paris. Laurence accompagne des projets de jardins partagés dans toute la région Ile-de-France.

Comment s'est fait le choix des 35 jardins présentés dans le livre ?

Nous avons cherché à montrer le plus de diversité possible : des jardins créés sur des terrains appartenant à des organismes privés ou à des communes, dans des jardins publics, avec des parcelles individuelles, collectives, ou les deux, des jardins qui se sont penchés sur la question de l'accueil des enfants, de l'accessibilité pour les handicapés ou pour les personnes âgées, des jardins urbains ou en milieu rural. Cela nous a permis de découvrir les problèmes rencontrés, les solutions mises en œuvre, d'analyser le fonctionnement des collectifs, la place d'une charte, la manière dont on prend des décisions… ce qui donne des pistes pour ceux et celles qui souhaitent à leur tour se lancer dans cette aventure.

Vous présentez dans le deuxième chapitre les démarches à suivre. Il faut penser à beaucoup de choses !

Ce chapitre est coordonné par Laurence Baudelet dont le travail est précisément d'aider les groupes qui se mettent en place. Le livre est fait pour encourager le plus de personnes à se lancer… même si effectivement, il faut avoir conscience des obstacles de départ. D'abord, il faut trouver un terrain. Sa taille, son emplacement, la possibilité de l'utiliser longtemps ou non, sont déterminants

1. Graine de jardins, Laurence Baudelet, 11 bis, passage Ramey, 75018 Paris, tél. : 01 42 23 39 25, www.jardinons-ensemble.org.
2. Ed. Parigramme, 2003, épuisé.
3. plus d'un millier de photos sur le sujet sur ***http://weck.fr/***
4. AMAP : Association pour le maintien d'une agriculture paysanne, voir dossier dans *Silence* n°357.

Petit glossaire des jardins en partage

Les mille et une feuilles des jardins partagés

"Jardin partagé", le terme a fait florès ces dernières années. Et son aura dépasse aujourd'hui les cercles d'initiés, tant ces jardins ont su répondre à de nouvelles attentes.

Ces espaces de culture répondent à plusieurs enjeux contemporains : la lutte contre le dérèglement climatique, l'agriculture urbaine et le maintien de la biodiversité.

Que désigne donc cette expression "jardin partagé" ? Des jardins collectifs ouverts sur leur quartier, cultivés par des habitants qui pratiquent un jardinage respectueux de l'environnement.

Efflorescence lexicale

Les dénominations se sont multipliées. Appelés "jardins communautaires" à Lille, ils ont aussi été baptisés "jardins de proximité", "jardins collectifs d'habitants", ou encore "jardins de voisinage". En région parisienne, ils ont pris le nom de "jardins partagés".

Précisant leur implantation, l'expression "jardin en pied d'immeuble" désigne des parcelles cultivées au bas des bâtiments de logements collectifs.

De même, l'expression "jardin éphémère" ou "jardin nomade" signale le caractère temporaire de l'occupation du terrain et la nécessité, à plus ou moins brève échéance, d'en trouver un autre.

L'heure du métissage

Le petit jeu des définitions ne doit pas laisser croire qu'il existe des cloisons étanches entre les jardins familiaux – anciennement appelés jardins ouvriers –, les jardins d'insertion et les jardins partagés, auxquels on pourrait ajouter les jardins pédagogiques. Des jardins familiaux se transforment en jardins partagés et, inversement, des jardins partagés deviennent parfois de mini-jardins familiaux. De même, il existe des parcelles pédagogiques dans de nombreux jardins, et des aménagements spécifiques permettent d'accueillir les personnes handicapées. Des parcelles sont également mises à disposition de structures travaillant avec des personnes en situation de grande précarité dans les jardins partagés comme dans les jardins familiaux.

Même si chacun conserve sa spécificité, l'heure est au métissage. Les idées circulent vite, leur diffusion étant accélérée par les forums, les voyages et Internet. La Toile constitue en effet un formidable réservoir dans lequel les associations piochent pour alimenter leur projet, s'inspirant d'expériences réalisées aux quatre coins du monde.

LB, FB et ALR.

Jardin du square Chanoine Viollet à Paris 14e



Pierre-Emmanuel Weck

D.R.

▲ Jardin de l'Éspérance à La Ciotat (Bouches-du-Rhône) (voir le reportage dans le n° 305-306)

Pierre-Emmanuel Weck

▲ Jardin des Soupirs, Paris 20e

Pierre-Emmanuel Weck

◄ Jardin Comme une aut'terre (Lille)

Pierre-Emmanuel Weck

▲ Préparation des semis au jardin Crapaudine à Nantes



Pierre-Emmanuel Weck

▲ Jardin Nomade, Paris 11e

La galaxie autogérée

Les jardins partagés, héritiers des utopies sociales du passé, ont aussi des liens de parenté avec des utopies concrètes du présent : les fêtes improvisées dans l'espace public de la rue[1] qui se réclament des zones autonomes temporaires[2] promues par Hakim Bey, les squats artistiques et citoyens, les restaurants et bars associatifs ainsi que les écoles autogérées rassemblent des hommes et des femmes qui cherchent à créer des lieux fondés sur l'entraide, la convivialité, la création et la participation. Les systèmes d'échanges locaux (Sel), les réseaux d'échange de savoirs, les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap), ainsi que le vaste secteur de l'économie sociale et solidaire s'abreuvent à cette source autogestionnaire qui remonte à Proudhon.

Sorte de laboratoires in vivo de la démocratie participative, qui impliquent à la fois le respect de l'autonomie de l'individu et des formes de régulation collectives, les lieux autogérés peuvent avoir une histoire tumultueuse. À la précarité de certains espaces s'ajoutent de fréquents problèmes d'organisation interne, provoqués généralement par des débats sur le mode de prise de décision ou la stratégie à adopter vis-à-vis des institutions. Un fossé d'incompréhension continue à subsister avec une partie de la classe politique, qui ne comprend pas ces initiatives échappant aux cadres existants. L'idée que des habitants puissent sortir de leur passivité, de leur rôle de consommateurs de services publics, pour devenir les acteurs de leur propre vie, en dérange plus d'un.

Certaines collectivités s'engagent au contraire dans des politiques de soutien à ces lieux : ainsi la Commune libre d'Aligre, qui gérait depuis trois ans le jardin partagé de l'Aligresse (Paris 12e), s'est vu confier, fin 2007, les clés d'un café associatif. Des ateliers artistiques partagés, sur le modèle des jardins, ont ouvert leurs portes en 2008, avec le soutien de la municipalité et de la région Ile-de-France. **LB, FB et ALR.**

1. *Reclaim the Streets* en Angleterre, www.rts.gn.apc.org
2. D'inspiration anarchiste, le concept de zone autonome temporaire renvoie à l'idée de petites enclaves éphémères qui « auraient pour seule loi la liberté ». *TAZ, zone temporaire autonome,* Hakim Bey, Ed. Éclat, 1998. (www.lyber-eclat.net/lyber/taz.html).

pour définir le projet. Le livre montre des exemples divers : terrains municipaux, jardins appartenant à des organismes privés et même jardins en terrasse. Il faut aussi tenir compte de l'ensoleillement de la parcelle, du passé du terrain avec le risque de pollution du sol… Le groupe qui animera le jardin peut se constituer en association ou s'appuyer sur une structure déjà existante comme un centre social. Les municipalités peuvent aider comme à Lille, à Paris, à Montpellier… Il faut ensuite s'implanter localement, ce qui suppose de déterminer un mode de communication, une méthode d'élargissement du groupe, déterminer les règles de fonctionnement, visiter d'autres jardins, et bien sûr, apprendre quelques rudiments du jardinage. Dans les jardins partagés, on jardine bio le plus souvent : du coup, on apprend comment faire un bon compost, à faire son purin d'ortie, on s'initie à la rotation des cultures et on apprend la récupération de l'eau de pluie. Tout ceci est développé dans le livre.

Graines de jardin fait tout un travail d'accompagnement en Ile-de-France. D'autres associations membres du réseau *Le jardin dans tous ses Etats*[5] le font également dans d'autres régions[6].

Quelle est la politique de la ville de Paris à ce sujet ?

Depuis 2003, la ville de Paris a mis en place un programme municipal, le programme *Main verte*. La cellule *Main verte* instruit les demandes des groupes, les aide à définir un projet d'intérêt général, et donne des conseils. Lorsqu'un terrain peut être transformé en jardin partagé, la municipalité finance le grillage, une arrivée d'eau et une amélioration du sol si nécessaire (analyses, dépollution, enrichissement en matière organique). Ensuite, elle ne donne pas de subvention de fonctionnement, mais en accorde pour les projets d'amélioration environnementale. Elle a financé la création d'une mare dans le jardin de l'Aqueduc, à la pose de panneaux solaires dans un autre, l'installation d'une cuve pour la récupération des eaux de pluie dans un troisième. La cellule *Main verte* publie une lettre d'infos gratuite par internet. Enfin, elle organise une fois par mois un café-jardin où elle invite des animateurs de jardins locaux ou d'ailleurs[7].

Le jardinage peut-il être un acte politique ?

D'abord, il faut savoir qu'un certain nombre de jardins partagés sont issus de luttes locales, contre le bétonnage, pour la création d'espaces verts. Le Jardin Solidaire dont Olivier Pinalie tient la chronique dans le livre, a été une des plus belles expériences de jardin autogéré[8].

Une fois que la lutte aboutit, on découvre vite qu'en faisant ensemble, on apprend beaucoup. Plus le groupe est diversifié, plus il est riche d'expériences. Au lieu d'avoir une initiative écolo avec un risque d'enfermement entre convaincus, c'est une bonne porte d'entrée pour développer des relations en société, pour s'initier à la démocratie participative.

Grâce au jardin, on se pose aussi de nouvelles questions. En faisant soi-même pousser des légumes, on en vient à réfléchir au contenu de son assiette. On découvre aussi qu'il est possible de se passer d'engrais et de pesticides, et comment, avec le compostage, on peut faire un jardin sans déchets, alors qu'on ne sait pas recycler d'autres déchets dans la société. Cela pose la question de la consommation, des besoins essentiels… En montant un projet, on découvre aussi les règles d'urbanisme, le mode de prise de décision politique dans sa commune. C'est une révolution lente…mais agréable.

Entretien réalisé par Michel Bernard ■

D.R.

▲ Un des jardins partagés des AJONC à Lille

5. *Le jardin dans tous ses états* est un réseau mis en place autour d'une charte. Il organise des rencontres des jardins partagés et anime le site *www.jardinons.com*.
6. Voir le portail des jardins partagés Rhône-Alpes : www.jtserho-nealpes.fr.
7. Voir le site jardins.paris.fr, rubrique jardinage pour les dates des cafés-jardins et lire la lettre Main Verte.
8. Le Jardin Solidaire, créé sur un terrain vague du 20e arrondissement de Paris en 2000, a été fermé à l'automne 2005 pour laisser la place à un gymnase, des logements sociaux et un parking.



Pierre-Emmanuel Weck

◀ Jardin de Maleyssie à Brest

Jardins partagés

Jardin du Lapin ouvrier à Paris ➤



⮝ Repas partagé au Jardin des Aqueducs, Paris 14e



⮝ Jardin des Aqueducs, Paris 14e

> Grâce au jardin, on se pose aussi de nouvelles questions. C'est une révolution lente... mais agréable.



⮝ Jardin des Murs à pêches à Montreuil (voir le reportage dans le n° 359)

Jardin Crapaudine à Nantes ➤



Jardin Crapaudine à Nantes

A plusieurs sur un territoire unique

Il y a sans doute bien des façons d'envisager le partage. En voici deux appropriées à la question du jardin :

- jardiner ensemble à partir d'un seul projet de mise en œuvre couvrant la surface du terrain à disposition.
- diviser la surface en autant de parcelles qu'il y a de jardiniers, chacun y développant le projet de son choix.

Dans un cas, les jardiniers partagent la création et l'entretien d'un seul paysage. Ils poursuivent leur tâche à la manière des compagnons occupés à la réalisation d'une œuvre sans signature.

Dans l'autre cas, chaque parcelle correspond à un projet différent, reflet d'une diversité de savoirs, de pratiques et de hasards. Chaque jardinier invente son paysage, règle son temps et son esthétique selon ses propres aspirations.

Ce dispositif — la juxtaposition des individus — est le propre des jardins partagés. Dans un espace collectif soumis à un cahier des charges valable pour tous les participants, favoriser l'émergence d'une création individuelle, chacune d'elle épaulant ou confortant toutes les autres : tel est le rôle stimulant du foisonnement des initiatives sous le regard du groupe.

Au début, cela ressemble à un exercice d'école. Une école pour tous les âges et tous les horizons, où la nature et ses productions servent de guide à tous les enseignements ; école universelle que la société dans ses errements néglige officiellement, mais que les jardins partagés positionnent désormais au rang d'utilité publique. Une école parallèle, en somme, offrant à ceux qui le souhaitent l'expérience d'accompagner la nature si mal connue dans un permanent scénario d'invention : la graine, les cotylédons — mais de quoi s'agit-il ? — la pousse rapide, l'enchevêtrement, les tuteurs, le pincement — faut-il vraiment pincer ? — l'apparition des insectes — faut-il vraiment traiter ? —, la récolte des fruits — oui, la tomate est un fruit —, la confection d'une soupe à partir d'une courge devenue énorme, comme destinée, depuis toujours, au partage, — comment cuisine-t-on le potimarron ? …

Une page blanche donc ; chacun possède la même surface, le même sujet : faire pousser des végétaux, les semer, les planter, les soigner pour en obtenir le meilleur : des fruits, des fleurs, des feuilles, des arrangements. Chacun en tire un paysage différent, différentes réussites, quelques échecs partagés, bien sûr. Comment se porter juge d'une telle offre ? Et pour quelle raison viendrait-on à choisir ? Quelque chose de supérieur, venant de la rencontre du jardinier avec la nature, ne cesse d'interroger celui qui, par excès de certitude, produirait un modèle en le croyant durable. La nature déjoue les projets, elle ne cesse d'interpréter les conditions changeantes de l'environnement pour s'organiser selon une figure éphémère et chaque fois nouvelle.


Pierre-Emmanuel Weck

Jardin Crapaudine à Nantes

Le jardin partagé, c'est le partage de l'étonnement, pédagogie heureuse

Sur ce jeu du hasard, nulle compétition. A quoi servirait de briller dans la solitude à un moment donné — qu'est-ce que le moment donné ? — alors que tout se joue sur le décalage des espèces et des saisons. Telle fleur dans une parcelle à tel moment, tel fruit dans une autre à tel autre moment. La somme des résultats dispersés dans le temps constitue un tout qui fait sens aux yeux de la société : elle se trouve représentée dans l'égalité des chances et des malchances. La durée fait le jardin, elle unit les jardiniers sur ce seul terrain : le temps.

Le jardin partagé est un calendrier des rencontres et des fêtes : territoire de convivialité où se retrouvent, pour le meilleur, des habitants que cette seule occasion permet de rassembler.

En multipliant le nombre et les surfaces de jardins dédiés à cette expérience unique les villes, établissent un nouveau mode de citoyenneté où le rapport à l'autre, débarrassé des hiérarchies, des calculs de bienséance et des luttes de pouvoir s'ouvre sur un dialogue de nécessité face aux cloisonnements et aux exclusions. Les jardins ouvriers, devenus « familiaux » ont ouvert des pistes en résonance avec les programmes sociaux, vivriers et hygiénistes du siècle passé. A l'heure où plus de la moitié des habitants de la planète résident désormais dans la ville — le début du 21e siècle est le tournant historique de cette évolution —, à l'heure où se creuse chaque jour plus profondément les dangereux écarts de richesse et d'égalité sociale, le partage apparaît comme le geste le plus simple, le plus évident et le plus heureux pour accompagner la société dans son parcours incertain. Quelque chose d'infiniment rassurant, difficile à cerner, venu des mécanismes à l'œuvre, trop nombreux pour être nommés et toujours différents, fait du jardin, par excellence, un territoire mental d'espérance. Il s'agit donc ici de partager l'espoir.

Gilles Clément ■

Préface du livre *Jardins partagés*
Tijuana le 17 novembre 2007.

« Le partage apparaît comme le geste le plus simple, le plus évident et le plus heureux pour accompagner la société dans son parcours incertain. »

Jardin Oasis de Kerargaouyat, à Brest

Pierre-Emmanuel Weck

Quand l'Europe décourage le jardinage...


D.R.

Un jour de visite à la ferme pédagogique de la Batailleuse (Doubs), nous constatons que les enfants présents mangent des plateaux repas d'une grande société... alors que les encadrants de la ferme se délectent des fruits et légumes bio de la ferme. Absurde ? Eh bien non : c'est le règlement ! Pour préparer des œufs dans une collectivité, vous achetez le blanc séparé du jaune, dans des sortes de tubes de dentifrice ! Pour manger de la confiture, vous devez avoir des portions individuelles et toute portion ouverte doit ensuite être jetée. Gaspillage et malbouffe sont ainsi le résultat de directives européennes prises sous la pression des lobbys agro-alimentaire qui mettent en avant la sécurité alimentaire. Mais ce n'est pas le seul domaine concerné.

Dans les hospices pour personnes âgées, les collectivités participent au financement des repas à faible hauteur. Un cuisinier raconte dans *Alternatives libertaires* (juin 2008), qu'il dispose d'1,90 € par jour et par personne pour la nourriture, ce qui l'amène à faire des repas qu'il ne mangerait pas. Il explique que son hospice disposait d'un important potager qui, il y a quelques années, fournissait un important complément en légumes frais. Il y avait un poulailler qui fournissait les œufs. Tout cela est interdit aujourd'hui au nom de l'hygiène. N'y aurait-il pas un mouvement de désobéissance à lancer pour que des enfants aux vieillards, on puisse encore manger des produits du jardin sans subir les contrôles aliénants de l'Europe ? FV.

Fonds de soutien à la bio

Pour disposer de terres, les agriculteurs biologiques sont souvent obligés de faire des emprunts importants. Même si ces prêts sont souvent aidés, il reste que les intérêts pèsent lourds dans la balance. La Nef, société financière alternative, a obtenu depuis quelque temps la possibilité d'accorder des prêts aidés dans ce domaine. Elle a complété le dispositif en mettant en place un fonds qui accueille des dons provenant des intérêts offerts par des personnes ayant un compte-épargne. Ce fonds permet de combler une partie des intérêts et d'accorder des prêts à 2 % d'intérêts. En mars 2008, la Nef a déjà financé 14 prêts de cette manière pour un total de 350 000 €.
La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre, 69626 Villeurbanne cedex, tél. : 08 11 90 11 90.

Les avions dans la tempête

Hausse du prix du pétrole et crise économique aux Etats-Unis commencent à avoir des répercussions concrètes dans le domaine économique : Airbus a annoncé que la compagnie United Airlines annulait la commande de 42 Airbus... malgré d'importants acomptes déjà versés. Airbus et Boeing s'attendent à une multiplication des annulations suite à un ralentissement dans ce secteur.

Moins de consommation de pétrole

Le prix élevé du pétrole cet été a provoqué une baisse des consommation : -8,1% en juin, -1,4% en juillet, -12,3% en été. Ces baisses proviennent pour l'essentiel d'un moindre usage de la voiture pour les déplacements de loisirs pendant l'été... preuve que l'on dispose d'une marge d'économie importante. Encore faudrait-il que ce ne soient pas seulement les plus pauvres qui fassent des efforts, mais que l'on trouve des moyens pour que les plus riches paient. Pour cela Yves Cochet dans son livre *Pétrole apocalypse* préconise une forme de rationnement : tout le monde a le droit à une certaine quantité, le prix devient ensuite prohibitif pour ceux qui dépassent cette quantité, le contraire des prix de gros actuels.

Vieux décroissants !

Avec souvent un retard de sensibilité aux questions écologiques, les personnes âgées sont-elles de gros pollueurs ? Le Centre national pour la recherche atmosphérique aux Etats-Unis s'est penché sur la question. La réponse est que les personnes âgées émettent 10 à 37 % de moins de gaz à effet de serre. Pourquoi ? Parce qu'ils conduisent de moins en moins, renouvellent moins souvent leur voiture, dépensent beaucoup en santé... ce qui est moins émetteur de gaz que des loisirs. Les personnes âgées consomment plus dans d'autres domaines : notamment le chauffage et la climatisation. Globalement, ils consomment moins du fait d'une baisse de leur niveau de vie après le départ à la retraite. Bref, le vieillissement entraîne une forme de décroissance subie, mais non choisie.
(20minutes.fr, 22 septembre 2008)

Economies d'énergie et effet rebond

Si le prix du pétrole a des conséquences négatives, il en a aussi de positives : un prix élevé de l'énergie permet d'investir dans les économies d'énergie, rend encore plus intéressantes les énergies renouvelables, favorise les techniques économes et efficace. Mais économiser aujourd'hui peut avoir des effets pervers demain. Ce que résume bien Matthieu Orphelin de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) dans *Le Monde* du 5 juin 2008 : "Investir dans l'économie d'énergie aujourd'hui, c'est créer le pouvoir d'achat de demain". Et le risque c'est effectivement l'effet rebond. Vous investissez aujourd'hui pour avoir une maison plus économe. Cela vous coûte dans un premier temps puis vous fait faire des économies financières... que vous êtes alors tenté de dépenser dans de nouvelles consommations... ce qui annule tout le bénéfice des investissements initiaux.
Un exemple parlant : vous remplacez votre voiture qui consomme huit litres au cent kilomètres par une qui consomme deux fois moins, avec les sous économisés... vous roulez plus loin.
La question de notre diminution de consommation pour revenir à une empreinte écologique viable n'est alors pas résolue.
Il faut impérativement que les économies que l'on fait s'accompagnent d'une baisse des revenus... Ce qui peut être obtenu par une baisse du temps de travail. Cette solution individuelle suffit-elle ?
Pas sûr, car si votre travail est utile, il faudra que quelqu'un d'autre fasse les heures que vous libérez.
Si cette personne augmente ainsi son pouvoir de consommation, on revient globalement à la case départ.
Il faut donc à la fois adopter des mesures économes en ressources mais aussi diminuer notre activité, c'est-à-dire ralentir la machine économique, ce qui pour le moment est à contresens des volontés d'un système capitaliste d'accumulation. MB.

alternatives

Revues

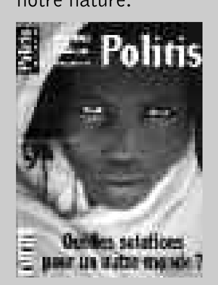


■ **CQFD,** *BP 70054, 13192 Marseille cedex 20, tél. : 04 91 90 25 04, www.cequilfautdetruire.org.* Il y a ceux qui ont connu l'ancien Charlie-Hebdo. Il y a ce qui porte le même nom aujourd'hui (le clonage provoque la dégénérescence). Il y en a qui misent sur Siné Hebdo... alors que depuis cinq ans, il y a tout ce qu'il faut dans cette revue marseillaise où l'on retrouve d'ailleurs plusieurs collaborateurs de S!lence. CQFD est en difficulté financière (comme nous) et cherche donc de nouveaux lecteurs (comme vous). Vous pouvez les aider : le premier abonnement est à 17 euros.

■ **Village magazine,** *La Caillère, 61100 La Carneille, tél. : 02 33 64 01 44, www.village.tm.fr.* Bimestriel. Dans son numéro de septembre-octobre, un dossier sur les métiers itinérants (coiffeurs, couturière, bibliothécaire, troupes de théâtre...) qui vont à la rencontre des gens au lieu que les gens se déplacent: un excellent moyen pour limiter les déplacements polluants. La revue présente dans chaque numéro l'état d'avancement d'un projet d'éco-hameau en Normandie.

■ **Imagine,** *23, rue Pierreuse, B 4000 Liège, tél. : 04 380 13 37.* Bimestriel. Dans le numéro de juillet-août, un important dossier sur le coût des voyages en avion. Plein de données chiffrées : avec un taux de remplissage important, les autobus polluent au même niveau que les trains. Les avions battent tous les records. Avec un pétrole à 140 $, le carburant représente environ 30 % du prix du billet... et il n'y a pas d'alternatives à court terme au kérosène. 36,7 % des avions décollent des Etats-Unis, 4,9 % du Canada, 4,5 % de Chine, 4,2 % du Royaume-Uni, 4 % d'Allemagne, 3,3 % de France, 3 % du Japon...

■ **Alternative-Santé,** *80, rue Taitbout, 75009 Paris, tél. : 01 44 54 87 00, www.alternative-sante.fr.* Dans son numéro de septembre 2008, la revue présente un intéressant dossier sur les alternatives à la pilule contraceptive. Comme le dit une des personnes qui témoigne : "j'ai trouvé contradictoire de manger sain, de vivre le plus écolo possible tout en ingérant une pilule contraceptive tous les matins". Le dossier rappelle que la pilule est cancérigène. Les alternatives sont diverses et plus respectueuses de notre nature.



■ **Politis,** *hors-série "quelles solutions pour un autre monde". En kiosque, 54 pages, 4,90 €.* Un dossier fort riche sur les enjeux actuels sur une planète qui arrive à saturation dans de nombreux domaines. Serge Latouche montre l'absurdité d'une éducation qui apprend aux enfants à vivre dans le système actuel... alors qu'il faudra vivre dans un autre système. Aminata Traoré montre comment le Nord pille le Sud. Jean-Michel Servet remet en cause le bien fondé du microcrédit. Patrick Piro pose la question de la ville écologique.

Vers la fin des médias alternatifs ?

■ **Les radios.** Le CSA, Conseil supérieur de l'audiovisuel, a lancé le projet visant à faire passer les radios de la bande FM à la technologie numérique avec la RNT, Radio numérique terrestre. Il n'y aura pas d'amélioration de la qualité de réception du son, mais des obligations techniques complexes pour les radios donc des coûts énormes qui pénaliseront les petites radios. un collectif de radios libres s'est mis en place et une pétition circule pour demander le maintien de la technique actuelle. On peut en savoir plus sur le site *http://radiosenlutte.free.fr* ou en contactant *Fréquence Paris Plurielle (tél. : 01 40 05 06 01) ou Radio-Canut à Lyon (tél. : 04 78 29 26 00).*

■ **La presse écrite.** Dans le cadre de la privatisation de La Poste, un nouvel accord a été signé entre l'Etat, La Poste et les "éditeurs de la presse nationale" le 18 juillet 2008. Officiellement, cet accord se vante d'annoncer une baisse du prix d'expédition des journaux... mais dans le détail, la participation de l'Etat continue à baisser, celle de La Poste également... et donc les frais sont de plus en plus pris en charge par les éditeurs.

La Poste qui a comme souci d'être rentable impose également aux revues de procéder à un routage de plus en plus sophistiqué. Alors qu'avant le tri était essentiellement le fait des postiers, les revues doivent aujourd'hui sous-traiter pour accéder à un logiciel de gestion des tournées des facteurs... ce qui pour des revues qui tirent à moins de 1000 exemplaires représente plus que le coût d'envois. Exemple : à *S!lence,* La Poste nous coûte actuellement 1500 € par mois... (en hausse rapide depuis cinq ans)... mais le routage nous coûte 1100 € malgré l'aide d'une trentaine de bénévoles !

Promotion des toilettes sèches

Jusqu'à quand va-t-on chier dans l'eau potable ? Avec les toilettes sèches le problème pourrait être résolu. Avec humour, Damien Cuvillier a dessiné huit cartes postales pour faire la promotion de ces toilettes... avec comme particularité qu'il faut glisser deux doigts dans la carte pour symboliser les jambes des chieurs. 4 € la série (+2 € de port) à commander à : *Les Dessin'acteurs, Kergadoret, 22160 Calanhel, www.dessinacteurs.org.*



Club du livre libertaire

Comment exister face à la puissance des grands éditeurs ? Une trentaine d'éditeurs libertaires se sont regroupés en association pour réaliser un catalogue proposant 400 titres. Avec une cotisation annuelle à l'association, il est possible d'avoir des réductions sur les ouvrages (jusqu'à 30 %). Beaucoup de livres recommandés par Silence. *Club du livre libertaire, Les ginestes, 81350 Crespin, http://clublivrelibertaire.free.fr.*

Bourgogne

Passerelle Eco

Outre la réalisation d'une excellente revue trimestrielle sur les alternatives écologiques pratiques, *Passerelle éco* propose des chantiers pour l'aménagement de leur éco-hameau ; des animations pédagogiques pour les écoles, les MJC, les IME, les centres de loisirs : alimentation vivante, initiation à l'habitat bioclimatique, énergies renouvelables, gestion écologique des déchets, recyclage des matériaux, de l'eau, jardinage bio, écotrucs pour le quotidien, machine à laver à pédales... Le site de *Passerelle Eco* accueille également un jardin d'enfant parental pour les 2 à 6 ans, avec leur(s) parent(s), pour une à dix semaines, animation et activités Montessori ou autre, sorties nature, participation à la vie de l'écolieu. *Passerelle Eco, Corcelle, 71190 La Chapelle-sous-Uchon, tél. : 09 63 25 86 28.*

D.R.

Réunion lors d'un chantier en autoconstruction

Cher

Ecolieu de Rosières

L'Ecolieu de Rosières a vu le jour au printemps 2008 dans une ancienne cité ouvrière à l'abandon, à 20 km au sud-ouest de Bourges,

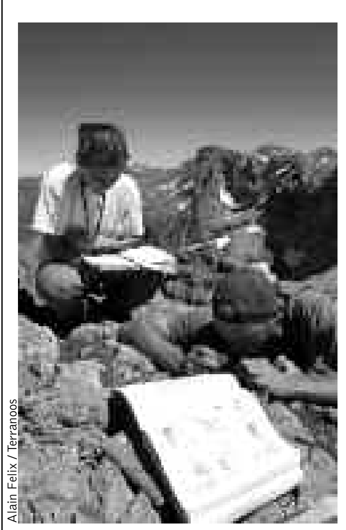
"Le cercle Saint-Albert". Cinq grands bâtiments totalisent 4000 m² habitables. Il y a un parc arboré de 15000 m². Ils ont pu être achetés sous forme de SCI. On y trouve d'anciens ateliers de confection, un dispensaire, une crèche/école, un cabinet dentaire, une salle de spectacle. Le projet prévoit de maintenir la salle de spectacles, d'utiliser le dispensaire comme lieu pour les médecines alternatives, les bâtiments devraient accueillir différentes activités : ateliers d'artistes, épicerie, restauration bio, bureaux pour écométiers, et logements. Un projet de maraîchage devrait voir le jour sur des terres voisines. Les futurs occupants seront regroupés au sein d'une association Ecolieu de Rosières, laquelle sera locataire de la SCI. *Ecolieu de Rosières, rue de l'Eglise, Rosières, 18400 Lunery, tél. : 06 80 48 53 60 (Passerelle Eco, été 2008)*

Récupérer l'eau de pluie ? Pas si simple !

Le journal officiel du 29 août 2008 a précisé dans quelles conditions il est possible de bénéficier d'un crédit d'impôt (jusqu'à 8000 €) pour l'installation d'une récupération des eaux de pluie. L'eau de pluie doit être récupérée sur des toitures inaccessibles (aux humains, pas encore aux oiseaux !), l'eau ne peut servir que pour l'arrosage du jardin, le lavage des voitures, les WC, le lavage des sols... en passant par des tuyauteries séparées. Chaque sortie d'eau doit être accompagnée d'un panneau "eau non potable". Ce panneau doit aussi être placé au-dessus des cuvettes des toilettes (des fois que vous seriez tenté de boire directement dans votre chasse d'eau !). Dans une maison, un robinet d'eau de pluie ne peut se trouver à proximité d'un robinet relié à un réseau d'eau potable (donc pas dans une cuisine ou une salle de bains). Les robinets ne doivent pas pouvoir s'ouvrir à la main... mais avec un outil spécialisé. Enfin, l'installation doit comporter un compteur mesurant les volumes d'eau utilisés. Cela s'ajoute à l'obligation d'une vidange/désinfection annuelle de la cuve de stockage, un carnet sanitaire tenu à jour avec les dates de vérifications, les relevés du compteur... et pour terminer, cet arrêté est rétroactif : les installations déjà en place devront se mettre en conformité. Si avec ça nos marchands d'eau potable ne sont pas protégés...

Pyrénées

Inventaire de biodiversité


Alain Felix / Terranoos

En 1807, le botaniste Augustin Pyramis de Candolle effectue un inventaire de la flore pyrénéenne française en organisant une expédition de 70 jours de Perpignan à Bayonne. Deux siècles plus tard, l'association *Terranoos* a renouvelé cette expédition pendant l'été 2007. 1808 espèces différentes ont été recensées pour 14000 observations. Principale différence observée : une forte déprise agricole entraînant une baisse des espèces dites messicoles. Un livre a été ensuite édité "Pyrénées, l'aventure botanique" qui raconte les deux expéditions à deux siècles d'écart. Le livre est disponible contre 33 € franco de port auprès de : *Terranoos, Betty Dagnaud, Le village, 31110 Cazaril-Laspènes, tél. : 06 80 14 45 21, www.terranoos.org.*


Alain Felix / Terranoos

habitat

D.R.

Strasbourg

Vers un éco-quartier

L'association Eco-quartier, née en 2000, n'a pas encore réussi à convaincre la mairie de mettre en place un éco-quartier, mais a réussi à concrétiser un premier projet d'habitat groupé écologique dont le chantier vient de débuter dans le quartier du Neudorf. Un immeuble de trois étages accueillera 11 logements, du studio au six pièces, avec plusieurs espaces collectifs : une buanderie, une salle de réunion, une chambre d'amis, un local à vélos, un atelier de bricolage, des espaces extérieurs. L'architecte choisi est Mickaël Gies, concepteur d'un immeuble du quartier Vauban à Fribourg. Le coût total est de l'ordre d'1,5 million d'euros, lequel est pris en charge au départ par une SCI, Société civile immobilière où chacun dispose de parts proportionnellement à l'espace occupé. La SCI devrait ensuite laisser la place à une copropriété. Chacun amène un capital en gérant lui-même ses emprunts bancaires. L'immeuble est placé le long d'une ligne de tram et d'une piste cyclable pour éviter le recours à la voiture (il y a quand même un petit parking souterrain). Il est entièrement végétalisé. Les structures sont en bois massif, double et triple vitrage selon les orientations, eau chaude sanitaire solaire, chaudière gaz à condensation pour l'ensemble du bâtiment, pompe à chaleur, technique basse énergie... pour une consommation inférieure à 40 kWh/m².an. *Ecoquartier, 1a, place des Orphelins, 67000 Strasbourg, tél. : 03 87 24 11 73.*

Ille-et-Vilaine

Habitat groupé aux Petites Perrettes

Un couple achète un terrain de 27000 m² de prairie en 2000 sur la commune de La Chapelle-Chaussée, à 25 km au nord de Rennes. En 2002, deux parcelles de cet espace sont classées comme constructibles (5000 m²). En 2004, un "lotissement écologique" voit le jour à quelques kilomètres sur la commune de Bazouges-sous-Hédé. Après des rencontres avec quelques élus et professionnels de l'habitat écologique, un appel à habitants est lancé à partir de 2005 autour de l'idée d'un habitat à faible impact environnemental, une accessibilité économique et un lien social activé. En 2007, après de multiples évolutions du groupe d'habitants, un architecte de Rennes présente les esquisses du projet. Toutefois celui-ci ne donne pas suite du fait des difficultés à travailler avec un groupe. En 2008, quatre personnes travaillent toujours sur le projet... et cherchent d'autres personnes intéressées pour un lotissement de 6 à 10 logements. D'autres programmes locaux sont à l'étude avec l'aide de l'association Parasol, Participer pour un habitat solidaire. *Renseignements : tél. : 02 99 69 19 70 ou ww.petitesperrettes.org.*

Énergie

Hausse des coûts des énergies fossiles

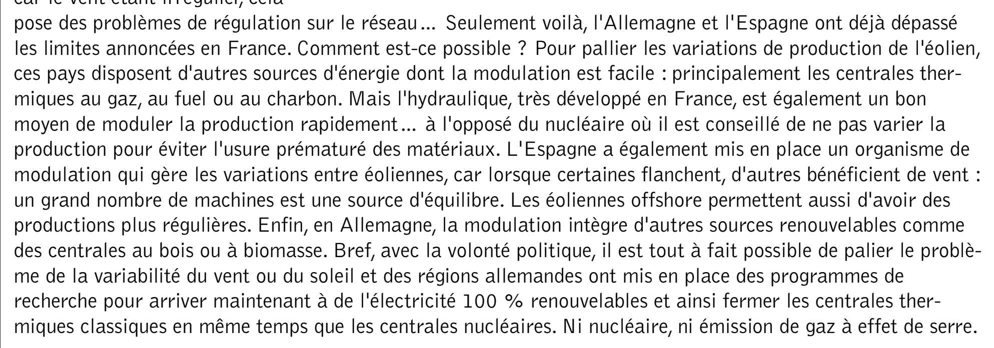
Si le pétrole a fait la une des journaux en passant de 100 à 140 $ au premier semestre 2008 (soit 40% de hausse), EDF a annoncé le 25 juillet 2008 que le charbon a dans le même temps augmenté de 70 %, le gaz de 63 %, l'électricité de 47 %.

Baisse des coûts des énergies renouvelables

Alors que les énergies fossiles s'épuisent, la course technologique se poursuit dans le domaine des photopiles : aujourd'hui les surfaces qui captent l'énergie lumineuse sont cent fois moins épaisses qu'il y a trente ans. De nouveaux procédés permettent d'intégrer de faibles épaisseurs de photopiles dans le verre des fenêtres, le verre servant de concentrateur. Cette nouvelle technique mise au point par le MIT (Massachusetts Institute of Technology) présentée dans la revue *Science* de juillet 2008, permet de dévier une partie du rayonnement des vitres sur des photopiles placées en bordure de fenêtre. A surface équivalente, on peut produire jusqu'à dix fois plus d'énergie qu'avec des panneaux ordinaires. Le MIT estime que l'on pourrait doubler le rendement des panneaux existant en adaptant leur vitre protectrice.

Indépendance nationale ?

Tous nos élus justifient notre politique énergétique par l'argument de l'indépendance nationale. Bizarre quand on se penche sur les chiffres ! A part la faible participation des énergies renouvelables (essentiellement l'hydraulique), 94% de nos besoins sont couverts par des énergies fossiles épuisables: uranium, pétrole, charbon, gaz. L'extraction d'uranium en France a commencé dans les années 1950, a atteint son maximum en 1988 pour décliner rapidement. Depuis 2002, nous importons 100 % de l'uranium. Pour le pétrole, le maximum d'extraction dans l'hexagone a été réalisé aussi en 1988 pour baisser jusqu'à 20 000 barils par jour ; avec les agrocarburants et le gaz liquifié, on atteint 130 000 barils par jour... soit 6,5% de notre consommation. Pour le charbon, le pic de production a été atteint en 1958. La dernière mine française a fermé en mai 2004. Reste le gaz naturel dont l'exploitation commencée dans les années 1960 a atteint son pic de production en 1978 pour diminuer régulièrement depuis et probablement s'arrêter totalement d'ici une dizaine d'années. A noter que même avec un recours massif aux énergies renouvelables, on ne pourra pas avant longtemps compenser ces énergies fossiles... et que la seule solution passe par de massives économies d'énergie. (source : "Pétrole, le saut dans l'inconnu" d'Emmanuel Broto, *La Décroissance*, n°51, juillet août 2008)



Aux Pays-Bas, anciens moulins et éoliennes cohabitent

D.R.

Limites pour l'éolien ?

Selon le discours officiel en France, il ne serait pas possible d'avoir trop d'éolien car le vent étant irrégulier, cela pose des problèmes de régulation sur le réseau... Seulement voilà, l'Allemagne et l'Espagne ont déjà dépassé les limites annoncées en France. Comment est-ce possible ? Pour pallier les variations de production de l'éolien, ces pays disposent d'autres sources d'énergie dont la modulation est facile : principalement les centrales thermiques au gaz, au fuel ou au charbon. Mais l'hydraulique, très développé en France, est également un bon moyen de moduler la production rapidement... à l'opposé du nucléaire où il est conseillé de ne pas varier la production pour éviter l'usure prématuré des matériaux. L'Espagne a également mis en place un organisme de modulation qui gère les variations entre éoliennes, car lorsque certaines flanchent, d'autres bénéficient de vent : un grand nombre de machines est une source d'équilibre. Les éoliennes offshore permettent aussi d'avoir des productions plus régulières. Enfin, en Allemagne, la modulation intègre d'autres sources renouvelables comme des centrales au bois ou à biomasse. Bref, avec la volonté politique, il est tout à fait possible de palier le problème de la variabilité du vent ou du soleil et des régions allemandes ont mis en place des programmes de recherche pour arriver maintenant à de l'électricité 100 % renouvelables et ainsi fermer les centrales thermiques classiques en même temps que les centrales nucléaires. Ni nucléaire, ni émission de gaz à effet de serre.

Espagne

Renouvelables devant le nucléaire

Fermeture de réacteurs, multiplication des incidents d'une part ; multiplication des centrales solaires et éoliennes d'autres part. Le gouvernement espagnol s'est félicité en septembre 2008 qu'en 2007 pour la première fois, la production électrique d'origine renouvelable ait dépassé celle d'origine nucléaire, annonçant une tendance qui va s'accélérant. L'occasion pour le gouvernement de réaffirmer son intention de ne pas prolonger l'activité des centrales nucléaires vieillissantes. Un seul bémol : l'Espagne est le pays dans l'Union européenne dont la consommation d'énergie augmente le plus vite. Le gouvernement pourrait songer à maîtriser sa consommation.

Navarre

100 % renouvelables

Le gouvernement de la région espagnole de Navarre a présenté en juin 2008 un plan d'implantation de 1164 éoliennes réparties sur 32 sites qui permettront à la région de produire 100 % de l'électricité dont elle a besoin avec de l'éolien dès 2010. Ce plan a été négocié avec les riverains, les agriculteurs, les écologistes. Comme à côté de cela, de nombreuses communes installent également des panneaux photovoltaïques, la région est en passe de devenir exportatrice d'électricité d'origine renouvelable.

Une coccinelle contre les veilles électriques

La Coxiwatt est un boîtier en forme de coccinelle qui se place entre l'alimentation et les appareils ayant une veille infrarouge (TV, chaîne radio...) et qui détecte la télécommande pour activer l'appareil ou la chute de tension quand celui-ci est mis en veille. Les économies d'énergie réalisées permettent un retour sur investissement de l'ordre d'un an. Présentation sur *www.coxiwatt.com*.

Les photopiles aussi nuisibles que les agrocarburants ?



D.R.

Le Forum, salle des congrès, à Barcelone, avec un toit de photopiles.

On voit actuellement se multiplier les projets de champs de photopiles pour la production électrique. Ainsi Gaz de France-Suez envisage la construction d'une centrale de 35 hectares à l'arrière de Toulon. Si pour le moment, contrairement aux agrocarburants, les photopiles sont le plus souvent placées sur des terres non agricoles (et donc des zones relativement naturelles), ce n'est déjà plus le cas en Espagne ou en Allemagne où des champs entiers sont couverts. Cette solution est d'autant plus absurde qu'il est possible de placer les photopiles sur les toits des habitations, des usines... sans occuper de nouvelles surfaces au sol. Mais cela suppose une gestion plus décentralisée.
Les éoliennes ne posent pas le même problème : les blocs bétons sur lesquels sont fixés les mats n'occupent qu'une surface minime au sol.

Nappes phréatiques polluées

Début juillet 2008, les analyses faisant suite à la pollution de l'eau autour du Tricastin, après le relâchement de 74 kg d'uranium, montraient une pollution antérieure de la nappe phréatique. Après une polémique par médias interposés, la *CRII-Rad* et le *Réseau Sortir du nucléaire* obtenaient qu'une étude soit faite d'ici la fin octobre sur l'ensemble des sites nucléaires pour savoir si d'autres sous-sols ne sont pas contaminés. Le 25 septembre 2008, l'IRSN, Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire a publié un premier rapport concernant les sites des premières centrales nucléaires actuellement à l'arrêt. Il ressort que les sous-sols sont pollués à Chinon (Indre-et-Loire), Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher), Bugey (Ain), Chooz (Ardennes). D'autres pollutions ont été mises à jour sur des sites ayant des installations militaires : Bruyère-le-Châtel (Essonne), Marcoule (Gard), Valduc (Côte-d'Or), Tricastin (Drôme et Vaucluse). A noter le point commun à tous ces sites : ils ont tous servi dans les années 1950 et 1970 à produire du plutonium et à ensuite fabriquer nos têtes nucléaires. Cet aspect militaire a contribué pour une large part au silence sur les pollutions observées. L'IRSN note que le stockage de produits radioactifs sur les sites est sans doute à l'origine des différentes pollutions.

Déchets nucléaires

Alors que des élus lorgnent les financements offerts par l'Etat à ceux qui accepteront le stockage de déchets sur leur commune, une vingtaine de manifestations se sont tenues simultanément en différents lieux le 27 septembre 2008 à l'initiative des opposants locaux, avec le soutien du *Réseau Sortir du nucléaire.* Ils étaient 400 à Gondrecourt-le-Château (Meuse), 100 à Rocamadour et à Cahors (Lot), 100 à Lille (Nord)., d'autres à Beauvais (Oise), Bourges (Cher), Charleville-Mèzières (Ardennes)...

EPR

■ **Fuite en avant.** Alors que l'on devait dans un premier temps prendre le temps de voir si l'EPR marche avant de se lancer dans la construction d'autres réacteurs, le gouvernement a annoncé, en juillet 2008, le lancement des études pour un deuxième chantier EPR dès 2011, alors que le premier ne fonctionnera pas encore (au mieux 2012). Le 25 septembre, comme cela ne suffit sans doute pas pour rassurer l'industrie nucléaire et que les réacteurs actuels présentent des faiblesses, Sarkozy a annoncé le remplacement des réacteurs actuels par des EPR de manière "accélérée". Rappelons pour la petite histoire que lorsque l'on a commencé à avoir des doutes sur la viabilité de Superphénix, alors en construction dans l'Isère, dans les années 1980, le gouvernement de l'époque avait annoncé son intention d'accélérer cette filière : 20 réacteurs devaient être construits avant 2000, les terrains avaient même été achetés par EDF à Creys-Malville (pour un 2e réacteur), à Sennecey-le-Grand, en Saône-et-Loire (pour 2 autres) et deux autres étaient programmés dans la vallée du Rhône, 2 enfin en bord de mer à hauteur de Perpignan. Mais Superphénix est resté un réacteur unique arrêté en 1997 après des années de pannes à répétition.

■ **Flamanville : le chantier prend du retard.** *Le Canard enchaîné* du 27 août annonce que le réacteur en construction dans la Manche aurait déjà neuf mois de retard. Les malfaçons dans le coulage du béton et les soudures devraient provoquer d'autres retards... et des surcoûts.

■ **Fronde des maires contre la THT.** Début septembre 2008, 21 communes de la Manche sur 44 concernées, 3 sur 5 en Ille-et-Vilaine, 8 sur 15 en Mayenne, ont pris des arrêtés contre le passage de la ligne THT sur leur territoire. L'Etat a sommé les communes d'annuler ces arrêtés car cela ne relève pas de leurs compétences. Les maires font valoir qu'ils sont concernés si la ligne devait provoquer des problèmes de santé et s'appuient sur plusieurs études montrant les risques des champs électromagnétiques.

■ **Reconnaissance des dangers de la THT.** En annonçant le 27 septembre 2008 que RTE, Réseau de transport de l'électricité, proposait de racheter les maisons qui se trouveraient à moins de 100 m de la future ligne THT provenant de l'EPR, Nathalie Kosciusko-Morizet a officiellement reconnu le danger que présentent ces lignes. La moitié des maires concernés par le trajet ont pris des arrêtés contre le passage de la ligne. Ils sont systématiquement attaqués en justice par les préfectures.

■ **Dieppe : blocage du conseil municipal.** Le conseil municipal de Dieppe prévu le 19 septembre 2008 avait inscrit à son ordre du jour le vœu d'accueillir un EPR sur la commune. Une trentaine de militants se sont enchaînés à l'entrée de la mairie ainsi que sur le toit pour demander que la population soit consultée avant toute décision.



Hughes Leglise-Bataille

Action de protestation au conseil municipal de Dieppe. Le maire débat avec les opposants à l'EPR. Autres photos à voir sur http://tinyurl.com/4m98qc

Tricastin

■ **Pollutions durables.** La Socatri, mise en cause dans le relâchement d'uranium dans les eaux souterraines le 7 juillet dernier (voir *S!lence n°360*), n'en est pas à sa première pollution. L'ASN, autorité de sûreté nucléaire, a annoncé le 5 août 2008, avoir été avertie d'un relâchement accidentel de Carbone 14... le 4 juillet 2008, trois jours avant l'autre pollution. Cette nouvelle tentative pour masquer un incident n'étonne pas la *CRII-Rad,* Commission de recherche et d'information indépendante, qui rappelle que la Socatri est une habituée des rejets excédentaires : en 2006, la Socatri a relâché 30 fois plus que les autorisations, en 2007, 42 fois. La *CRII-Rad* dénonce également que ces autorisations aient été revues à la hausse en février 2008 : ce n'est pas en changeant les normes que l'on change le danger de ces contaminations radioactives.

Le 8 août, le tribunal de grande instance de Carpentras a ordonné, conformément à la demande la commune de Bollène, la nomination d'un expert indépendant pour évaluer les conséquences de l'incident du 7 juillets 2008. Il a fallu en arriver au tribunal pour qu'Areva accepte qu'un tel expert puisse venir enquêter sur le site.

Le 10 août, l'ASN a informé deux agriculteurs riverains que l'eau de leurs puits est durablement déconseillée à la consommation.

■ **Nouvel incident durable.** Le 8 septembre 2008, en voulant procéder au renouvellement des barres de combustibles, deux d'entre elles sont sorties du cœur en restant accrochées de manière anormale au bouchon supérieur. En cas de chute de ces barres, il serait très difficile de récupérer les débris. Un tel incident ne s'était pas produit dans un réacteur depuis le 19 août 1998 à la centrale de Nogent-sur-Seine (Aube). L'incident a été classé 1, mais la récupération des barres ainsi déformées va prendre du temps. Le 1er octobre 2008, les barres étaient toujours en équilibre précaire et des rumeurs provenant de la préfecture faisait état de la possibilité d'évacuer les populations voisines en cas de chute d'une des barres.

■ **Pollution persistante.** De nouvelles analyses réalisées par les autorités, début septembre, deux mois après la pollution par la Socatri, montre que l'eau de la nappe phréatique contient toujours trop de radioactivité dans un rayon de quelques centaines de mètres autour du site nucléaire, ce qui semble confirmer une pollution antérieure.

■ **Changement de nom.** Le 5 août 2008, excédés par la baisse des ventes, le syndicat des coteaux du Tricastin (350 viticulteurs sur 21 communes) a voté pour un changement d'appellation... mais il faut l'autorisation des autorités, ce qu'ils n'ont pas obtenu à temps pour les vendanges 2008.

Campagnes d'action directe


D.R.

Fin 2009, à Copenhague, se tiendra une importante réunion mondiale pour la réactualisation des accords de Kyoto sur les objectifs à atteindre pour enrayer le changement climatique. Beaucoup de militants associatifs ne croient plus à l'efficacité de ces sommets où les gouvernements viennent surtout pour défendre leurs enjeux économiques au détriment de la crise climatique actuelle. C'est pourquoi dans plusieurs pays se sont déjà mises en place des associations ou des collectifs d'associations qui prévoient des actions directes pour interpeller sur la question du climat… et pour mobiliser en vue de manifester pendant ce sommet. Certains groupes envisagent de mener une action de blocage comme pour le sommet de l'OMC, Organisation mondiale du commerce, à Seattle en 1999. Cet été, début août 2008, pour la troisième année, s'est tenu un camp pour le climat. Après une marche partie devant Heathrow, l'aéroport de Londres, le camp est allé s'installer devant Kingsnorth, la centrale au charbon la plus polluante du pays. Plusieurs centaines de personnes s'y sont retrouvées dans une ambiance "décroissante" avec ateliers en tout genre et quelques actions de pénétration de la centrale, sous le regard d'un important déploiement policier.
Contacts : aux Etats-Unis, stepitup2007.org ; en Grande-Bretagne : www.climatecamp.org.uk

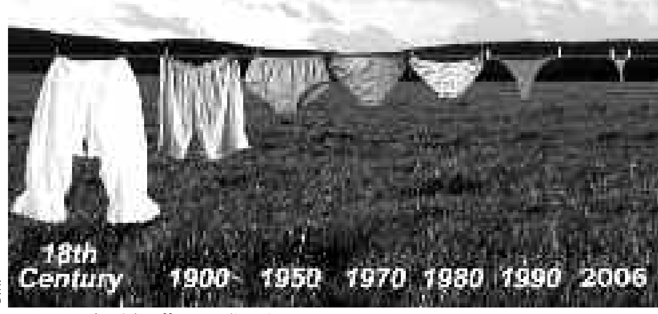
D.R.

Trop de CO_2

Malgré toutes les tentatives pour freiner les émissions de CO_2, les spécialistes estiment que la croissance des émissions se maintient depuis l'an 2000 autour de 3% par an (soit par apport à la référence de 1990 prise comme base à Kyoto, un doublement dès 2013 !). La Chine à elle seule émet chaque année 11% de plus par an ! (soit un doublement entre 2000 et 2007 !). Pendant ce temps, on constate une baisse des capacités d'absorption par les océans et par les forêts : déjà 46% du CO_2 émis reste dans l'air, contribuant au réchauffement. Cette accumulation est plus rapide que dans les scénarios envisagés par le GIEC, Groupement international des experts sur le climat, ce qui laisse penser que le prochain rapport sera encore plus catastrophique que les précédents. Le dernier rapport envisageait de stabiliser le taux de CO_2 dans l'atmosphère à 450 ppm (parties par million) contre 385 ppm actuellement, ce qui se traduirait par une hausse moyenne de la température de 2°C. Certains spécialistes estiment qu'il n'est pas envisageable de rester endessous de ce seuil. Si l'on arrive à 500 ppm, la hausse moyenne de température serait alors de 4°C.

Semences locales moins sensibles

Une des conséquences du changement climatique déjà constaté est la baisse des précipitations estivales dans de nombreuses régions d'Europe du Sud. Conjuguée à la hausse des températures, cela conduit à une très forte hausse de l'évaporation en période estivale, pendant la croissance et la maturité des cultures. Et cette hausse rapide de l'évaporation estivale va s'accélérer durant le 21e siècle.
Conséquence: l'agriculture intensive va exiger de plus en plus d'irrigation pour de nombreuses variétés végétales, comme le maïs hybride. Ce dernier a presque entièrement supplanté des variétés locales, non hybrides et qui, elles, n'avaient pas besoin d'être arrosées. Ces variétés de terroir sont donc une des solutions d'avenir pour limiter les baisses de nappes phréatiques et les restrictions d'eau comme celles des étés 2003 et 2005 en France, 2007 en Europe du Sud. De telles variétés sont disponibles auprès d'associations comme Kokopelli (voir page 2, n° 356), comme le maïs tendre pour agrémenter l'assiette des jardiniers amateurs. A noter également , pour les agriculteurs, que la luzerne est une alternative intéressante au maïs hybride (sauf peut-être du point de vue pécuniaire, vu que le maïs hybride est subventionné par les deniers publics…).



D.R.
La preuve du réchauffement climatique

Arctique

Courants marins perturbés

Une équipe de recherche de la Nasa (Etats-Unis) étudie depuis les années 1970 les courants marins de l'Arctique (pôle Nord). Dans une étude rendue publique le 30 novembre 2007, elle indique que si jusqu'en dans les années 1990, les variations étaient relativement faibles, depuis une dizaine d'années, la fonte de la glace provoquait des modifications importantes de la salinité en surface, ceci entraîne des perturbations des courants de surface, mais aussi des courants en profondeur. Pour le moment, cela n'a pas de conséquences visibles, mais cela confirme l'idée que d'autres courants pourraient se modifier avec des conséquences climatiques importantes : ainsi, actuellement, le Gulf Stream réchauffe de manière importante la mer du Nord (l'eau y est aussi chaude qu'au large du Maroc où il y a un courant froid)… son affaiblissement pourrait provoquer des perturbations du climat en Grande-Bretagne et en Bretagne. Le sujet fait débat.

Après la fonte des glaciers

Si la fonte des glaciers européens est une réalité qui n'est pas contestée, nous sommes encore dans une relative inconnue concernant ce qui pourrait se passer après leur disparition. Les glaciers ont un rôle régulateur sur l'écoulement des eaux douces : ils accumulent de l'eau en période froide (chute de neige) et la relâchent progressivement en été. Si nous n'avons plus de glacier, on peut s'attendre à des crues plus abondantes au printemps (fonte des neiges) et des sécheresses plus rudes en été. Le PNUE, Programme des nations unies pour l'environnement, alerte sur une aggravation des risques de pénurie d'eau douce lors des périodes sèches.


D.R.

Suisse

Référendum pour interdire les grosses voitures

Les Jeunes Verts ont réussi à collecter 150 000 signatures pour demander la tenue d'un référendum visant à interdire les véhicules les plus polluants. Les signatures ont été remises au gouvernement le 25 août 2008. 123 000 signatures ont été validées, donc le référendum va se tenir. Le texte prévoit l'interdiction des voitures qui émettent le plus de gaz à effet de serre (plus de 250 g de CO_2 au km, ce qui est le cas de la moitié des 4x4).

Piles disparues

Cherchez l'erreur : 87% des Français sondés disent rapporter les piles usées lors de l'achat de nouvelles piles… alors que dans la réalité les filières de recyclage ne récupèrent que 30% des piles commercialisées.

Lyon

Tickets à un euro



D.R.

Alors que les tickets de transport en commun sur l'agglomération lyonnaise sont de 1,60 euro à l'unité, les Verts ont lancé une campagne de distribution de billets fictifs à un euro. Ils demandent que cette mesure soit prise pour créer une incitation forte à utiliser les transports en commun plutôt que la voiture. Pour financer la différence, les Verts suggèrent de revoir fortement à la baisse l'entretien de la voirie. *Les Verts, 27, rue Ferrandière, 69002 Lyon, tél : 04 78 92 99 92.*

Londres

Construction sans parking

En France, la législation actuelle met dans l'obligation de prévoir un grand nombre de places de parking pour les voitures… entretenant l'idée que la voiture est obligatoire. Il semble que la législation soit bien différente à Londres. Un immeuble de bureaux en construction pour 2010, Pinacle tower, comptera 60 étages, fera 300 m de haut, et accueillera plus de 8000 personnes… mais ne comportera que 6 places de stationnement pour les véhicules d'handicapés et 540 places de stationnement… pour les cyclistes. Les autres utilisateurs sont sensés utiliser les transports en commun. Et pour compléter : La construction en spirale doit permettre une ventilation naturelle sans recours à la climatisation. Le tiers supérieur de la façade sera équipé de photopiles pour produire une partie de son électricité. Ce sera la plus grande installation de photopiles sur un immeuble à Londres.



D.R.

Vue virtuelle de la Pinacle Tower

Taxe "pique-nique"

Dans le cadre de l'extension du principe bonus-malus, Jean-Louis Borloo a annoncé, le 15 septembre 2008, le principe d'une taxe qui s'appliquerait aux objets jetables (90 centimes par kilo de plastique), ceci afin de favoriser l'utilisation de produits durables et réutilisables.
En quarante ans, le volume des déchets a doublé dans nos poubelles, en grande partie du fait de l'apparition d'objets jetables (couverts, barquettes, serviettes, mouchoirs…).
Plusieurs associations ont approuvé ce projet en demandant qu'une graduation soit mise en place pour la taxe, pouvant aller jusqu'à l'interdiction de certains objets lorsque l'alternative durable est facilement disponible.
Le 22 septembre 2008, Nicolas Sarkozy a annoncé le report de cette mesure.

Lyon

Devenez réparateur de vélos !



D.R.

Avec la fin du pétrole, le métier de garagiste devrait évoluer… vers l'entretien de véhicules moins polluants et les réparateurs de vélos vont se multiplier. *Pignon sur rue* et l'atelier *Le recycleur* organisent une formation professionnelle du 17 novembre au 3 décembre 2008 pour six personnes. 80 heures de formation comprenant de la mécanique, mais aussi la législation sur les vélos, les aménagements cyclables, le montage de projet lié aux vélos… *Pignon sur rue, 10, rue Saint-Polycarpe, 69001 Lyon, tél. : 04 72 00 23 57, www.pignonsurrue.org.*

Suisse

Slow up

En 2000, plusieurs associations négocient la fermeture d'une route touristique pendant une journée pour y organiser une promenade réservée uniquement à des véhicules sans moteur (vélos, rollers, piétons…). D'année en année, le mouvement a pris de l'ampleur et en 2008, 15 manifestations de ce genre ont été organisées totalisant environ 40 000 participants. *Fondation La Suisse à vélo, slowup, case postale 8275, CH 3001 Berne, tél. : 031 307 47 40.*



D.R.

OGM

Elevages sans OGM

De nombreuses régions ont voté des motions pour se dire "sans OGM", mais si cette année il n'y aura pas de cultures OGM, 80% des importations de soja pour les élevages sont aujourd'hui OGM. En Basse-Normandie, le collectif Inpact qui regroupe plusieurs associations agricoles, a étudié la possibilité de se passer de ces importations de soja. Des suivis d'exploitation ont mis en évidence la possibilité, grâce à la présence encore importante des prairies, d'une possible auto-alimentation des élevages sous condition de développer la valorisation de l'herbe et de cultiver des légumineuses. L'autonomie alimentaire des animaux pourrait sans doute être atteinte. Ce qui devrait être valorisé par la mise en place d'une filière garantie non-OGM au niveau des produits viande et laitiers. Une démarche similaire est engagée en Poitou-Charentes. *InPACT Basse-Normandie, 6, rue des Roquemonts, 14053 Caen cedex 4, fax : 02 31 47 22 60.*


D.R.

Pétition pour la transparence

Le CRII-Gem, Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique, a lancé une pétition pour demander aux élus qui ont voté la loi pro-OGM de publier les résultats des analyses de sang des animaux qui ont subi des tests, avant mise sur le marché, pour tous les OGM cultivés ou commercialisables pour l'alimentation des humains et des animaux. La pétition est disponible auprès de *Gilles-Eric Séralini, Université de Caen, laboratoire de biochimie, IBFA, Esplanade de la Paix, 14032 Caen cedex ou par courriel auprès de christian.velot@igmors.u-psud.fr.*

Toulouse

Nouvelles condamnations

Quarante faucheurs volontaires qui passaient en procès au tribunal correctionnel de Toulouse, ont été condamnés le 5 septembre 2008, solidairement à verser 50 000 euros d'amendes et frais de justice. José Bové a de plus été condamné à 180 jours-amendes (travail d'intérêt général). Le procès concernait un fauchage réalisé durant l'été 2006 en Haute-Garonne. Pour poursuivre les actions et couvrir les frais qu'occasionnent les procès, il est demandé d'envoyer des dons à : *Sans gène, CASC, 10 bis, rue Driant, 31400 Toulouse.*

Carcassonne

Relaxe pour les faucheurs volontaires

Le 13 avril 2006, une centaine de faucheurs envahissent un entrepôt appartenant à Monsanto pour y chercher des semences transgéniques. Monsanto les a attaqués en justice pour "entrave au travail". José Bové et trente autres militants inculpés ont été relaxés le 17 septembre 2008. Le tribunal de Carcassonne a estimé que la présence des militants ne constituait pas une entrave au travail.

Aveyron

Fronde des communes

Guy Durand, nouveau maire socialiste de Millau, docteur en droit public, s'est penché sur les possibilités légales d'interdire les OGM sur sa commune. Il analyse dans *Libération* du 10 mai 2008 les conditions à respecter pour que l'Etat ne puisse pas s'y opposer : le maire a un pouvoir de police et se doit de mettre en œuvre toute mesure qui assure la protection de ses administrés vis-à-vis des risques. L'arrêté présenté au conseil municipal le 23 mai 2008 devrait faire l'objet d'une future bataille juridique. Dans la foulée de cette décision, 16 communes de l'Aveyron ont pris des arrêtés similaires. La préfecture conteste la notion de "péril imminent" mise en avant. Les communes se sont concertées avec des avocats et sont prêtes à aller devant les tribunaux.



Santé

Téléphonie mobile

■ **Paris : la mairie ne veut pas entendre les experts indépendants.** Le 18 septembre 2008 s'est tenu un comité d'hygiène et de sécurité qui devait se prononcer sur la présence ou non du wifi dans les bibliothèques de Paris. A la demande de plusieurs syndicats, *Agir pour l'environnement* et *Priartem* avaient été invités comme experts indépendants. Mais le 10 septembre, la mairie a décidé de récuser ces demandes d'intervention. Rappelons que le wifi n'a rien d'obligatoire : avec des fils, on obtient exactement le même accès à internet.

■ **Paris : plainte au pénal.** Alors que leur fille souffre de problèmes cardiaques qu'un médecin a estimé pouvoir provenir de la proximité d'une antenne-relais de téléphonie mobile, les parents ont décidé, le 17 septembre 2008, de porter plainte pour "administration de substances nocives". L'antenne visée est dans le quartier de Rhodon à Chevreuse (Yvelines).

■ **Lyon : parents d'élèves contre les antennes sur les écoles.** Ayant découvert une fausse cheminée sur leur école, les parents d'élèves de l'école Gerson (Lyon5e) avaient demandé à la mairie de faire baisser le niveau d'émission. A la rentrée, pour vérifier les dires rassurants de la mairie, ils ont demandé à l'association Robin des toits de faire des mesures. La limite autorisée d'émission est de 3 volts par mètre. Sur le toit, les valeurs mesurées vont de 3,4 à 4,7V/m et dans la classe en-dessous de 2,05 à 2,75 V/M. Or dans la salle de classe de l'école Victor-Hugo (Lyon 1er), les valeurs étaient sensiblement les mêmes et deux enfants assis à un an d'intervalle à la même place, sous l'antenne, ont développé chacun un cancer. Pendant ce temps, la mairie dit négocier…

La santé des enfants avant celle des fabricants de jouets

L'Union européenne a commencé des discussions pour réactualiser la législation en vigueur sur la commercialisation des jouets. Celle-ci date d'une vingtaine d'années. De nombreuses associations de parents demandent que ce soit l'occasion d'appliquer le principe de précaution en incluant l'interdiction de tout produit suspecté d'être cancérigène (liste du CIRC, Centre international de recherche sur le cancer) et également l'introduction d'un mode d'intervention rapide en cas de nouvelles découvertes scientifiques. Evidemment les fabricants font tout pour éviter cela (de nombreux jouets en plastique disparaîtraient). Pour en savoir plus : *WECF, Women in Europe for a Common future, Femmes en Europe pour un avenir commun, BP 100, 74103 Annemasse, tél. : 04 50 49 97 38, www.Wecf.eu.*

Attention, certains plastiques sont toxiques !


D.R.

Guerres des Etats-Unis

Suicides

Il y a environ 1,7 million de jeunes états-uniens qui sont partis se battre en Irak ou en Afghanistan depuis cinq ans. Plusieurs centaines de milliers suivent un traitement psychiatrique à leur retour. Selon les associations de vétérans de l'armée américaine, les statistiques du département d'Etat aux anciens combattants indiquent qu'au moins 18 décèdent d'un suicide chaque jour… et annonce que l'armée reconnaît intervenir pour venir en aide à cent tentatives par jour. Faites le calcul : cela fait plus de 30 000 suicides depuis le début du conflit ! Pour "seulement" 4000 morts sur le terrain. Ce taux de suicide chez les rescapés de la guerre en Irak et en Afghanistan est tel qu'entre 2003 et 2007, le taux national de suicides est passé de 12,4 à 18,1 pour 100 000 personnes. Sachant que ce taux est encore en hausse en 2008, il pourrait dépasser les 19,5 atteints à la fin de la guerre du Vietnam.

Guatemala

Défilé militaire annulé

Le Guatemala a connu jusqu'en 1996 une guerre civile de trente-six ans émaillée de dictatures militaires responsables de nombreux massacres de civils. Depuis, la société reste sous la coupe d'un appareil militaire puissant et impuni. L'association HIJOS qui regroupe des enfants de victimes et disparus de la guerre civile, dénonce depuis des années les défilés militaires en les perturbant énergiquement par des banderoles, des slogans et des têtes de mort géantes pour réclamer la justice envers les victimes. La répression en 2007 avait été très violente. Cette année, le défilé militaire du 30 juin, jour de l'armée, a été annulé pour la première fois depuis 1870. En lieu et place, HIJOS a convoqué une "marche de la mémoire" qui s'est terminée par une fête, aux cris de "plus jamais de défilé militaire !". Des menaces et agressions se sont poursuivies cependant envers des membres de l'organisation ces derniers mois.

Irlande

Acquittés

Six militants antiguerre avaient pénétré en août 2006 dans une usine de Belfast, Raytheon, qui fabrique des armes. Ils avaient endommagé des ordinateurs. Lors de leur procès, ils ont expliqué qu'ils étaient persuadés que l'usine avait servi à fournir des armes à Israël, armes qui ont été utilisées au Liban, constituant des crimes de guerre. Les jurés ont accepté ces arguments et ils ont été acquittés. Le comité de soutien a demandé au gouvernement une enquête sur les activités exactes de l'usine… *(Union pacifiste, septembre 2008)*

Formations à la coopération

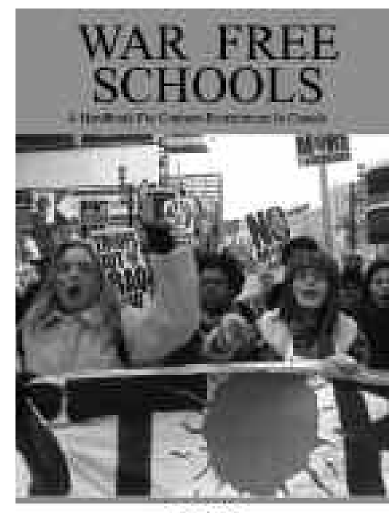
L'institut européen conflits cultures coopérations, domicilié sur le plateau du Larzac, propose des formations pour de futurs formateurs à la coopération. Ces formations sont le plus souvent organisées en collaboration avec des groupes d'autres pays : méthodes utilisant le théâtre (11-15 novembre dans le Gard), apprendre dans les banlieues (15-20 décembre à Nuremberg), limites dans la relation éducative (5-9 janvier à Rodez), s'affirmer citoyen (12-16 mai à Rodez)… Programme complet : *IECCC, Le Cun, 12100 Millau, tél. : 05 65 61 33 26, www.ieccc.org.*

Le Larzac démilitarisé ?

En 1971, le gouvernement annonce l'extension du camp militaire du Larzac de 3000 à 18000 hectares. La résistance non-violente des paysans bloquera le projet qui sera abandonné en 1981. Depuis, le Larzac est devenu un symbole de la résistance avec de nombreux rassemblements. C'est aussi un lieu d'expérimentation : les terres rendues aux paysans ont été mises en propriété collective sous forme de GFA (groupement foncier agricole) et le sont toujours. A la fin de l'été, le gouvernement a annoncé la fermeture d'un certain nombre de sites militaires… dont le camp du Larzac. Le départ des 250 militaires et cinquante civils présents sur le site est prévu pour 2012.

Canada

Opération objection



D.R.

Dans le budget de l'armée canadienne, l'un des postes qui augmentent le plus sont les relations publiques. Ceci traduit la difficulté de trouver des volontaires pour s'engager. L'armée multiplie donc les stands de recrutement. Une coordination s'est mise en place début 2008 pour lancer l'Opération Objection dont l'objectif est d'être présent devant ces stands. Plusieurs compagnies musicales et de théâtre y ont participé. Une pièce de théâtre est jouée dans la rue "Un massacre charitable, c'est louche !". D'anciens militaires viennent témoigner de la réalité de leur travail… dont des déserteurs des Etats-Unis. Suite à cette campagne, de nombreuses interventions de l'armée sur les campus ont été annulées du fait d'une forte mobilisation étudiante. *Operation Objection c/o ACT for the Earth, 238, Queen St. West, Lower Level, Toronto, ON M5V 1Z7, Canada, tél. : 647-436-6398. Infos et vidéos sur www.antirecrutement.info.*

société

L'Argent ne fait pas le bonheur

Gagner plus pour vivre mieux ? Pas évident. A partir de dix-sept variables, l'IDIES, Institut pour le développement de l'information économique et sociale, a mis en place un indicateur de santé sociale. Rapporté aux régions françaises, cela montre que le niveau de revenu n'est pas un facteur de bonne santé sociale. Ainsi, si c'est en Ile-de-France que l'on gagne le plus, cette région n'est qu'à la 15e place de la santé sociale (sur 22), alors que le Limousin n'est qu'à la 18e place pour l'argent… mais à la première pour la santé sociale ! Les critères et les classements se trouvent sur *www.idies.org/index.php?category/FAIR.*


D.R.

Viande en grandes surfaces

Pour ne pas perdre de l'argent avec la viande invendue, certains magasins pratiquent le réemballage de la marchandise. Un reportage télévision interviewe un boucher qui a pratiqué cela. *Si vous avez internet, voir www.dailymotion.com/video/x37kqz_la-remballe-en-boucherie_news.*

femmes

Le Sénat se féminise

L'obligation d'alterner hommes et femmes sur les listes aux élections sénatoriales a permis une augmentation notable du nombre de sénatrices après les élections du 21 septembre 2008. Avec 18 nouvelles élues, il y a désormais 75 sénatrices sur 343, soit 21,8%, soit une meilleure représentation qu'à l'Assemblée nationale (107 sur 577, soit 18,5%). Le groupe communiste avec 12 femmes sur 24 membres est le premier groupe a respecter la parité. Du côté des femmes issues de l'immigration, Sazmmia Ghali (PS, Bouches-du-Rhône) rejoint Alima Boumediene-Thiery (Verts, Paris) et Bariza Khiari (PS, Paris). Là aussi, c'est mieux qu'à l'Assemblée nationale qui ne compte aucune élue issue de l'immigration.

Salariat ou partage de vie ?

Selon le récent rapport Objectif de croissance de l'OCDE, "l'écart du nombre annuel d'heures de travail entre les Etats-Unis et l'Europe est dû pour moitié environ à un temps de travail hebdomadaire plus faible en Europe surtout pour les femmes".
La responsabilité de ce moindre travail féminin est imputée à la fiscalité. En effet, en Europe, les taux marginaux de l'impôt sur le revenu, plus lourds qu'aux Etats-Unis, affectent en priorité les revenus additionnels du ménage qui proviennent en majorité du second salaire féminin.
Cette pression fiscale rend le double salaire peu intéressant lorsqu'il faut aussi payer transports et garde d'enfants.
Ces tâches incombant traditionnellement aux femmes, ce sont elles qui sacrifient leur temps de travail et leurs revenus.
Selon Svein Blondal, chef de la division de l'analyse des politiques structurelles à l'OCDE : "Un alignement de la fiscalité européenne sur celles des Etats-Unis en matière de taux marginaux porterait le nombre d'heures hebdomadaires travaillées par les femmes de 22 heures à 26 heures".
À moins que davantage d'hommes se mettent à choisir de travailler moins pour partager plus ?



D.R.

Les pères français ne participent pas assez

Selon un sondage AOL-OMD-Ipsos réalisé auprès de 7300 mères de six pays (Angleterre, France, Allemagne, Espagne, Danemark, Russie), c'est en France que les femmes estiment que les pères font le moins de travail à la maison : seules 28% des Françaises estiment que le père fait plus de 25% des tâches ménagères contre 43% en Russie, 46% en Espagne, 49% en Grande-Bretagne, 63% au Danemark et 69% en Allemagne.

politique

Forum social européen



D.R.

La cinquième édition de ce forum s'est tenue à Malmö, en Suède, du 18 au 24 septembre 2008. Parmi les innovations intéressantes, pour la première fois, les organisateurs avaient mis en place une restauration bio, une collecte sélective des déchets et un tarif d'inscription plus faible pour ceux qui venaient de loin sans prendre l'avion.
Positif également, pour une fois, une bonne représentation des mouvements de l'Europe de l'Est.
Parmi les points négatifs, un budget en nette baisse qui s'est traduit par le choix des organisateurs suédois de ne traduire les documents qu'en suédois et en anglais, provoquant de grandes difficultés de communication dans les rencontres.
Evolution notable : la disparition progressive des mouvements associatifs et des grandes ONG environnementalistes et de solidarité au profit des organisations politiques, avec là aussi un glissement vers la gauche radicale (peu de socialistes, plus d'anarchistes et de mouvements autonomes). L'absence cette année de la problématique féministe.

Crise bancaire

Où est passé le libre marché ?

Selon l'OMC, Organisation mondiale du commerce, les échanges commerciaux doivent être libres et non faussés. L'OMC va donc sans doute attaquer en justice les Etats-Unis pour avoir injecté en septembre au moins 700 milliards de dollars pour renflouer des banques (dont deux fois 100 milliards de dollars dans deux groupes de refinancement hypothécaires le 7 septembre 2008, Fannie Mae et Freddie Mac, et encore 85 milliards le 17 septembre 2008 dans une compagnie d'assurance en difficulté, AIG).

Etats-Unis

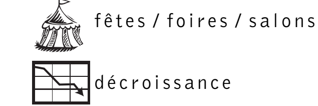
Candidats alternatifs

Cynthia McKinney, première femme afro-américaine élue à la chambre des représentants en 1992, pour les démocrates, 53 ans aujourd'hui, se présente pour les Verts, avec un programme proposant le retrait de la guerre d'Irak et une importante redistribution du budget en faveur de l'éducation, de la santé et de l'environnement.
Ralph Nader, 74 ans aujourd'hui, avocat des consommateurs dans les années 1970, se présente pour la cinquième fois. En 2000, avec le soutien des Verts, il avait réalisé 3% des voix. En 2004, seul, il n'a fait que 0,3 %.

Paris

Curieuses interpellations

Comme chaque année à cette date, le 9 mai 2008, des groupuscules d'extrême-droite organisent un défilé nocturne à la mémoire de l'un d'eux mort en 1994 lors d'une manifestation. Une contre-manifestation a alors été organisée par des militants anti-fascistes. Début septembre 2008, trois militants antifascistes sont mis en garde à vue et leur logement perquisionné dans le cadre d'une enquête policière. Ils découvrent qu'ils sont surveillés et sur écoute téléphonique depuis cette manifestation. La disproportion entre les moyens mis en œuvre par la police et les faits incriminés (des graffitis et des tracts collés sur le parcours du défilé) ne peut qu'inquiéter dans le contexte du fichage Edvige et de la répression qui frappe dans différents domaines (aide aux sans-papiers par exemple). Un comité de vigilance s'est mis en place autour du *Scalp-Réflex, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 01 43 48 54 95, http://nopasaran.samizdat.net.*

 santé
 politique / société
 fêtes / foires / salons
 dans la rue
 habitat
 décroissance
 environnement
 paix
bio formation



Novembre

Genève : pour l'indépendance de l'OMS. Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. *Pour participer : André Larivière, tél. : 04 71 76 36 40 ou 06 76 69 54 98, Yann Forget, tél. : 04 50 92 64 69, en Suisse: Philippe de Rougemont, 022 344 38 31, www.independentWHO.org.*

Drôme : les Oubliés du pipeline. 17 octobre au 8 février 2009. Centre du patrimoine arménien de Valence, exposition sur les peuples d'Azerbaïdjan, Géorgie et Turquie qui vivent au-dessus du deuxième plus long oléoduc du monde. Alors que l'or noir coule sur leurs pieds, les conflits déchirent la région depuis l'éclatement de l'empire soviétique en 1990. Photos de Grégoire Eloy, réalisées en 2006, le long de l'oléoduc. *Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél. : 04 75 80 13 00.*

Paris : Vélorution. 1 novembre, place du Châtelet, départ à 14 h. *www.velorution.org.*



Paris : la pédagogie contre la sélection ? 1er et 2 novembre, colloque Fernand-Oury à l'Université Paris X-Nanterre, avec Philippe Meirieu, Claire Héber-Suffrin, Francis Imbert... et des représentants de différentes pédagogies. *Jacques Pain, Centre de recherche éducation et formation, Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre cedex, pain.jacques@orange.fr, www.cahiers-ed.org.*



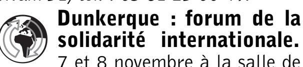
Lille : balades à vélo. 1er et 2 novembre, balade à vélo vers Renaix (nuit en auberge de jeunesse), organisée par l'Adav, Association droit au vélo. Autres balades : le domaine provincial de Palingbeek (le 9), le bois d'Emmerin (le 15), Haubourdin (le 23), à travers la Pévèle et le Mélantois (le 30). *Adav, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél.: 03 20 86 17 25.*

Allier : retour à Vichy ! Les 3 et 4 novembre 2008, la présidence française a invité les ministres européens à se réunir autour de la question d'une future directive définissant une position commune sur la gestion de l'immigration. Cette réunion doit se tenir à Vichy ! Le choix de cette ville ne peut être un hasard. De nombreuses associations de soutien aux sans-papiers appellent à venir manifester dans cette ville. *Renseignements : RESF Allier, c/o FCPE, 42, rue du Progrès, 03000 Moulins, resf03mlt@voila.fr.*

Paris : 14e festival de films gays et lesbiens. 4 au 11 novembre au cinéma le Rex. *FFGLP/Festival c/o Centre LGBT Paris IDF, 61-63 rue Beaubourg, 75003 Paris, www.ffglp.net.*

Paris : un désobéissant en procès. 5 novembre à 9h, à la 24e chambre du palais de justice de Paris. Xavier Renou du collectif des désobéissants, que nous interrogions dans notre numéro de septembre 2008, est poursuivi pour une action directe non violente menée contre l'ancien secrétaire général de l'Elysée de François Mitterrand, Hubert Védrine. Cette action, revendiquée par le collectif "Génocide Made in France", visait à rappeler le rôle de celui-ci dans la définition de la politique menée par la France au Rwanda avant, pendant et juste après le génocide des Tutsis. Pour ce collectif, Hubert Védrine est complice de génocide. Une accusation confortée par le rapport de la commission d'enquête rwandaise publié cet été, dit rapport Mucyo *(Silence 360, p24).* Xavier Renou et une autre militante du collectif risquent une peine de prison et une lourde amende. Ils appellent tous ceux qui refusent l'impunité à visionner et diffuser le petit film réalisé par le collectif, et disponible sur le site *www.genocidemadeinfrance.com.*

Toulouse : coopératives agricoles et territoire. 6 novembre à 18 h à la maison de l'économie solidaire, 73, chemin du Mange-Pomme à Ramonville. Présentation de l'ouvrage collectif une histoire du lait, l'évolution des coopératives dans la région. *Bleue comme une orange, tél. : 05 61 34 25 21 ou Civam 31, tél. : 05 61 23 00 49.*



Dunkerque : forum de la solidarité internationale. 7 et 8 novembre à la salle de la Concorde, à Petite Synthe. Quinze stands associatifs autour d'une yourte mongole qui accueille documentaires et débats. *Organisé par la mairie, tél. : 03 28 26 27 37.*

Lille : 2e construire naturel. 7 au 11 novembre au Grand Palais. Maison bois, éco-matériaux, énergies renouvelables, filière bois régionale... *Construire naturel, tél. : 03 20 79 94 68, www.construire-naturel.com.*

Nord : 100 ans d'espéranto. 7 au 9 novembre . La Fédération Espéranto-Nord fête son centenaire à Morbecque. *France Valet, Espéranto-Nord, 274, rue du Boulenriez, 59235 Bersée, tél. : 03 20 84 96 09, http://esperanto.nord.online.fr.*

Paris : Marjolaine. 8 au 16 novembre, au parc floral de Paris, avec toujours un excellent programme de conférences associées à la projection de documentaires. Samedi 8 à 14h : *Après nous le déluge,* film suivi d'un débat sur le changement climatique, à 16 h : vers une société économe en CO_2. Dimanche 9 à 12 h : *Blé, chronique d'une mort annoncée,* film suivi d'un débat avec Marie-Monique Robin ; à 14 h : *Argentine, le soja de la faim,* film suivi d'un débat avec Fabrice Nicolino ; à 16h30 : *Le monde selon Monsanto* film suivi d'un débat avec Marie-Monique Robin et Christian Vélot. Lundi 10 : rôle de la biologie du sol en agriculture, débat avec Lydia et Claude Bourguignon ; 16h30 : *Guerre et paix dans le potager* film suivi d'un débat avec Jean-Yves Collet. Mardi 11 à 14 h : *Bioattitude sans béatitude* film suivi d'un débat avec Olivier Sarrazin ; à 16h30 : *Devenir paysan,* film suivi d'un débat avec Philippe Desbrosses. Mercredi 12 à 14 h : *Braves gens, n'ayez plus peur,* film sur les discours sécuritaires suivi d'un débat avec le collectif Panic ; 16h30: Table-ronde sur la dérive sécuritaire avec Gilles Sainati, magistrat, François Roux, avocat, Jean-Claude Amara du Dal. Jeudi 13 à 14 h : *The Oil Crash,* film suivi d'un débat avec Yves Cochet ; 16h30 : table-ronde face à la crise, quelles stratégies ? avec Yves Cochet, Thierry Salomon de Négawatt, Serge Latouche, objecteur de croissance. Vendredi 14 à 14h30 : *Homo toxicus* film suivi d'un débat avec la réalisatrice Carole Poliquin, François Veillerette du MDRDF, André Cicolella, chercheur en santé environnementale ; 16h30 : Se nourrir, une activité à haut risque ? Table-ronde avec Guy Kastler, Nature et progrès, Pierre Meneton, chercheur, Paule Dousset, journaliste ; 19 h : *Nos enfants nous accuseront,* film suivi d'un débat avec le réalisateur Jean-Paul Jaud. Samedi 15 à 14 h : *Paroles de paysans,* film suivi d'un débat avec le réalisateur Idriss Diabaté, Robert Ali Brac de la Perrière, auteur de "graines suspectes", Silvia Perez Vitoria, auteure de "Les paysans sont de retour" ; 16h30 : quelles voies pour l'autosuffisance avec Nicolas Supiot, de Semences paysannes. Dimanche 16 à 14 h : *Simplicité volontaire et décroissance,* film suivi d'un débat avec le réalisateur Jean-Claude Decourt, Frédérique Basset, journaliste, Jordy Van den Akker, agroécologiste ; 16h30 : table-ronde "à la découverte de la décroissance" avec Paul Ariès, politologue, Richard Marietta, paysan Nature et progrès. *Spas, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél. : 01 45 56 09 09, www.salon-marjolaine.com.*

Avignon : théâtre des Carmes. 8, 9 et 10 novembre à 20h30, *Pourquoi pas ?* un trio de musiciens prépare un concert et un disque ; 18 novembre à 19 h : *C'est la peau d'un chien avec la voix d'un lion,* film sur le travail d'une enseignante qui explique le cinéma à ses élèves, projection suivie d'un débat; 28 et 30 novembre à 16 h : *Le supplément au voyage de Bougainville,* lecture sur les questions morales. *Théâtre des Carmes, 6, place des Carmes, 84000 Avignon, tél. : 04 90 82 20 47.*

Strasbourg : Bergerie nomade. 8 novembre à partir de 14 h à la salle du Molodoï (19 rue du Ban de la Roche), stands associatifs (Alsace Nature, La Nef, Les Amis de la Conf', Kiosque Alternatif, Le Mouvement de la Culture Biodynamique, réseau Wwoof, Amap...). Expositions sur l'agriculture biologique et les Amaps. Marche bio et paysan, jeux coopératifs. 15 h : film *Ogm, c'est quoi ?.* 18h30 : buffet paysan. 20h30 : concert. *www.myspace.com/labergerienomade.*

Savoie : fête de la CNT. Le 8 novembre à 19h30, salle des fêtes de Yenne, route de Lucey, fête des dix ans du syndicat CNT, 73, concert avec Hors-contrôle, Plastic guns, Protocole rebel. Prix libre. *CNT Interco 73, c/o Les amis du chat noir tenace, 6, rue Saint-François-de-Sales, 73000 Chambéry.*

Aix-les-Bains : 20e Forum Terre du ciel. 8 au 11 novembre au Centre des Congrès, avec de nombreux invités autour des questions de spiritualité : Rajagopal, Majid Rahnema, Pierre Rabhi, Bernard Ginisty, Philippe Derudder... 150 euros l'entrée ! *Terre du Ciel, BP 1094, 69202 Lyon cedex 01, tél. : 03 85 60 40 33.*

Haute-Vienne : écoconstruction et construction paille. 8 au 11 novembre à Eymoutiers. 8 et 9 : Premières assises nationales de la formation en éco-construction. 10 et 11 : 6e rencontres de la construction en paille. *Les Compaillons, c/o Philippe Libouereau, Lachaud Fauvet, 23340 Gentioux, tél. : 09 64 42 90 04, www.compaillons.fr.*

Creuse : 21e rassemblement antimilitariste. 11 novembre devant le monument aux morts de Gentioux. Avec les Editions libertaires, la Libre pensée, la CNT, la Fédération anarchiste de la Creuse, No pasaran...

Val d'Oise : la crise alimentaire. 12 novembre, 14h à 18h, à la maison de quartier des Touleuses, 3, place des Touleuses, 95000 Cergy. Avec une dizaine d'associations, atelier nutrition : comment manger équilibré avec un petit budget ; débat sur la crise alimentaire ici et ailleurs. *Organisé par la mairie, Chahira Necib, tél. : 01 30 30 34 82.*

Paris : biennale de l'intergénération. 12 et 13 novembre à l'Hôtel de Ville. Faire connaître et valoriser les initiatives, informer, sensibiliser et impliquer tous les acteurs concernés en faveur de la prévention de l'isolement des personnes âgées et du vivre ensemble des générations. Conférences, tables rondes, stands d'information... *Accordages, 16, rue Brunet, 75019 Paris, tél. : 01 47 70 79 67.*

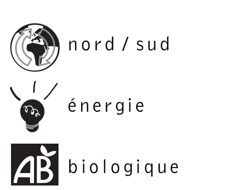
Lille : coopérations et actions non-violence. 13 novembre de 19h à 21h au Café-Citoyen. *Renseignements : Le pas de Côté, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 52 18 48.*

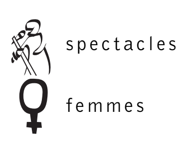
Lyon : expédition de Silence. 13 et 14 novembre, *voir en page 2.*

Marseille : festival entre tradition et modernité. 13 au 22 novembre. Conte africain au théâtre La Baleine qui dit vagues (13 à 20h30), exposition art maasaï, à la galerie Art Cade (vernissage le 14 à 18h30), *Les jeunes roumains en Europe,* documentaire à La Baleine qui dit vagues (15 à 14 h), danse et conte maasaï, même lieu (15 à 20h30), documentaire *Patrick Dacquay, chamoine celte,* cinéma le Prado (16 à 10h), les musiques traditionnelles d'Ethiopie à La Baleine qui dit vagues (16 à 16h), *Vie et traditions sur le territoire marseillais,* documentaires et musiques, La Baleine qui dit vagues (17 à 19h), documentaire *Les renouveaux indigènes,* cinéma Le Prado (18 à 19h), bal occitan au Balthazar (18 à 20h), conférence "L'Etat nation face à ses indigènes" à la librairie Histoire de l'œil (19 à 19h), documentaire *Maasaï, terre interdite,* cinéma Le Prado (20 à 19h), l'école de la nature et des savoirs à La Baleine qui dit vagues (21 à 18h), soirée conte, même lieu (21 à 20h30), documentaire *Paroles Kogis, le message des derniers hommes* à La Baleine qui dit vagues (22 à 14h), table-ronde sur le thème de l'année, même lieu (22 à 16h30), soirée conte, même lieu (22 à 20h30). *Programme complet : Alternative positive, 38, rue Marengo, 13006 Marseille, tél. : 06 16 13 11 55, www.alternative-positive.org.*

agenda







Montreuil : insurgés du corps ! 14 novembre à 20h30 à la Maison populaire, salle l'Ago'notes. Projection, de film sur l'art en action et le féminisme. *Maison populaire, 9 bis, rue Dombasle, 93100 Montreuil, tél. : 01 42 87 08 68.*

Nord : Développement durable. 14 novembre, 20h, à la MJC Espace Athéna, à Saint-Saulve, conférence débat avec Jean-Marie Pelt. *MJC, place du 8-Mai-1945, 59880 Saint-Sauve, tél. : 03 27 28 15 30.*

Nantes : 5e salon de l'habitat sain et des énergies renouvelables. 14 au 16 novembre au parc de la Beaujoire. 150 exposants. *Tél. : 02 40 52 08 11, www.salon-habitat-sain.fr.*

Roubaix : ma maison écologique. 15 novembre. Visite d'une maison écologique à 15h, au 315 Grande-Rue. *Réservation obligatoire avant : Angle 349, tél. : 03 20 83 26 17.*

Finistère : journée de la solidarité internationale. 15 novembre, 16h, Maison du temps libre, à Crozon. Conférences, débats, théâtre-forum, repas haïtien, concert et danses africaines. *Frères des hommes, 13, rue du Yunic, 29160 Crozon, tél. : 06 81 83 54 26.*

Paris : village des associations de solidarité. 15 novembre, 9h à 17h, à la FIAP Jean-Monnet. Spectacles, expositions, repas, une quinzaine d'associations. *FIAP Jean-Monnet, 30, rue Cabanis, 75014 Paris, tél. : 06 82 13 38 12.*

Isère : projecteur sur le Togo. 15 novembre au Centre œcuménique de Villefontaine. Table-ronde sur le Togo, exposition, stands associatifs. *Collectif SSI Nord Isère, 3, allée des Sétives, 38300 Bourgoin-Jallieu, tél. : 04 74 93 57 25.*

Pau : action directe non-violente. 15 et 16 novembre. Formation aux méthodes interactives et aux techniques de l'action non-violente et de la désobéissance civile à destination des militants débutants ou plus expérimentés. Approche théorique et et exercices pratiques, échanges de savoirs, contacts avec les médias, aspects juridiques... *Contact et inscriptions : www.desobeir.net ou Xavier Renou, 49 rue de Neuilly, 92110 Clichy, tél. : 06 64 18 34 21.*

Tarn-et-Garonne : 5e salon nature santé. 15 et 16 novembre à la salle Jean-Moulin, à Castelsarrasin. *Le Trèfle vert, tél. : 06 75 38 62 29, http://trefle.vert.free.fr.*

Marseille : Ecocitoyenneté. 17 et 18 novembre à l'hôtel de région, 3e colloque interdisciplinaire Ecocitoyenneté "des idées aux actes favorables à l'environnement". *Ademe, Jean-Michel-Graillat, 2, boulevard de Gabès, BP 139, 13267 Marseille cedex 08, tél. : 04 91 32 84 40.*

La Rochelle : Palestine. 18 novembre, salle de l'Arsenal, soirée débat autour de la question palestinienne. *Artisans du monde, 4, cours Saint-Michel, 17000 La Rochelle, tél. : 05 46 45 08 52.*

Lille : solidarité et échange international. 19 novembre à la MRES, 23, rue Gosselet, présentation de différents programmes de solidarité et comment s'y investir. *Association départementale des Francas, 24, rue Malsence, 59000 Lille, tél. : 03 20 56 72 22.*

Bar-le-Duc : caf-é-cologies. 19 novembre. Etat des lieux sur le CO_2 : bilan carbone, écobilan, plan climat territorial, une soirée au café-restaurant L'Escargot proposée par *Meuse nature environnement, 83, rue de Véel, 55000 Bar-le-Duc, tél. : 03 29 76 13 14, http://mne.asso.free.fr.*

Isère : pays riche, peuple pauvre. 20 novembre à Bourgoin-Jallieu, conférence débat avec André Fine sur le Togo. *Collectif SSI Nord Isère, 3, allée des Sétives, 38300 Bourgoin-Jallieu, tél. : 04 74 93 57 25.*

Dordogne : la paysannerie dévastée. 20 novembre à 20h45, cinéma Notre-Dame à Mussidan, projection des films "La vache n°80 a un problème" suivi de "La faim des paysans, les labours du futur". Débat avec Accueil paysan. *Cinéma Notre-Dame, Mairie, 24400 Mussidan, tél. : 06 62 07 46 47.*

Lyon : Comment calculer son bilan carbone. 20 novembre à 20 h à la Maison de l'environnement (M° Bellecour), avec Thierry Manceau de l'association Hespul. *Maison de l'environnement, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon.*

Reims : Ciné-Débat Attac. 20 novembre à 19h45 à la maison de la vie associative, 122, rue du Barbâtre, film Dem Valla Dee suivi d'un débat avec Nicolas Sersiron du Comité pour l'annulation de la dette. *Attac-Reims, tél. : 06 86 58 84 30.*

Seine-et-Marne : Désert Rebel. 21 novembre à 18h, Les Cuizines, à Chelles. Projection du film *Ishumars, les rockers oubliés du désert* sur un groupe de musique au Niger, débat et restauration traditionnels (sur réservation), à 21 h : concert. *Les Cuizines, 38, rue de la Haute-Borne, 77500 Chelles, tél. : 01 60 93 04 70.*

Aveyron : salon de l'équitable et du solidaire. 21 et 22 novembre, à Saint-Affrique. Stands, débats autour du commerce équitable, du tourisme solidaire, de l'épargne solidaire... *Salon de l'équitable et du solidaire, 16-02, boulevard de la Capelle, 12400 Sainte-Affrique, tél. : 05 65 49 52 11.*

Bordeaux : solidarité en jeu. 22 novembre à la ludothèque Bordeaux-Bastide. Présentation de ludothèque mise en place en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Présentation de jeux solidaires. *Association interlude, 37, allée Jean-Giono, 33100 Bordeaux, tél. : 05 56 67 94 25.*

Nord : café équitable et décroissance au beurre. 22 novembre à la maison de quartier de Saint-Saulve. Pièce de la compagnie Sens ascensionnels. *MJC, place du 8-Mai-1945, 59880 Saint-Saulve, tél. : 03 27 28 15 30.*

Bouches-du-Rhône : Portes ouvertes au Loubatas. 22 novembre, présentation des énergies renouvelables et des techniques d'éco-construction du centre permanent d'initiation à la forêt méditerranéenne, de 9 h à 13 h. *Le Loubatas, BP 16, 13860 Peyrolles, tél. : 04 42 67 06 70, www.loubatas.org.*

Saône-et-Loire : agriculture et éthique du vivant. 22 novembre à l'Ensam de Cluny. En quoi l'agriculture doit mieux s'intégrer dans les processus du vivant, la place de l'humain, du spirituel dans la définition d'une meilleure relation à la nature, la place de la biodynamie. *Mouvement de culture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél.: 03 89 24 36 41.*

Paris : 6e festival du livre et de la presse d'écologie. 22 et 23 novembre au 104, 5, rue Curial, 75019 Paris. Editeurs, associations, débats, animations pour les jeunes et les enfants, comptoir sur les formations aux métiers de l'environnement... *Festival du livre et de la presse d'écologie, maison des associations, boîte n°9, 15, passage Ramey,*

ANNONCES

Entraide

■ **La Sauce Baluet,** lieu autogéré en Ariège, souhaite se séparer de son troupeau de chèvres (15 laitières, 6 chevrettes, un bouc) pour cause de changement d'activité. Nous souhaiterions que ce troupeau soit repris par des personnes attentionnées et sommes prêts à le céder à petit prix. *Contact : 05 61 60 68 69.*

■ **Provence-Alpes-Côte d'Azur.** Souhaiterais organiser une rencontre des lecteurs de S!lence de la région pour faire le point sur les projets et les énergies autour d'une autonomie solidaire. *Tél. : 04 91 03 89 71, craco11@free.fr*

■ **Cévennes.** Besoin de faire le point ? Accueil de personne seule dans un mas agricole au milieu des châtaigniers, gare SNCF à proximité. Conditions d'accueil à définir. *Tél. : 06 01 95 85 14 ou patsih@free.fr.*

Vivre ensemble

■ **Sud-Ouest.** 300 ans d'expérience à la recherche d'un lieu non fossilisé. Sommes cinq non-fumeurs(ses) et néanmoins décroissants(tes) voulant louer (voire squatter) une habitation de 200m² ou plus dans le Sud-Ouest (de Montpellier à Pau), sur grand terrain, gare proche, chauffage électrique prohibé. Pas sérieux s'abstenir, mais tout bon tuyau accepté. *Tél. : 04 50 38 69 00 ou 06 21 16 35 60, claalibert@wanadoo.fr.*

■ **Dordogne.** Dans éco-lieu en création basé sur la solidarité, le partage, l'entraide, la recherche de simplicité volontaire, esprit décroissance, réalisation de cultures en bio (potager, verger...), écoconstruction, énergies alternatives. Nous cherchons des gens motivés. Possibilité d'acheter une parcelle constructible. *Renseignements : Annie Deshayes, Le Bois commun, 24390 Coubjours, tél. : 05 53 50 39 24, annedeshaies@orange.fr.*

Rencontres

■ Jeune femme de 32 ans , jolie ronde, passionnée, aventurière, bio, 2 enfants de 2 et 5 ans, cherche âme sœur aimant la nature pour vivre en harmonie en forêt de Rambouillet dans les Yvelines. *Emmanuelle Delattre, 2, rue Brune, 78990 Elancourt.*

■ **Réf. 362.01.** Femme, Midi-Pyrénées, j'aimerai bien rencontrer dans le grand Sud, un homme la cinquantaine intéressé par l'écologie politique, les voyages solidaires et le développement personnel. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Immobilier

■ **Saône-et-Loire.** Brionnais, vend beau terrain 4700 m², exposé S.O., belle vue, certificat d'urbanisme, projet écologique souhaité, préf. paille, 47000 €. *Tél.: 06 11 34 38 21.*

■ **Haute vallée de l'Aude.** Vends maison bioclimatique à ossature bois, murs en bottes de paille, enduit ext. chaux peint à fresque, enduit intérieur terre et sable, sur terrain de 5000 m² (avec potager et fruitiers) en bordure de hameau. Jolie vue, calme, petite dépendance. 85 m² habitables, agrandissement possible. 200 000 €. *Tél. : 04 68 69 28 39.*

■ **Yonne.** Vends maisonnette 23 m², sans confort, eau du réseau, EdF à 40 m, petit hangar de 19,8 m², sur terrain de 4600 m² clôturé (grillage + haie fruitière), cent arbres fruitiers. 110 m de façade sur chemin de terre, pente 11%, à 1,5 km du bourg, 3,5 km ouest de la gare TER Villeneuve-sur-Yonne (ligne Paris-Lyon), 145 km à vélo de Paris. Cars scolaires gratuits. 20 €/m². Taxes foncière : 69 €, habitation : 46 €. *Venir ou écrire : Gérard Hervé, 7, route de la Montagne-de-Bussy, Les Caves, 89500 Rousson.*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 2. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.*

Brisez le silence

L'association Filactions organise du 25 au 29 novembre le festival "Brisez le silence", qui associe démarche artistique et explications sur les violences conjugales. Entretien.



Chorale sur un des lieux d'exposition

Silence : **L'augmentation du nombre des plaintes pour violences conjugales est-elle dûe à une prise de conscience que c'est illégal et condamnable, ou à l'aggravation des relations dans les couples ?**

Emilie Giraut : Une femme sur dix est victime de violences et une femme en meurt tous les trois jours. Les chiffres ont quelque peu évolué ces dernières années, mais il semblerait que ce soit davantage dû au fait que les femmes en parlent plus, qu'à une aggravation de la situation. Néanmoins il est vrai que les chiffres sont impressionnants et démontrent qu'il est nécessaire qu'il y ait une réelle prise de conscience collective et des pouvoirs publics, avec la mise en place de moyens financiers, notamment pour améliorer la prise en charge des femmes victimes de violences, augmenter les actions de prévention et de sensibilisation, et prévoir également une prise en charge des hommes auteurs de violences et des enfants témoins, prise en charge qui est encore trop marginale. Il serait également important qu'il y ait un loi cadre en France, inspirée de ce qui se passe en Espagne où les violences conjugales sont traitées de façon globale.

Filactions mène des actions de prévention et de sensibilisation tout au long de l'année, et ce que nous constatons, c'est qu'un grand nombre de jeunes sont en difficulté, soit en tant que victime dans leur première relation amoureuse, soit en tant qu'enfant témoin. Mais les choses avancent, la prise de conscience collective est de plus en plus importante, et c'est pour cela que les actions de sensibilisation sont primordiales.

Comment est née l'association Filactions ? Qui y participe ?

Filactions est née de la mobilisation de quelques personnes et de l'association FIL (Femmes informations Liaisons), basée à Saint-Fons, près de Lyon, et spécialisée dans l'écoute, l'accompagnement et l'hébergement de femmes victimes de violences conjugales. Il s'agit de mener des actions publiques sur le thème. Nous sommes la seule association en France à être spécialisée dans la sensibilisation et prévention des violences conjugales, et à organiser des manifestations culturelles autour de cette cause. Près de 80 % des bénévoles, des membres du CA et des salariés ont moins de 26 ans.

Filactions travaille en étroite collaboration avec des associations de femmes sur l'agglomération lyonnaise (Le Planning familial, FIL, le CIF, FRISSE, femmes Solidaires…). Le festival *Brisez le Silence* est devenu un événement mobilisateur et la plupart de ses associations sont associées au festival.

Comment est venue l'idée d'organiser ce festival ?

Les violences conjugales sont un sujet tabou, très longtemps considéré comme étant un problème appartenant à la sphère privée. L'objectif du festival *Brisez le Silence* était d'une part de mettre ce sujet sur la place publique pour alerter l'opinion et les pouvoir publics, mais aussi de communiquer de façon non violente et ludique en faisant appel à la culture, qui est un très bon médiateur pour sensibiliser les gens, et notamment les jeunes. Nous avons toujours pris soin d'organiser un événement artistique de qualité car de cela dépend la qualité de notre message.

Nous avons des moyens financiers limités pour l'organisation de cet événement. Nous faisons donc appel à l'engagement et la mobilisation des artistes qui répondent toujours présents. Il est également important que les artistes et les associations puissent s'emparer du projet, c'est pourquoi nous travaillons en étroite collaboration avec chacun d'entre eux.

Comment conjuguer la question des violences conjugales avec une démarche artistique ?

La question des violences doit être abordée de façon ludique, mais l'information ne doit pas être dénaturée. Nous travaillons dans des commissions de travail composées de bénévoles et de salariés sur la façon de faire passer notre message, dans un concert par exemple. Encore une fois la culture sera notre vecteur de communication. Nous programmons également toujours un ou deux spectacles spécifiquement sur le sujet.

Pour l'instant le festival n'a lieu que sur Lyon, d'autres associations d'autres villes s'en sont inspirées pour créer des manifestations plus réduites mais tout aussi importantes.

Propos recueillis par Michel Bernard ■

Programme :

■ Mardi 25 novembre

Théâtre, *L'autre guerre*
MJC Monplaisir, 5, avenue des Frères-Lumière, Lyon 8e.

■ Mercredi 26 novembre

Village Filactions avec stands, exposition, théâtre de rue, lectures, forums.

■ Jeudi 27 novembre

14 h : Colloque : comment prévenir les violences chez les jeunes ?

20 h : prestation slam, puis spectacle hip hop *Echos de femmes,* salle Erik Satie, rue Prosper-Alfaric, à Vénissieux.

■ Vendredi 28 novembre

20 h : soirée électro-jazz au Marché gare, 32, rue Casimir-Périer, Lyon 2e.

■ Samedi 29 novembre

14 h : Village Filactions, place Louis-Pradel, Lyon 1er.

20h : soirée de clôture, chanson française avec Aldebert, les Weepers Circus, au Ninkasi kao, 267, rue Marcel-Mérieux, Lyon 7e.

■ Du 26 au 29 novembre
cinéma au Cinéma Les Alizés, à Bron. Programme complet sur le site internet.

A lire :

■ *Les violences faites aux femmes,* une affaire d'Etat, Amnesty international, 2006

■ *Contre les violences faites aux femmes,* collectif national pour le droit des femmes, éd. Syllepses, 2006

Pour en savoir plus :

■ Filactions,
6, rue des Fantasques
69001 Lyon
tél. : 04 78 30 63 50

http://filactions.org



Mathieu Colloghan

La Rôtisserie, repas alternatifs et solidaires

La Rôtisserie est un petit restaurant de quartier. C'est aussi, c'est surtout, un projet associatif alternatif mêlant pratiques autogestionnaires, expérimentations et intégration sociale, solidarités internationales et travail culturel. Un projet viable, installé dans la durée dans son quartier, jusqu'au jour où elle croise le chemin d'un promoteur immobilier vorace et peu scrupuleux. Petite visite dans un lieu en lutte.

■ **La Rôtisserie Sainte-Marthe,**
4 rue Sainte-Marthe,
M° Belleville ou Colonel-Fabien.
Ouvert de 12h à 14h30
du lundi au vendredi et tous
les soirs à partir de 19 h.
Si vous voulez préparer un repas pour votre association ou savoir qui cuisine ce soir, visitez le site de la Rôtisserie :
http://larotisserie.org/



Mathieu Colloghan

La rue Sainte-Marthe, ce n'est pas un quartier, c'est une ligne de front entre Boboland (Oberkampf, Saint-Louis, Saint-Maur) et le bas-Belleville, l'un des derniers îlots de résistance du Paris populaire.

À l'est, c'est Oberkampf, bars à la mode, restaus hors de prix, épiceries ethno-bio-chics et boutiques branchées ; au sud, c'est la rue Saint-Maur et le canal Saint-Martin, quartier parisien rendu célèbre par *Hôtel du Nord*[1] ou *Amélie Poulain*. Foyer de l'histoire ouvrière : les réseaux coopératifs ouvriers "L'égalitaire" et "La Bellevilloise", les dernières barricades de 1848 et de la Commune, les premières réunions de la toute jeune CGT, quand marxistes et anarchistes réglèrent au pistolet leurs divergences, refuge de révolutionnaires espagnoles à partir de 1937…

Cet ancien quartier populaire avait échappé à l'équarrissage urbanistique des années Pompidou (qui projetait de recouvrir le canal d'une autoroute) mais ne résistera plus bien longtemps à la pression spéculative. Les loyers explosent, ça rénove à tour de bras. Une armée de bobos monte à l'assaut du quartier : les galeries remplacent les épiceries, les bars de nuit remplacent les bistrots de coin de rue, les bureaux de créateurs de sens et de coaching professionnel pullulent…

Mathieu Colloghan

Au printemps, de jeunes cadres habillés de fripes "ethniques" (mais avec des portables dont le prix se calcule en mois de SMIC) envahissent la place et la rue Sainte-Marthe pour y déguster, sur des terrasses ombragées, des "diabolos fleur d'eucalyptus"[2] et échanger leurs doutes existentiels : faut-il revendre ses actions Areva pour aller refaire sa vie en Ardèche ? Arrive l'été.

Cette clientèle va se "ressourcer" en Corse ou découvrir l'autre bout de la planète.

Le quartier est alors réinvesti par son autre population : des habitants, souvent immigrés, vivant dans les immeubles à la limite de l'insalubre de la rue Sainte-Marthe ou dans les "cités sensibles" voisines où les livreurs de pizzas refusent de rentrer. Il n'y a plus que ces populations "invisibles" à la mi-août. Rue calme, murs défraîchis, quartier popu où le tout-à-l'égout est une réalité très récente[3].

On trouve aussi ici des artistes fauchés, des artisans qui rament pour boucler le mois, une église évangéliste qui offre la soupe aux SDF s'ils acceptent de suivre l'office[4], des réfugiés en attente d'une nouvelle tentative pour passer en Angleterre (depuis la fermeture du centre de Sangatte, de nombreux exilés kurdes, irakiens ou afghans en attente d'une tentative de passage traînent dans ce quartier où subsistent quelques ténus réseaux de solidarité tissés par les communautés de Turquie ou d'Asie centrale, assez présentes dans l'arrondissement).

On trouve aussi quelques dealers ravis des multiples portes sans code donnant sur un dédale de cours, parfait pour jouer au gendarme et au voleur avec qui de droit.

Une cantine populaire à midi

C'est dans cette rue qu'on trouve la Rôtisserie. Durant des décennies, les habitants du quartier sont venus y chercher leur poulet grillé (d'où le nom du restaurant). Puis le rôtisseur est parti à la retraite sans repreneur. Des habitants ont fait survivre le lieu cahin-caha jusqu'en 1996, quand l'association *La Rôtisserie* a réorganisé le lieu. Après quelques mois de tâtonnements, le fonctionnement actuel était trouvé.

Le midi, sept salariés font tourner ce restaurant de quartier pas cher, une cantine populaire où se croisent les habitants du coin. La gestion du midi est réalisée en autonomie : les salariés décident eux-mêmes de la composition des équipes, des menus, de l'organisation interne avec comme seule

1. ***Hôtel du Nord*** de Marcel Carné (1938). Arletty y demande si elle a une gueule d'atmosphère. ***Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*** de J.-P. Jeunet (2001).
2. A 5 euros !
3. Lire Christine Cesar in ***La Fabrique de la haine***, éd. L'esprit frappeur.
4. Installé à la place des bureaux de la CNT espagnole. Toutes les figures de l'Espagne républicaine en exil ont dû passer par cet immeuble.


Mathieu Colloghan

contrainte d'être ouvert du lundi au vendredi, de respecter une politique de tarifs bas et de garantir à chaque salarié de pouvoir faire un nombre significatif de stages ou de formations.

Le reste du temps, la Rôtisserie devient un espace associatif. Elle accueille une AMAP le samedi matin et parfois, en semaine ou le week-end, des réunions de voisins ou d'associations du quartier. Mais c'est surtout le dispositif du soir qui fait toute l'âme du lieu.

> « Chaque soir, une association gère le lieu et conserve la recette, ça peut vraiment donner un coup de pouce déterminant. »

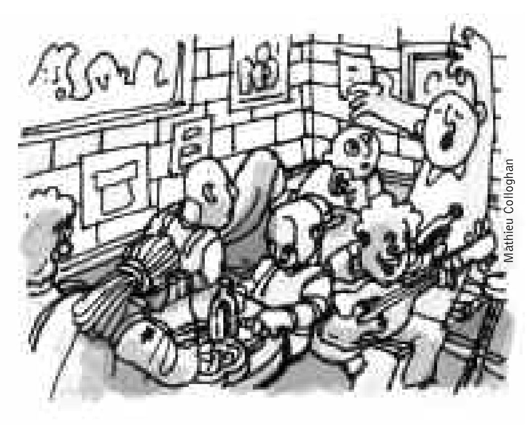
Un resto associatif le soir

Chaque soir, une association gère le lieu. Elle conserve la recette (après participation aux coûts de gestion) pour soutenir son projet. "Quand elles n'ont pas mobilisé leur réseau et qu'il ne fait pas beau, les assos' ne font guère plus qu'équilibrer leurs comptes ; mais les plus dynamiques peuvent récolter plusieurs centaines d'euros en une soirée. Quand elles font ça plusieurs fois par an (parfois toutes les semaines), ça peut vraiment donner un coup de pouce déterminant" raconte Marianne.

Durant ces douze années associatives, ce sont des milliers de projets qui sont passés par le restaurant avec, en moyenne, 100 associations par an (120 en 2008). Vélorution, Chiche !, les Jeunes alternatifs, le SCALP ou les Panthères roses y ont trouvé une source de financement pour mener des actions militantes. Le lycée autogéré de Paris y a levé les fonds nécessaires à un voyage chez les Comanches. L'équipe de foot du quartier, le "Belleville United" a financé l'impression du calendrier du club, une asso' de quartier des sorties pour des ados en difficulté, une autre y a financé une tournée de cinéma en plein air au Bénin, dans des villages où le cinéma n'était jamais allé.

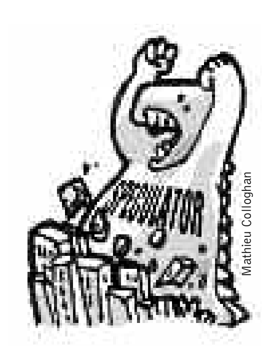
D'autres ont créé le potager d'une école au Niger, un planning familial luttant contre la sélection sexuée des enfants au Tamil Nadu, une école au Guatemala — construction et salaires — ou ont financé les répétitions et l'enregistrement d'un premier disque de musique baroque.

D'autres associations se constituent d'une façon éphémère et informelle pour répondre à une urgence : pour soutenir les lycéens inculpés lors des manifs anti-CPE, les anti-pubs poursuivis par la RATP, les salariés en grève de MacDo ou de Frog, d'anciens militants d'extrême-gauche italiens en voie d'expulsion, l'achat de matériel pour une radio Internet. Il y a aussi des repas pour faire connaître la cuisine uniquement à base d'orties, pour expérimenter les repas dans l'obscurité, ou simplement pour y faire la promotion de pratiques différentes, expérimentales, tenter la gratuité, etc.


Mathieu Colloghan

La liste est très longue.

La seule contrainte pour les associations qui organisent en toute liberté leur soirée est la limitation des prix à un niveau faible et le fait d'être ouvert à n'importe qui. "Certaines associations nous prennent un peu pour des prestataires de service. C'est dommage parce que le lieu dépend de l'implication des associations. C'est le sens de notre projet : un espace collectif et égalitaire" explique Pascale.


Mathieu Colloghan



Bataille immobilière

Équilibré financièrement (le midi dégageant des bénéfices pour les associations tous les soirs), le modèle de la Rôtisserie a essaimé d'autres expériences dans d'autres villes et à l'étranger. Elle vivrait des jours paisibles si la fatalité de la spéculation immobilière ne l'avait rattrapée.

L'association a découvert il y a deux ans que ses propriétaires, héritiers en indivision depuis une décennie, s'étaient finalement décidés à mettre le lieu en vente. Elle lève les fonds et se porte acquéreur, mais l'agence immobilière qui gère la vente lui apprend que le lieu n'est plus en vente . Et pour cause : son gérant l'a acheté en son nom propre ! Non seulement ce nouveau propriétaire a des pratiques discutables (acheter pour soi à faible prix un lieu qu'on avait pour mission de vendre), mais il propose tout simplement à la Rôtisserie, au choix, de payer un loyer trois fois plus élevé ou de partir. L'association lui propose un rachat avec une bonne marge bénéficiaire. Rien n'y fait. Le gérant veut faire place nette.

Depuis, l'association s'est engagée dans une bataille juridique et une mobilisation de terrain. "Des associations locales organisent des manifs de soutien, des collectes pour payer nos avocats. On a un bon soutien aussi des habitants du quartier. Le problème, c'est qu'on a si bien fait passer l'info selon laquelle on était en danger qu'il y a un paquet de gens qui croient qu'on a fermé" explique Assia. "Mais on compte bien rester ouverts. Ceux qui vivent (ou sont de passage) en région parisienne peuvent venir manger à la Rôtisserie. C'est un acte de solidarité et militant pas trop douloureux !".

Mathieu Colloghan ■


Mathieu Colloghan

La saignée du continent africain continue

UNHCR

Accueil de réfugiés sur l'île de Lampedusa (Italie)

Immigration choisie : ces deux mots accolés pourraient faire rêver de liberté, de possibilité de choisir où et quand, j'ai envie de migrer et pour quelle raison. Pour étudier, travailler, découvrir, rejoindre un ami, un amour… Choisir d'accepter de rencontrer qui bon me semble. Choisir d'en revenir transformée.

Adam est réfugié politique ; avec lui et d'autres amis nous avons créé une association, nous organisons chaque année un festival de musique dans notre village. Il y amène un petit bout de son histoire, une petite touche tchadienne.

Ibrahim, son cousin, est arrivé dans ma famille grâce à Adam. Il est venu étudier en France avec le désir de ramener au pays de nouvelles compétences ; ils se sont entendus avec ses ami-e-s tchadien-ne-s : après le bac ils sont parti-e-s étudier dans plusieurs pays et reviendront construire le Tchad de demain.

Mes parents ont accueilli Ibrahim chez eux. Il est devenu leur fils et notre petit frère de cœur : on le sait, il ne restera pas alors on profite au maximum. Toute la famille maîtrise l'hymne national tchadien ; lui, il connaît désormais toutes les spécialités culinaires familiales. Il nous ouvre à une autre culture, tout en interrogeant nos pratiques. Grâce à lui, nos gestes les plus banals se tintent d'un nouvel intérêt !

Ces histoires foisonnent dans nos itinéraires personnels. En effet, la rencontre de quelqu'un de différent, c'est tellement riche qu'il en sort continuellement des histoires magnifiques.

Et pourtant… Le regard généralement porté sur l'immigration est aux antipodes de cette vision idyllique. Pourquoi ?

L'immigration, une vision utilitaire

Depuis des années, l'immigration n'est envisagée par les politiques et les medias que comme un fléau, une invasion, un problème économique auquel il faut apporter des solutions. Cette vision de l'immigration a tellement pris le dessus qu'il a même été possible d'inventer le concept d' "immigration choisie". Sauf que le choix n'est pas du ressort de la personne qui immigre, non : le choix lui échappe complètement. Le choix appartient au gouvernement français, qui ne fait intervenir que des impératifs économiques pour trier les étrangers à qui nos dirigeants accorderont le "privilège" de fouler notre sol. La loi du 24 juillet 2006, "Oui à l'immigration choisie, Non à l'immigration subie", marque le paroxysme de la vision intégralement économique de l'immigration.

Elle ne s'inscrit pas seulement dans la continuité des lois précédentes, elle marque une nouvelle étape inquiétante. D'un côté, le gouvernement français entrouvre ses frontières. Il reconnaît les bienfaits de l'immigration, mais uniquement dans sa fonction économique et à condition que cette dernière permette à notre pays de relever les défis de la compétition mondiale.

Interpellation d'une barque d'immigrants au large des Canaries (Espagne) - Août 2008



Reportage Sara Prestianni

Une carte "Compétences et talents" peut être accordée, pour 3 ans, à l'étranger "susceptible de contribuer au rayonnement de la France, de façon significative et durable en matière intellectuelle, scientifique, culturelle ou sportive". En revanche, le droit de vivre en famille, qui est pourtant un droit constitutionnel, se voit singulièrement bafoué : même le conjoint étranger d'un français ne bénéficie plus automatiquement d'une carte de résident de plein droit et aura toutes les difficultés pour obtenir une simple carte d'un an (un visa long séjour et un retour au pays seront nécessaires). La carte de résident, qu'il pourra demander au bout de 3 ans de vie commune et non plus de 2, lui sera retirée en cas de séparation, voire de décès (comme on l'a vu dernièrement). Les conditions de regroupement familial sont durcies, le demandeur doit avoir résidé en France depuis 18 mois et non plus 12. Les normes de logement sont plus restrictives que celles de la CAF. Les ressources financières sont appréciées uniquement en fonction du salaire, en excluant les prestations sociales. Le regroupement familial sur place est supprimé. Dans la vie de tous les jours, en ce début 2008, les étrangers conjoints de français sont clairement devenus un nouveau gibier pour les préfectures, sommées de s'acquitter de leurs quotas d'expulsion.

France - Afrique : toujours la même politique

Par rapport à l'Afrique, cette nouvelle loi va encore renforcer cette véritable ponction qu'opère déjà la France (avec les pays du Nord) sur les élites de ce continent. Depuis plusieurs siècles, la même politique continue. Pendant cinq cents ans, le continent a subi une véritable saignée, les hommes les plus forts ont été envoyés en esclavage en Amérique. Ensuite, pendant l'époque coloniale, les pays africains ont été pillés de leurs richesses (or, argent, diamants, etc). Dans la seconde moitié du 20e siècle, l'infernal mécanisme de la dette, inventé par les gouvernements du Nord et accompagné des plans d'ajustement structurel, a rendu le continent encore plus exsangue tandis qu'apparemment les pays devenaient indépendants et mettaient en place leur propre gouvernement. En fait, la plupart de ces gouvernements sont des marionnettes entre les mains des anciens colons ; ils ne peuvent montrer aucune distance s'ils veulent bénéficier des miettes que ces derniers leur jettent en pâture.

A ce titre, le discours prononcé par M. Brice Hortefeux, lors du récent accord qu'il a signé le 28 février 2008 avec le ministre sénégalais de l'Intérieur, est particulièrement instructif. M. Hortefeux va mettre en place la carte "Compétences et talents", qui va aspirer les élites sénégalaises, mais il consent également à ouvrir une liste d'une centaine de métiers aux Sénégalais (métiers qui ne trouvent pas preneurs en France). Il a l'outrecuidance d'évoquer, à Dakar, devant des journalistes, *"notre nouvelle politique d'immigration concertée"* (souligné par nous) et d'ajouter, contredisant la réalité : *"la France refuse de la plus ferme des manières le pillage des cerveaux. Nous ne voulons pas accaparer les forces vives de l'Afrique. Pour la première fois, cette nouvelle politique, définie de manière concertée avec les pays d'origine de l'immigration, je ne la conçois pas sans un vigoureux effort de codéveloppement. La France investira un million d'euros pendant deux ans, puis cinq millions par an... En contrepartie, nous demandons au Sénégal de lutter avec nous contre l'immigration clandestine et de s'engager à rapatrier ses ressortissants arrêtés en France en situation irrégulière et ce dans les meilleures conditions de respect de la dignité des personnes"*. De son côté, le ministre de l'intérieur sénégalais s'est permis de se féliciter du *"nouvel esprit et [de] la nouvelle approche adoptés par les deux pays"* sur le thème de l'immigration !

On croit rêver, quand on a continuellement devant les yeux les expulsions indignes et musclées du gouvernement Sarkozy, quand les préfectures tendent des pièges aux étrangers sans papiers pour les arrêter, quand les parents sont pris avec leurs enfants à la sortie de l'école, quand les patrons d'entreprises sont sommés par la préfecture de lui adresser les numéros des cartes de séjour de leurs employés étrangers, et contraints de procéder au licenciement de ceux qui possèdent de fausses cartes, quand chaque semaine, des charters rapatrient les "colis"-clandestins, menottés et scotchés.

Si nous nous sommes étendus sur ce récent accord, c'est parce que dans son cynisme, il illustre parfaitement à quel point les anciens colons jouent en terrain conquis dans leurs ex colonies : moi, gouvernement français, j'ouvre les portes de mon pays aux élites sénégalaises que vous avez formées durant de longues années, et dans le même temps je me permets de formuler un discours complètement contredit par les faits, comme quoi, je ne pille pas les cerveaux du continent. De plus, je demande au gouvernement du Sénégal de collaborer à ma politique cynique d'expulsions des Sénégalais sans papiers. Tout ça, en offrant une somme dérisoire de 1 million d'euros au nom du co-développement, alors que la CNUCED estime que chaque diplômé accueilli équivaut à une économie minimale de 184 000 $[1] et que le coût du rapatriement d'un Sénégalais est évalué à 1 800 €[2],


Reportage Sara Prestrianni

Le navire à quai

Survie
Survie mène des campagnes d'information et d'interpellation des citoyens et des élus pour une réforme de la politique de la France en Afrique et des relations Nord-Sud.

L'engagement de Survie repose sur un constat : les problèmes de développement et la pauvreté dans les pays du Sud ont avant tout des causes politiques. C'est donc dans le champ politique qu'il convient d'agir.



Survie,
210, rue Saint-Martin,
75003 Paris,
tél. : 01 44 61 03 25,
http://survie.org

Débarquement des immigrés


Reportage Sara Prestrianni

> La politique française "chosifie" les clandestins, comme l'étaient les esclaves. Ils deviennent ceux qui sont "sans papiers" et qui travaillent sans être déclarés. Ils demeurent ceux que l'on traque. Toute personne migrante est un "paquet" à renvoyer.

pris sur l'aide au développement !

Cette manière scandaleuse de traiter l'immigration africaine revient à du néocolonialisme, dans la mesure où la politique des pays en matière d'immigration se décide uniquement à Paris, mais où, dans le même temps, le gouvernement français contraint les responsables africains à cautionner ses choix. On peut se demander si cette position sera longtemps tenable pour les gouvernements africains. Dans le film *Dem Walla dee,* sur l'immigration clandestine sénégalaise, les jeunes interviewés ne cachent pas leur colère contre leur propre gouvernement, qui non seulement ne les protège pas, mais s'allie avec le gouvernement français pour bloquer tout espoir de vie. Avec la loi sur l'immigration choisie, on se trouve devant un double mouvement apparemment contradictoire. D'un côté, le dispositif "Compétences et talents" risque à long terme d'opérer une hémorragie, comparable à la saignée de l'esclavage ; sauf que là, le gouvernement français (et d'ailleurs la plupart des gouvernements du Nord) ne vide pas l'Afrique de ses hommes les plus forts, mais de ses hommes les plus talentueux. De l'autre côté, la France qui verrouille ses frontières à tous ceux qui cherchent simplement à nourrir leur famille, la France qui expulse à tour de bras les clandestins, la France qui casse les familles de bi-nationaux, même si elles vivaient ici depuis longtemps.

Néocolonialisme et "néo-esclavagisme"

Pire que du néocolonialisme, la comparaison avec l'esclavage se justifie. Non seulement à cause de la saignée que cette politique française opère sur l'Afrique, mais aussi en vertu de la manière dont sont "chosifiés" les clandestins (comme l'étaient les esclaves sur les marchés aux Amériques). Ils deviennent ceux qui sont "sans papiers", ceux qui n'ont pas de noms, pas d'existence légale. Ne pas avoir de nom signifie ne pas être un sujet aux yeux de l'Etat. L'attribution d'un nom-étiquette à la place du nom véritable efface l'existence réelle du migrant. Nombre d'entre eux restent pourtant en France et travaillent sans être déclarés, à la merci de conditions de travail dignes de l'esclavage. Et il est bien difficile de savoir ce que serait l'économie française sans cette exploitation.

Ils restent et pourtant ils demeurent ceux que l'on traque. Le principe des accords de réadmission et des accords signés avec les pays de transit transforme toute personne migrante en "paquet" à renvoyer.

La course aux chiffres de renvois, les dispositifs policiers, les rafles, la logique concentrationnaire avec ses camps, ses centres de rétention, achèvent ce processus de déshumanisation.



Début d'une longue attente administrative

Reportage Sara Prestrianni

Vivre ensemble : une utopie ?

Dans un monde où le Nord domine le Sud, le contraignant à l'exil, où l'économie a pris le dessus sur le politique, sans se préoccuper de vivre ensemble de façon harmonieuse, l'idéal de libre circulation que nous prônons semble bien difficile à atteindre. Est-ce une raison pour accepter l'inacceptable : la traque et la déshumanisation des migrants ?

Faire cesser l'arbitraire et le non-droit qui régissent actuellement les pratiques en matière d'immigration de l'administration française est pourtant un objectif facile à atteindre.

La Cimade nous le démontre dans son rapport intitulé *"Ni subie, ni choisie : 8 thèmes, 75 propositions pour une politique d'immigration lucide et réfléchie"*[3].

Les propositions ne manquent pas pour faire cesser ce scandale : rapprocher le droit des étrangers du droit commun pour le sortir d'un régime d'exception, ratifier et mettre en oeuvre pleinement l'ensemble des conventions internationales s'appliquant aux migrants, permettre que s'applique réellement le droit d'asile, modifier la politique des visas, autoriser l'accès au travail aux migrants en attente de statut, cesser de considérer tout étranger comme suspect…

Ceci n'est bien sûr qu'un minimum. Comme la Cimade, nous revendiquons le droit de penser un monde beaucoup plus utopique que cette simple opposition à des méthodes qu'on espérait révolues.

Il s'agit bien de faire cesser l'économie souveraine et autre néocolonialisme, pour offrir à chacun-e, au Nord comme au Sud, la possibilité de vivre et de circuler librement.

Cette utopie est possible et c'est la seule issue viable.

Martine Toulotte, Elise Baumard ■
Association Survie

1. Rapport de la CNUCED, cité par la LDH Toulon, www.ldh-toulon.net/spip.php?article1256.
2. www.performance-publique.gouv.fr/farandole/2008/pap/html/DBGPGMOBJINDPGM303.htm *(N.B. : ce chiffre, donné dans les annexes budgétaires par le gouvernement, est à questionner. En effet, si l'on prend en compte le coût réel de la politique d'expulsion, on obtient de tout autres résultats, comme nous le démontre l'article de Damien De Blic dans Mouvements (www.mouvements.info/spip.php?article26) où l'on voit qu'il est possible de dépenser plus de 80 000 € pour expulser une famille kosovare.)*
3. http://www.cimade.org/assets/0000/0204/75propositions.pdf



Un autre dialogue est possible ?

Cet été, pour la première fois, chasseurs et associations de protection de la nature ont participé à une table ronde. Cela devrait conduire à une évolution sensible du cadre législatif de la chasse. Entretien avec Nelly Boutinot, vice-présidente de la ligue Rassemblement des opposants à la chasse (ROC).

Silence : **Pour la première fois, un accord a été passé entre représentants des chasseurs et représentants d'associations de protection de la nature. En quoi cela va-t-il changer les saisons de chasse ?**

Le 26 juillet 2008, un accord était signé entre les représentants des associations de protection de la nature, dont notre ligue ROC, et les représentants des chasseurs.

Les décisions prises ne concernent pas que la saison de chasse 2008/2009.

En ce qui concerne la saison en cours, l'accord a modifié des dates d'ouverture de la chasse aux oiseaux d'eau :

Ouverture avancée au 21 août sur les zones humides de l'intérieur pour les espèces qui ouvrent actuellement au dernier samedi d'août ;

Ouverture unique au 15 septembre pour les sept espèces (rallidés et plongeurs) qui ouvrent actuellement en septembre selon des dates décalées (donc certaines espèces voient l'ouverture avancée, d'autres la voient reculée) ;

Dans l'Hérault, ouverture au 21 août au lieu de septembre pour la foulque ;

Ouverture du vanneau huppé reportée au 15 octobre (au lieu de début septembre) afin de ménager la population nicheuse de vanneau ;

Et, décision importante : un moratoire de cinq ans sans chasse est effectif pour la barge à queue noire, le courlis cendré et l'eider à duvet.

Qu'en est-il du droit des non-chasseurs à se promener sans risque en période de chasse ?

Commençons par les statistiques. Nous les tenions au siècle dernier et déplorions qu'elles ne soient plus disponibles sur le site des assurances comme elles le furent longtemps. Nous les avons enfin vu tenues par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage depuis la campagne 1997/1998. Le total des accidents, graves et légers confondus, baisse, les accidents mortels aussi[1]. Les non-chasseurs sont aussi victimes dans un pourcentage variant, selon les années, entre 0 et 15 % du total.

Les causes d'accident sont toujours les mêmes et principalement la non-identification avant le tir.

Ce qu'il faut remarquer, c'est que nous ne sommes pas égaux devant le risque : il est des régions où le risque est plus grand. Et elles se situent principalement dans l'arc méditerranéen et alpin.

Enfin, au-delà des accidents eux-mêmes, il y a la gêne occasionnée aux promeneurs et autres randonneurs : des promenades sont annulées à cette période.

Notre objectif est d'obtenir des moments sans chasse (journées ou demi-journées), surtout en week-end, et cela d'abord sur les terrains domaniaux et les domaines publics.

Sachant que des moments de chasse (journées ou demi-journées) existeront aussi…

Qu'en est-il du droit des propriétaires à retirer leurs terrains des zones de chasse ?

Avant toute chose, il faut rappeler que tous les propriétaires terriens ne sont pas logés à la même enseigne face à la chasse. Tout dépend de la commune où se situe leur terrain. S'il n'y a pas d'association communale de chasse agréée (ACCA), pas de problème : chacun est libre d'autoriser ou d'interdire la chasse chez lui.

S'il y a une ACCA, jusqu'en 2000, il fallait posséder 20, 40 ou 60 hectares d'un seul tenant pour qu'ils ne soient pas inclus dans le territoire de chasse. Une longue lutte a permis que cette liberté de choix soit possible, mais selon des modalités difficiles à mettre en œuvre. En effet, pour faire opposition, il faut en formuler la demande au préfet (lettre recommandée en 3 exemplaires) au moins six mois avant l'expiration de la date de reconduction de l'ACCA, sachant que cela a lieu seulement tous les cinq ans. Lorsque le préfet a pris l'arrêté permettant le retrait du terrain du territoire de l'ACCA, il est obligatoire de baliser ce terrain. Notre ligue a prévu des plaques faisant référence aux textes en vigueur.

Ce délai est ressenti comme abusif et l'un de nos objectifs est de le faire réduire.

Comment doit se poursuivre le dialogue ?

La table ronde travaillera pendant encore deux ans afin, d'une part, d'assurer un suivi/respect de l'accord et, d'autre part, de traiter d'autres dossiers, par exemple les dégâts, le partage de l'espace – dont la réflexion sur la zone de tranquillité autour des habitations –, les espèces invasives ou l'avenir des jachères. Des perspectives sont ouvertes…

Propos recueillis par Michel Bernard ■

Pour en savoir plus :
Ligue ROC,
110, boulevard Saint-Germain,
75006 Paris,
tél. : 01 43 36 04 72,
www.roc.asso.fr


D.R.

1. Nombre de morts imputables à la chasse :
45 en 1997/1998
40 en 1998/1999
40 en 1999/2000
23 en 2000/2001
31 en 2001/2002
27 en 2002/2003
29 en 2003/2004
25 en 2004/2005
24 en 2005/2006

Musique en lutte

Las d'une fête de la musique où la merguez est l'instrument qui s'accorde le plus souvent avec la barquette de frites, une chorale nommée *La Lutte enchantée* a entonné devant le Foyer du peuple, à Marseille, une dizaine de chansons révolutionnaires pour achever son tour avec l'Internationale.


Francis Blaise / Contrefaits

■ **La Lutte enchantée,**
Le Foyer du peuple,
50, place Pierre-Roux,
13005 Marseille

Jean-Luc Duriez est à l'initiative de ces répétitions dans l'arrière-salle Robert Perez prêtée par Alain et Nicole, deux salariés de l'association qui gèrent ce bar abrité par quelques platanes, au cœur de Marseille. *"Le foyer du peuple était le lieu de rendez-vous des communistes dans les années 20, leur local de réunion ; il y avait une buvette, évidemment"*. Pendant la guerre d'Algérie, le local a même été la cible de tirs de l'OAS. Jean-Luc continue : *"Ce sont les cheminots qui tenaient ce local pendant la seconde guerre mondiale ; il y avait des caches d'armes..."*.

Soutien en chansons

Dans ce cadre rien de plus évident que de chanter *La Danse des Bombes* de Louise Michel relatant la Commune de Paris écrasée par les Versaillais. Chaque participant y va de son commentaire sur une chanson : Franck, qui porte un tee-shirt *Ma Télé a explosé* sous une tignasse de hard rocker, explique que la chorale a chanté à Marignane pour empêcher des expulsions de sans-papiers. Véro, venue sur son vélo, est postière, Marie architecte et Françoise, qui ne compte plus les pastis offerts, exerce le métier de comptable : voilà pour l'identité judiciaire de cette troupe qui prône la révolte armée tout autant que la solidarité. Ici l'engagement politique se poursuit dans une entente que la vraie gauche n'a pas su faire dans les bureaux parisiens. Si Jean-Luc est engagé au PCF, Franck ou Véro sont syndicalistes SUD, mais d'autres encore sont Désobéissants, Faucheurs Volontaires, plutôt anars. L'important c'est l'unité... de la voix. Chanter à l'unisson n'est pourtant pas facile pour cette chorale sans chef de chœur. Néanmoins le public suit les paroles attentivement, de chansons, telles *Ventrebleu,* méconnues ou oubliées, il apprécie et crescendo s'enthousiasme de cette nouveauté au cœur de la fête de la musique.

La chorale née il y a trois ans s'engage. Elle a chanté contre le CPE, en soutien à Mille Babords[1] ou contre la soupe au cochon, une parodie sinistre des fascistes pour faire un coup fumant contre les musulmans.

En cette automne où l'on annonce la privatisation de la Poste, elle a chanté en soutien à Serge Reynaud, un postier menacé de révocation pour faits de grève[2].

Christophe Goby ■

1. Mille Babords, médiathèque alternative, 61, rue Consolat, 13001 Marseille, tél. : 04 91 50 76 04, www.millebabords.org.
2. Serge Reynaud, militant CNT PTT à Marseille, est passé en conseil de discipline le 27 septembre 2008 pour avoir incité ses collègues à participer à une grève, les 6 et 7 mars 2008. La direction de la Poste demande deux ans de suspension ferme. Comité de soutien auprès de Mille Babords.

Les écologistes peuvent-ils s'inspirer de Mai 68 ?

Alors que pro et anti se déchirent sur l'influence actuelle de Mai 68, Irène Pereira, doctorante en sociologie, pense qu'aujourd'hui nous sommes moins dans la théorie, privilégiant le pragmatisme.

S!lence : **L'héritage de Mai 68 est-il en mesure de nous armer pour faire face aux défis actuels de l'écologie ?**

Irène Pereira : Le mouvement de l'écologie politique ne joue pas un rôle prépondérant en Mai 68, mais c'est durant ce qu'on appelle les années 68 que naît l'écologie politique.

Il me semble que l'écologie politique est née en s'appuyant sur l'idée que le sujet politique de l'écologie est l'humanité en tant qu'elle est une espèce animale appartenant à la nature. Le sujet politique de l'écologie n'est donc pas la nature, contrairement à ce que revendique l'écologie profonde, ou les animaux comme ce pourrait être le cas pour l'antispécisme.

Il me semble aussi que les années 68 portent l'affirmation qu'il y a un apport spécifique de l'écologie à la critique de l'exploitation de l'homme par l'homme. La révolution contre l'exploitation économique ne peut plus être compatible, contrairement à ce que supposait le socialisme au dix-neuvième siècle, avec le productivisme. Mais en retour, il me semble que l'écologie politique doit garder de Mai 68, l'idée que la révolution culturelle des pratiques individuelles que suppose l'écologie ne doit pas être séparée d'une critique sociale de l'exploitation économique telle qu'elle est générée par le système capitaliste. De même, comme cela a été souligné par bon nombre de pionniers de l'écologie politique, tel que Murray Bookchin ou Jacques Ellul, l'écologie suppose aussi une révolution de nos institutions politiques.

Quelles évolutions peut-on constater dans les formes actuelles d'engagement militant ?

Il me semble que les années 68 restaient marquées, à certains égards, par une forme de militantisme assez dogmatique. Au contraire, un certain nombre de sociologues contemporains ont souligné le caractère pragmatique du militantisme contemporain. Pour moi, ce caractère pragmatique se distingue d'un militantisme où l'on pensait avoir une connaissance *a priori* de la réalité. En quelque sorte, il me semble que l'un des effets de ce que l'on a appelé la postmodernité, c'est cette remise en cause des certitudes absolues.

Le militantisme pragmatique me semble se caractériser par plusieurs points. Tout d'abord, le fait de ne pas posséder une science de l'histoire qui nous justifierait de nos actes et qui nous donnerait une connaissance de la fin de l'histoire. Cela a plusieurs conséquences. Cela suppose que l'on recherche une certaine continuité entre les fins et les moyens dans la mesure où nous ne sommes pas assurés que nos moyens seront justifiés par la fin que nous poursuivons. Cette continuité entre les fins et les moyens a deux conséquences. Elle nous amène à rechercher la mise en place de pratiques démocratiques au sein de nos organisations militantes. Elle nous conduit à faire un usage prudent de la violence. Elle nous porte à partir non pas de l'hypothèse que la transformation sera nécessairement violente, mais au contraire de celle qu'elle peut être non-violente. Du fait que l'on ne possède pas une connaissance prédéterminée de l'histoire, l'action militante suppose donc l'expérimentation. Cette expérimentation suppose à la fois un primat accordé à l'action sur la théorie et une continuité entre la pratique et la théorie.

Propos recueillis par Guillaume Gamblin ■

> **Lyon**
> Philosophie et anarchie
> Irène Pereira participera avec Vivien Garcia, auteur du livre *L'anarchisme aujourd'hui* et Daniel Colson, auteur du *Petit lexique philosophique de l'anarchisme* a une rencontre le samedi 22 novembre 2008 à 15 h au *Cedrats, Centre de documentation et de recherche sur les alternatives sociales, 27, montée Saint-Sébastien, Lyon 1er, tél. : 04 78 29 90 67, M°Croix-Paquet.*

Comment le capitalisme récupère Mai 68

« L'esprit de Mai 68 se caractérise par l'alliance de trois types de critiques : la critique sociale, la critique artiste démocratique et la critique artiste individualiste et contre-culturelle. Mais au cours des années 1970, on peut constater que des éléments internes à la critique vont contribuer au démantèlement, par le nouvel esprit du capitalisme, de la critique sociale, et à la récupération de certains éléments de la critique artiste par le discours du management capitaliste. (…)

Il est significatif que les critiques actuelles contre Mai 68 — absence de discipline, perte de l'autorité, laxisme — portent sur ses dimensions contre-culturelles et ont pour condition de possibilité le fait que Mai 68 a été réduit à cette dimension. Cette grammaire étant dissociée des grammaires socialiste et démocratique, on a beau jeu de revenir sur ce qu'il convient d'appeler "les excès de mai 68". Or, dissociée de la critique sociale, la critique contre-culturelle peut être aisément associée au libéralisme économique. Tout comme la critique contre-culturelle, dissociée de la grammaire sociale ou démocratique, ne possède plus rien qui permette de la limiter. Alors que le libéralisme économique a utilisé la contre culture contre la critique sociale, le tournant conservateur du libéralisme actuel s'en prend désormais à la critique de Mai 68 réduit à une contre-culture débridée ».

Irène Pereira

Extrait de *« L'esprit de 68, quel héritage contestataire pour aujourd'hui ? »*, Réfractions n°20, mai 2008. Réfractions, c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, refractions@plusloin.org


CARF

Pour la croissance du bonheur

Au moment où la crise bancaire prend de l'ampleur, il est peut-être bon de rappeler que le bonheur ne se mesure pas avec des indices économiques.

Dans les faits l'économie ne s'intéresse que de très loin au bonheur. Ce dernier doit être le résultat d'une optimisation des pratiques de production et de consommation des acteurs. En fait, l'économisme ne prend en compte l'humain qu'à travers ses fonctions économiques.

> « Est pauvre celui qui n'a personne »
> Proverbe wolof (Sénégal)

L'approche néo-classique de l'économie a réduit l'homme à un "homo economicus". Un peu comme si la consommation devenait le palliatif à la perte des valeurs humaines : « produisez, consommez et vous serez heureux… ! ».

La pensée économiciste s'inscrit, en effet, autour des hypothèses suivantes :

- tous les agents économiques agissent rationnellement ;
- de manière égoïste, ils recherchent leur satisfaction personnelle et l'addition de ces intérêts particuliers doit permettre l'intérêt général ;
- l'avantage propre et la rationalité sont un acquis partagé par tous ;

Or, de nombreuses études psychologiques et sociologiques ont montré que tous les agents économiques :

- n'agissent pas toujours rationnellement ou que la poursuite de la rationalité peut entraîner l'irrationnel écologique et social qui nécessite une réaction vers une société de décroissance ;
- ne cherchent pas seulement la maximisation de leur avantage matériel propre et que des préférences sociales peuvent prévaloir…

Face à ce constat, le bonheur est tout autre chose : c'est un état d'esprit. Une capacité individuelle à réagir, à positiver, à influer sur une réalité matérielle pas toujours idéale. Le bonheur ne se décrète pas, il se vit. Il est la réponse à ce besoin d'humanité qui est chevillé à notre mortalité.

Alors quels sont les liens entre économie et bonheur ?

On sent bien que l'absence de moyens économiques réduit l'humain à de nombreuses difficultés et notre connaissance des pays en développement en est le meilleur éclairage.

Mais en même temps, l'existence et plus encore l'abondance de moyens financiers ne constitue pas pour autant une garantie de bonheur. Dans les pays développés, la maison la mieux équipée n'assure pas, à elle seule, l'existence d'un bonheur partagé. Au contraire, elle peut être la matérialisation d'une remise en question des valeurs humaines fondamentales (amour, respect de l'autre…).

Finalement, l'économie ne semble affecter le bonheur que de manière indirecte. En effet, l'argent permet d'acquérir :


Paulo Sacramento

Une maison mais pas un foyer
Un lit mais pas le sommeil
Une montre mais pas le temps
Des livres mais pas la connaissance
Un plaisir sexuel mais pas l'amour
Un repas mais pas la convivialité
Un service mais pas l'amitié…

En un mot, il permet de tout acquérir, sauf l'essentiel ! Bâtir une société sur cette illusion est le tour de force du capitalisme qui n'a pas hésité à utiliser les médias et la domination symbolique pour l'imposer.

L'informel au cœur des liens sociaux

Ainsi, dans le quartier populaire Paul-Valéry à Montpellier, nous avons rencontré une vieille dame percevant le minimum vieillesse. Elle vendait des glaces aux enfants de la cité depuis des années. Elle faisait, elle-même, les produits glacés et les écoulait à un prix très attractif. Cela lui permettait certes d'arrondir ses fins de mois, mais le plus important est qu'elle retrouvait dans cette pratique ce qui lui manquait le plus c'est-à-dire la reconnaissance. *« Ici, tout le monde me connaît me salue ; il faut dire que c'est moi qui leur vendais les glaces quand ils étaient petits »*. De cette reconnaissance naissait le bonheur de vivre dans une communauté où elle avait trouvé sa place. L'argent gagné grâce à cette activité informelle était réchauffé par la relation humaine. Cette activité lui donnait identité, dignité. En revanche, l'argent des minimas sociaux est refroidi par le caractère impersonnel des institutions redistributives.

Dans les quartiers populaires et ailleurs, ces formes d'accommodation sont souvent la réalité des individus en situation de difficultés face au marché du travail officiel.

De manière stratégique, sous forme de complément et de choix de vie, les individus utilisent souvent le secteur informel comme un appoint financier, mais aussi pour une meilleure reconnaissance sur leurs lieux de vie. A ce moment-là, le paradigme du don/contre-don est aussi à prendre en compte. Il intègre chacun de nous dans un réseau de connaissance avec un potentiel de savoir et de savoir faire qui permettent, en dehors du monétaire, de satisfaire certains besoins. On perçoit bien là le caractère pluriel de l'économie. L'économie de la réciprocité appartenant à la richesse anthropologique des peuples.

En outre, à la suite des travaux de Durkheim, nous pouvons mettre en avant le concept d'anomie* comme fracture essentielle de la relation humaine ; cette exclusion, étant selon l'auteur, un des éléments explicatifs du suicide. Le fait de ne pas exister dans le regard de l'autre me renvoie à mon inutilité à ma « non-existence » dans le groupe social dans lequel je vis.

> « L'argent permet d'acquérir
> Une maison mais pas un foyer
> Un lit mais pas le sommeil
> Une montre mais pas le temps
> Des livres mais pas la connaissance
> Un plaisir sexuel mais pas l'amour
> Un repas mais pas la convivialité
> Un service mais pas l'amitié »

La richesse est dans les réseaux

Chez Bourdieu, le capital social appartient au concept d'habitus*. Mes connaissances, mes relations sont les fondements d'une inscription dans des réseaux qui sont autant de lieux d'expression de mon identité et d'affirmation de mon existence. Cette richesse relationnelle permet à l'individu de bâtir son existence, de trouver une place dans un collectif sensé lui assurer une reconnaissance.

C'est cette richesse sociale que l'on perçoit lorsque l'on voyage dans les pays du Sud au contact de la population. Leurs habitants n'ont pas toujours tout (surtout au plan matériel), mais ils possèdent l'essentiel, c'est-à-dire ce bonheur d'exister ensemble.

Cette lutte des places, cette inscription dans des collectifs affiche la richesse relationnelle de chacun d'entre nous : le bonheur passe avant tout par la re connaissance. Loin de n'être qu'un « homo economicus », l'être humain est, avant tout, un être social. Il a principalement besoin, comme l'affirme Albert Jacquard, « de se sentir beau dans le regard des autres ».

Avant d'être considéré comme économiste, Adam Smith était professeur de morale. Il écrivait, en 1759, dans La théorie des sentiments moraux la phrase suivante : *« Le besoin d'être regardé est même à l'origine de tous les autres besoins »*.

L'être humain est, en effet, un être social. Plus il rencontre ses semblables plus il s'approche de l'humanité (Albert Jacquard).

Ceci dit, comment avoir la certitude que l'on existe dans le regard de l'autre ? Comment valoriser les savoirs, les savoirs-être mutilés non reconnus par la pensée dominante ?

***Quelques définitions :**

Anomie : En sociologie, notion essentielle introduite par Emile Durkheim dans son ouvrage "Le suicide". Il s'agit d'un état dans lequel il y a carence ou déficience de règles sociales communément acceptées, de sorte que les individus ne savent plus comment orienter leur conduite.

Habitus : Concept utilisé par Pierre Bourdieu pour désigner ce que l'on a acquis et qui s'est incarné de façon durable dans le corps, sous forme de dispositions permanentes. Il conditionne les comportements, la liberté des individus est donc déterminée. L'habitus est composé du capital économique, du capital culturel et du capital social.

Externalités négatives : Tout coûte mais tout ne se paye pas. La technoscience utilise la nature comme une ressource et les dégradations subies (dégradation des sites, pollution de l'air, des sols, des plages et des rivières...) sont prises en charge par la communauté. En un mot, le système a fait sien le slogan suivant : "mutualisation des coûts et privatisation des profits".


CARF

Démarrage d'un réseau international au Forum Social Européen à Malmö

Suite à la conférence Internationale de Paris sur la décroissance (avril 2008), le réseau danois pour la décroissance a initié une rencontre au forum social de Malmö (Suède) pour la création d'un réseau européen pour la décroissance soutenable et équitable. Le 18 septembre 2008, plus de 200 personnes ont contribué, dont des objecteurs de croissance français, au démarrage de ce réseau. Les scandinaves paraissent très motivés. Une délégation indienne était présente. Un système wiki participatif est mis en place pour créer une carte des groupes décroissance à travers l'Europe et le monde (www.degrowth.net/wiki) et des discussions se sont engagées pour le forum social à Belem *(www.esf2008.org/outcomes/international-degrowth-network).*

L'UPMM (Université populaire de Montpellier Méditerranée) a tenté d'apporter des éléments de réponse. Elle est née en septembre 2006. La première année nous avons été très tournés vers des cours traditionnels, mais il est très vite apparu que cette formule ne permettait guère de faire émerger les savoirs populaires. Il s'agit de faire apparaître les savoirs de chacun pour les mettre en valeur et les afficher au regard de tous. Or, dans les quartiers populaires les savoirs sont nombreux mais sont enfouis dans l'inconscient collectif et ont du mal à faire sauter les crispations imposées par les représentations. Ce sont des savoirs dominés qui acceptent cet état de fait et qui ont du mal à se faire connaître et reconnaître.

Comment lutter contre ces représentations imposées par les médias, par l'évidence de la « sagesse collective » ?

Notre réponse a été de lancer un atelier où allaient pouvoir émerger des savoir-être populaires.

Si l'éducation populaire a encore un sens, elle ne peut faire l'impasse sur son rôle d'émancipation des populations.

Aborder la décroissance avec convivialité

Dans son rapport *« Reconsidérer la richesse »* Patrick Viveret mettait l'accent, en janvier 2001, sur le rôle trompeur des indicateurs de richesse qui pouvaient positiver le négatif et négativiser le positif des activités humaines. En effet, une marée noire, des embouteillages… sont comptabilisés comme un surplus d'activités et donc participent de la croissance économique alors que d'autres activités n'y sont pas agrégées. C'est le cas, par exemple, des activités bénévoles, des actions de don/contre-don, de l'économie domestique et non monétaire qui sont caractéristiques de l'économie du lien dont on a parlé précédemment.

En fait, plus on s'éloigne de l'essentiel et plus on peut mesurer la production. C'est le cas de la production de biens et de services que l'on retrouve dans l'indicateur le plus connu, c'est-à-dire le PIB qui mesure la somme des valeurs ajoutées produites dans un pays pendant un an.

Mais, plus on s'approche de l'essentiel, c'est-à-dire comme on l'a montré, de la reconnaissance, du lien social, de l'amitié, en un mot des valeurs humaines, celles qui donnent dignité, alors là, les indicateurs classiques montrent leur cécité.

Mettre l'accent sur l'essentiel et transformer les instruments de mesure de la croissance permettraient de mettre en évidence la contribution de certains au lien social, au respect des fragiles équilibres écologiques et sociaux…

A ce moment-là, si les externalités négatives* de la croissance étaient comptabilisées comme il se doit, c'est-à-dire en négatif, alors l'impératif de décroissance s'imposerait plus facilement.

La réalité économique et sociale est observée, aujourd'hui, avec des indicateurs productivistes. Il convient de mettre l'accent sur une autre façon de percevoir ce monde pour en mesurer l'agression écologique et sociale qui lui est faite. A ce moment-là, on se rendrait compte que la décroissance a réellement commencé. Il convient simplement, aujourd'hui, de transformer nos mentalités productivistes pour aborder la décroissance avec convivialité — et savoir saisir simplement, dans le respect des valeurs humaines, les bonheurs multiples qui s'offrent à nous.

Claude Llena ■

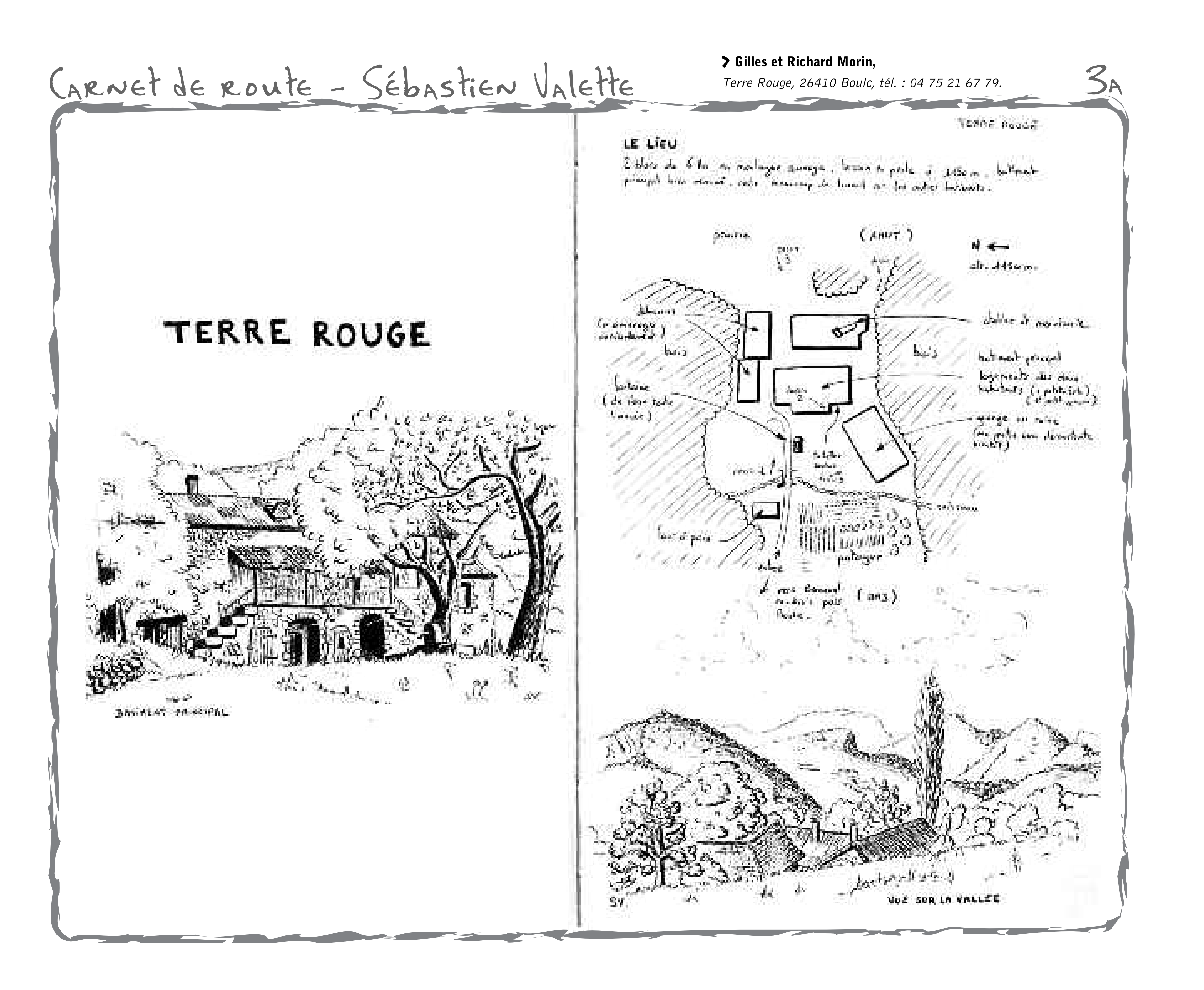
Socioéconomiste, objecteur de croissance, Montpellier


Paulo Sacramento

Carnet de route - Sébastien Valette

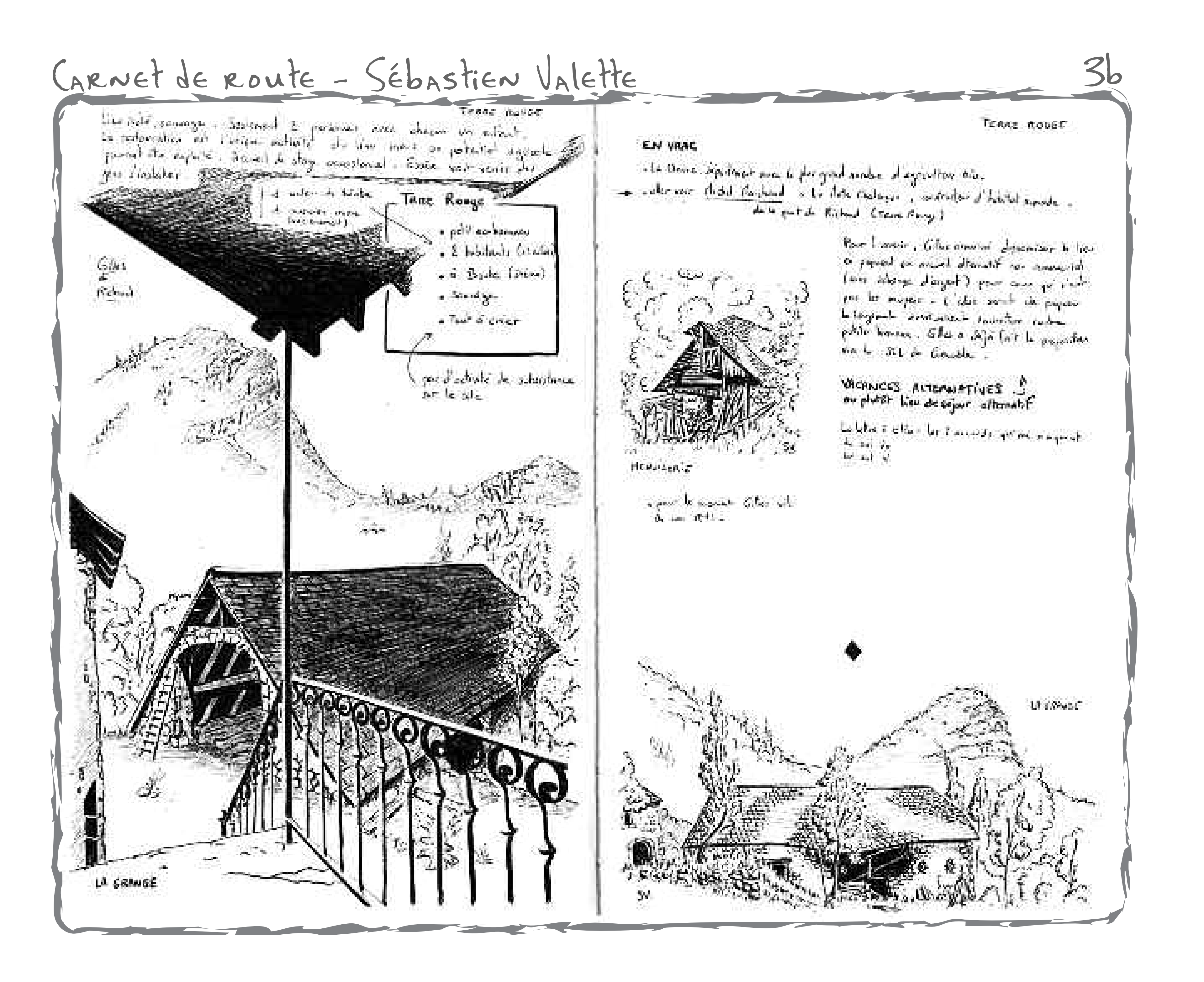
3A

Gilles et Richard Morin,
Terre Rouge, 26410 Boulc, tél. : 04 75 21 67 79.



Carnet de route - Sébastien Valette

3b



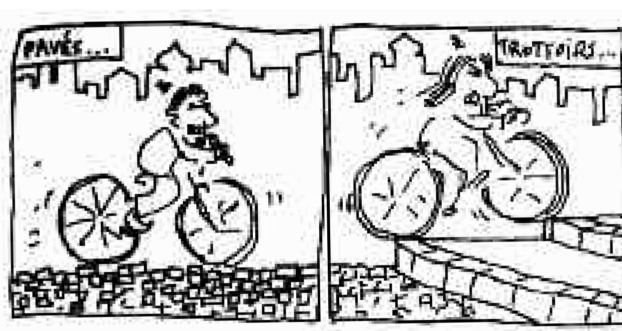
Des roues et des rouets

**Début août 2008, Pablo, Tchandra et Julien sont partis à vélo pour une année sur les routes pour rejoindre l'Inde et les paysans sans terre.
Ce mois-ci, ils nous présentent deux initiatives dans la capitale bulgare.**

Des pistes cyclables pour Sofia

L'itinéraire pour entrer dans Sofia (Bulgarie) ne fut pas difficile. Une grande route toute droite. Ce qui attirait beaucoup notre attention, c'est la qualité du revêtement ("attention, trou !"). Même les quelques attelages font attention aux grosses bouches d'égout. Autant dire que *Velo Evolution* ne s'ennuie pas. Cette association créée il y a quelques années œuvre pour que les vélos trouvent leur place dans le désordre de la rue. Ce n'est pas que rien n'existe mais Teodor a vite fait de nous montrer de grosses erreurs. Les bandes cyclables tracées sur les trottoirs croisent panneaux publicitaires et arrêts de bus. Nous remarquons aussi que les rares cyclistes sont munis de gros VTT capables de sauter et d'escalader les trottoirs. *Velo Evolution* tente de mobiliser la municipalité afin de changer ces détails qui font le quotidien des cyclistes. Malheureusement, tous les cyclistes de Sofia ne connaissent pas cette association qui aimerait bien grossir afin de peser un peu plus aux yeux des politiques locaux. Mais ces gens motivés ne sont pas près de se laisser abattre. Lors de la semaine de la mobilité, début septembre, *Velo Evolution* était l'unique association à s'impliquer. Un gros coup de pédale pour l'association, on l'espère qu'il en sera de même pour les aménagements cyclables de la ville.

Velo Evolution : www.bikevolution-bg.org







Un restau végétarien au cœur de Sofia

Si nous avons raté ce rendez-vous, ce n'est pas grave, les Bulgares ont plus d'un tour dans leur sac. Venez, rencontrez... mangez ! On suit donc des gens pleins d'alternatives différentes : vélo parce que c'est notre moyen de transport, mais aussi... *Dream House*. Dans le mouvement de la ville, quitte la rue pour grimper deux étages et entrer dans ce restaurant sympathique, bon et en plus avec des aliments issus de l'agriculture biodynamique. Ils l'expliquent tellement bien sur leur menu. On ne fait que traduire :

"Chers hôtes,

Cet été, notre menu est inspiré du jardin que nous venons de créer. À 1200 mètres d'altitude, dans l'atmosphère pure et ensoleillée des Rhodopi Mountains, dont la terre n'est pas traitée, nous allons cultiver des légumes et des fruits, avant de, plus tard, les partager avec vous. Notre potager est organisé selon les principes de l'agriculture biodynamique et bientôt ceux qui le souhaitent pourront nous rencontrer sur le site, vivre loin de la civilisation dans le centre de repos que nous construisons, ou simplement travailler quelque temps en plein air.

Nous sommes convaincus que cette nourriture peu conventionnelle ne nourrit pas seulement le corps, mais aussi l'esprit avec des idées originales et des pensées créatives. Notre but principal est de proposer de la nourriture équilibrée sans mélanger les groupes d'aliments, pour que vous puissiez repartir dans un état de satiété et de légèreté.

Nous continuons d'utiliser des aliments biologiques, dont le miel et le yaourt, nous cuisinons de la quinoa et du sarrasin biologiques. Il y a plus de choix biologiques dans notre menu du samedi."'

Toute cette énergie dépensée pour créer de bons plats se ressent. Nous avons aimé.

Dreamhouse, vegetarian restaurant, 1000 Sofia, 50A Alabin st., fl. 1, tel. +359 2 980 81 63, www.dream-house.bg.com, dreamhouse_bg@yahoo.com.

P, T et J. ■









Courrier

Erratum

Dans le courrier des lecteurs du n°360, p. 42, ("Infantile ?"). Nous avions écrit : "souhaiter la décroissance grâce à la **mentalité** infantile" alors qu'il fallait lire "grâce à la **mortalité** infantile".

Achats publics durables, comment les impulser au niveau local ?

Face à l'épuisement des ressources naturelles, il est possible, au niveau individuel, de réduire notre empreinte écologique, mais est-ce suffisant ? Les collectivités sont grandes consommatrices d'énergie et de ressources. Vous êtes simple citoyen, agent d'une collectivité locale ou membre d'une association à visée écologique ou de parents d'élèves, vous pouvez influer sur la consommation des collectivités grâce à un outil : le Plan national d'action pour les achats publics durables (www.ecologie.gouv.fr/pnaapd.htlm). (...)
L'idée est de réduire la consommation des collectivités en ce qui concerne l'eau, l'électricité, les carburants, la papeterie... Parallèlement il s'agit de mettre en place une politique d'achats éco-responsables et certaines collectivités jouent déjà le jeu : introduction de la bio dans certaines cantines, réflexion sur la question d'une agriculture respectueuse de l'environnement, construction de bâtiments publics aux normes HQE...
Mais au niveau local, si votre commune, votre département, votre région ne sont pas dans la démarche "Agenda 21", lorsque vous allez suggérer l'achat de tel ou tel produit, il y a des chances pour qu'on vous renvoie à la réglementation des appels d'offres. Si vous n'êtes pas un tant soit peu informés, vous serez vite à court d'arguments (je l'ai vécu).
Alors devenons spécialistes ! En fait il vous suffira de lire le fameux plan national d'action pour les achats publics durables. En introduction il est noté "la réglementation des marchés publics a été adoptée sur la base des directives communautaires du 31 mars 2004 et de l'article 6 de la charte constitutionnelle de l'environnement qui fait obligation à toutes les politiques publiques de promouvoir un développement durable". Vous allez découvrir que ce qui pourrait être très rébarbatif : la réforme du code des marchés publics, est des plus intéressants et qu'en plus, les orientations sont à exploiter (un point noir toutefois dans ce texte : p.10 il est recommandé d'utiliser pour les véhicules des administrations et des établissements publics, un tiers de biocarburants d'ici 2007). Il est possible maintenant d'introduire des critères environnementaux et sociaux dans le cahier des charges au moment du lancement de l'appel d'offres. Et cela change tout !
Dans ce texte vous trouverez quantité d'exemples concrets d'achats durables qui pourront être utilisés pour votre argumentation. Par ailleurs, j'ai contacté un conseil général en Agenda 21 pour la question du papier recyclé et il m'a précisé qu'il est même possible pour une institution qui voudrait commencer, par exemple, à introduire le papier recyclé, de différencier des lots au moment de l'appel d'offre et donc d'introduire de façon progressive ces fournitures en imposant des critères environnementaux. Il en est de même pour des produits ménagers biodégradables ou tout autre produit. Concernant les critères sociaux, ils permettent entre autres d'acheter des produits qui sont le fruit de travailleurs handicapés.
Il faut bien sûr qu'il y ait une volonté politique pour appliquer ces réformes mais il faut aussi que les élus soient parfaitement informés et on a parfois des surprises en la matière... Pourquoi ne pas encourager également nos élus à s'inscrire dans la procédure Agenda 21 dès à présent et à pratiquer ce type d'achats ?
Hélène Guérand
Bouches-du-Rhône

De la pub dans S!lence ?

Il est évident qu'on ne peut rester indifférent au cri d'alarme que vous lancez mais qui, je dois vous le dire, ne m'a pas étonné. La presse dans sa globalité a des contraintes, certes, mais peut-être qu'au nom d'une certaine idéologie — celle d'avoir toujours raison sur tous les plans — vous vous en êtes imposées que vous auriez pu éviter.
Le renoncement à la publicité en est une et pas des moindres. Bien sûr que cette disposition est louable en soi, mais dans le monde où nous vivons la publicité reste le nerf de la guerre, tous médias confondus.
Le prix de vente d'un journal constitue une des conditions de son succès et celui-ci est étroitement dépendant de la pub ou de... subventions. Or vous rejetez les deux ce qui vous met dans l'obligation de demander une aide financière à vos abonnés, ce qui n'est ni plus ni moins qu'une demande de subvention. La publicité peut être ciblée ou filtrée. Personne n'attend que vous présentiez un 4x4 en pleine page, ni que vous louiez les voyages exotiques !
Autre point noir : l'absence de la revue en kiosque. Hormis les abonnés, personne ne connaît S!lence. (...)
Alain Viguier
Isère

S!lence : Nous ne passons que des encarts pour certains salons en échange d'un stand ou pour des échanges de service. De nombreux titres de presse n'ont pas eu la longévité de S!lence malgré une publicité abondante, ce qui incline à penser que la question n'est pas déterminante en comparaison de la ligne éditoriale par exemple. Par ailleurs des journaux comme Le Canard Enchaîné, Que Choisir ?, 60 millions de consommateurs, Fluide Glacial ainsi que la plupart des titres de la presse alternative, ont choisi de se passer de la publicité, ce qui leur procure une liberté de ton évidente, démarche dans laquelle se reconnaît S!lence . Notre absence en kiosques relève de la recherche de cohérence entre les moyens et les fins, afin de ne pas gaspiller du papier (plusieurs milliers d'exemplaires chaque mois) ; mais s'équilibre avec notre présence dans plus de deux cents lieux de dépôt et lors de nombreux évènements — grâce à vous lectrices et lecteurs.


D.R.

Traction esclavagiste

Dans son numéro 355 de mars 2008, *S!lence* publie un article d'un docteur vétérinaire qui vante les mérites agronomiques et écologiques de la traction par un cheval dit « de trait ». On y lit également : « à la fin de leur vie de labeur, les chevaux peuvent produire: de la viande, du cuir, des os (...) ».
Une fois de plus S!lence, qui pourtant prône la non-violence, publie un article qui bafoue les droits fondamentaux des animaux à vivre bien, à être libres et à ne pas subir de mauvais traitements. Il n'y a pas de bonne raison agronomique, environnementale ou gastronomique pour l'animal élevé séquestré, le poisson asphyxié et mutilé, le cheval attelé avec le mors et qui souffre. Qu'on arrête de classer les animaux en fonction de leur utilité ou inutilité vis-à-vis des humains. Il est urgent de comprendre que les animaux ne

Voiturettes et compagnie

On commence à voir des « voiturettes à propulsion humaine » avec ou sans assistance électrique (sites : twike.com ; cabriovelo.com ; optima-cycles.com ; airodin.com ...) ou de petites citadines électriques (kewet.com ; aerorider.com ; revaindia.com ...), vous pourriez peut-être faire une espèce de récapitulatif sur tous ces véhicules qui, me semble-t-il, pourraient dans une certaine mesure apporter une réponse assez positive aux problèmes des déplacements de proximité (surtout si on est client d'Enercoop). (...)
Les lecteurs de S!lence étant plus ouverts aux alternatives que les Français moyens, ne croyez-vous pas que certains seraient intéressés par ce type de véhicules ? (...)
J'ai commencé depuis longtemps à me bricoler un tricycle qui, si les premiers essais sont concluants (stabilité, maniabilité) sera peut-être équipé d'un « carénage » (que je ferai en modifiant un coffre de toit) (...).
Le but de tout cela étant, vous l'aurez compris, d'avoir un véhicule simple, peu coûteux à l'achat comme à l'entretien, qui ne polluerait pas, qui aurait un coffre suffisant pour faire des courses « normales » — disons qu'il devrait autoriser le transport d'une bouteille de gaz — et qui protègerait des intempéries : on pourrait ainsi l'utiliser pour aller au travail en « costard » ! Il constituerait donc un moyen de locomotion intermédiaire entre la voiture et le vélo.
Patrice Dujardin
Bouches-du-Rhône

S!lence : Il nous semble qu'il y a deux démarches qui s'opposent en ce domaine : ceux qui essaient de maintenir la voiture sous une forme ou une autre en la rendant plus économe, plus légère... et ceux qui partent du vélo pour le rendre plus stable (tricycle), plus efficace (vélo couché), plus utilisable (carénage)... Réorganiser la société en dehors de l'imaginaire automobile nécessite sans doute le recours à des vélos améliorés... mais jusqu'où ? Il y a matière à réflexion.

sont pas des marchandises : ni aliment, ni outil, ni jouet, ni vêtement.
Je constate aussi que les annonces de projet qui incluent certains types d'élevage ne déplaisent pas à S!lence puisque ces annonces sont publiées. S!lence, souvent critique et perspicace, ne semble pas s'émouvoir non plus qu'un conférencier de la non-violence et de l'agroécologie ardéchoise et tropicale (l'auteur fait ici allusion à Pierre Rabhi, ndlr) exerce le métier d'éleveur et que « ses » chèvres portent une chaîne métallique au cou.
Mais oui voyons, qu'importe que des animaux soient égorgés du moment que les tyrans soient bio et décroissants ! Et puis parfois ils ont même droit à une prière et de mourir au pays en famille avant d'être saignés ! S!lence continue à usurper le sous-titre de non-violence.
Ugo de Maubeuge
Morbihan

Réchauffement climatique et inconscient



Après lecture attentive de l'article de Jacques Janssens dans S!lence n°359 p.46, intitulé « Réchauffement climatique et inconscient », je souhaiterais intervenir sur plusieurs points cruciaux :
1 - Je constate moi aussi l'attitude possessive et très matérialiste de certains parents à l'égard de leurs enfants, consistant à les gaver de biens de consommation, à les exhiber comme des objets, ce qui pourrait effectivement traduire une certaine impuissance à « aimer » ces enfants.
Cependant cette juste observation contredit totalement le mythe de l'enfant « centre du monde », protégé de toute frustration, ayant une mère entièrement à son service. En effet, le nouveau-né dans cette famille est traité comme un objet, entouré d'adultes qui ne prêtent aucune attention à sa personne réelle. Il est dès le départ particulièrement frustré car dans une situation de grande impuissance à faire entendre ses besoins, notamment affectifs. Extrêmement sollicité par son entourage il finit sûrement par céder à la conviction que le seul intérêt dans la vie est de posséder, de consommer, de se vivre comme l'objet de son entourage. Il subit d'autant plus que la consommation l'aliène. A partir de là, tant que personne ne lui donne la possibilité de ressentir ses propres émotions, ses véritables besoins, il suit le processus auquel on l'a incité, avec sûrement les symptômes que l'auteur qualifie d' « infantiles ».
2 - Or a-t-on jusqu'à présent honnêtement eu la preuve que c'est le fait de n'être pas « éduqué » à la frustration qui rendrait l'être humain égoïste ? Et si au contraire c'était le fait de ne pas avoir été respecté dans son intégrité, de n'avoir pas été entendu, aimé pour soi-même dès les toutes premières années de sa vie, mais au contraire d'avoir fait l'objet d'exigences égoïstes et possessives de la part des adultes, si c'était justement cela qui empêchait un être humain de s'ouvrir à tous les autres et de respecter la planète, le vivant?
Maria Montessori a observé combien le petit enfant a soif d'autonomie et peut être oblatif (= qui fait passer les besoins d'autrui avant les siens propres, ndlr) sans qu'on le dresse à cela. Alice Miller a observé combien ses patients trouvaient la capacité d'un authentique don de soi à partir du moment où on les soutenait dans ce qu'ils ressentaient par rapport à de très anciennes frustrations liées à une éducation les voulant « aimants », « respectueux » et utilisant le chantage, la violence, la morale, ou tout autre moyen détourné pour en obtenir obéissance…
Janusz Korczack a observé combien les enfants peuvent être « adultes » quand leur intégrité est respectée, sans que quiconque cherche à les dominer, quand on leur fait confiance, que l'on croit à leur innocence, à un instinct altruiste qui ne s'enseigne pas mais se transmet par réciprocité !
Voila pourquoi je tenais à intervenir : si cette autre vision de l'humain est la bonne, cela change tout ! La façon dont nous pensons l'éducation, par rapport aux enjeux si graves aujourd'hui de la survie de l'humanité, est cruciale et peut amener exactement l'inverse de ce que l'on recherche consciemment.
Merci donc de ne pas tenir pour définitivement acquise la théorie freudienne des pulsions, de ne plus croire à un enfant aux instincts mauvais, tel que l'a cru Mélanie Klein, mais de réfléchir au danger de faire coller l'observation à des théories que l'on ne remet pas en cause.
Anne Lequellec
Paris

Education

(…) Merci à Alain Cochet pour sa lettre sur la Chine et le Tibet. Elle remet déjà un peu à sa place l'article de Jean-Pierre Lepri [L'échec de l'école est une réussite, n°360, p. 38, ndlr]. Comment peut-on fonder une "argumentation", en tirer des conclusions, en rapprochant le suffixe de nom d'agent (en –teur), comme dans "éducateur/dominateur/colonisateur", pour discréditer totalement "éducateur" ? La "magie des mots", d'accord, ça existe. Mais on ne fait pas tout le sens d'un mot avec son seul suffixe ! Ce n'est pas là du raisonnement ! C'est du même ordre que le rapprochement des budgets "éducation" et "armée/police". Facile, hein ?
Supprimons donc les budgets nationaux de l'éducation. Les éduqués apprendront la vie ailleurs, dans l'entreprise, dans leurs "quartiers", et c'est ainsi qu'au moins les filles accèderont à la liberté de penser. Alors, plus personne "pour cultiver la soumission", à elles "l'émancipation". Et tout le monde à la Madrasa [école coranique, ndlr].
Bien sûr, ce n'est pas ce qu'a voulu dire Jean-Pierre Lepri. Et ce que j'écris est aussi non-signifiant qu'excessif . Oh mais j'y pense : réduire le budget de l'Education nationale (le supprimer ? on va encore attendre…), on y a pensé, on y pense, ça vient, tous les espoirs sont permis. On a aussi diminué les budgets "santé" au niveau de l'école publique, et, peut-être, ces séances publiques, collectives, de vaccination "scélérates". (…) Encore une fois, écologie/non-violence/décroissance ne viendront pas du rêve, d'actes de foi, mais "d'arguments précis, bien calculés, sur tous les points techniques, scientifiques, économiques, sociaux, environnementaux". Si la cause est perdue d'avance, alors rêvons, et pourquoi pas : délirons ! Sinon : réfléchissons. Et si les mots sont une arme (…), sachons de quel côté tirer.
André Finand
Rhône

S!lence : Pour ne pas "tomber" dans le pire ("l'entreprise" ou la "madrasa"), faut-il, pour autant, se satisfaire de ce qui existe ?

Le tourisme, une pratique prédatrice ?

Les hasards de l'été m'ont mis entre les mains votre n°357, de mai 2008. Je ne connaissais pas votre revue et bien des choses m'ont intéressé. Ce qui m'a retenu particulièrement, c'est l'article *Le tourisme, une pratique prédatrice.* Pour avoir, pendant une bonne quarantaine d'années, non seulement pratiqué le tourisme mais aussi m'y être intéressé comme enseignant-chercheur, je trouve ce titre, disons un peu abrupt. Un "?" aurait laissé le débat ouvert. Mais une affirmation aussi péremptoire se discute-t-elle ? Or, le tourisme ne semble pas *a priori* plus prédateur que la quasi-totalité des activités humaines *(cf. les "multiples contradictions quotidiennes auxquelles nous sommes confrontés" évoquées p.50).* Il y a cent façons de le pratiquer, et Bertille Darragon en évoque quelques-unes. Mais sa présentation, même si elle contient une part de vérité, me semble trop manichéenne, et on pourrait lui opposer maints exemples contraires. Selon les moments, les lieux, l'âge, les circonstances, les moyens disponibles, le temps, les envies, nous alternons tous des formes de tourisme extrêmement variées, dont certaines ne sont pas forcément condamnables. Il y a bien des chapelles dans la cathédrale touristique. On pourrait remplacer "tourisme" par "agriculture", "industrie", "transports", "médias"… la "prédation" serait aussi présente. Certes, la solution est, peut-être, une (certaine) décroissance, là aussi à nuancer. Bref, si je peux me permettre, le réalisme passe-t-il par le simplisme ? Il y a longtemps que certains affirment que "le meilleur touriste, c'est celui qui reste chez lui". Et quand on a dit cette formule stimulante, qu'est-ce qu'on fait ?
Jean-Michel Dewailly
Rhône


D.R.

S!lence : lire le livre du mois présenté page 45.



Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous,vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

Malcom X – le pouvoir noir

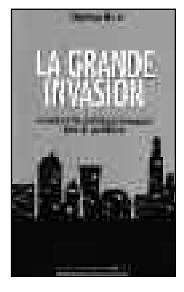
Collectif
Ed. La Découverte/Poche
2008 - 270 p. - 11 €



Cet ouvrage compile les derniers discours de Malcom X, défenseur de la cause des Noirs, et qui fut assassiné par d'anciens compagnons de lutte le 21 février 1965. A travers ses discours, nous pouvons mieux comprendre la philosophie politique de ce défenseur des droits de l'homme noir : par « noir », il entendait toute personne non-blanche (asiatique, africain, maghrébin, etc.) qui se retrouvait alors sous la domination des sociétés occidentales (de nombreux pays étaient alors encore colonisés physiquement par des États occidentaux). Son message est des plus clairs : il appelle les 22 millions d'afro-américains aux Etats-Unis à rendre coup pour coup. Pour lui, la non-violence s'arrête au premier coup reçu : alors que ses « frères » se font martyriser, assassiner par la police ou les citoyens blancs, il appelle à ne pas se laisser assassiner impunément sans réaction. Il prévient également les blancs que si leur société ne change pas, ne reconnaît pas les « noirs » comme citoyens, et à une échelle mondiale ne libère pas les pays occupés, l'avenir sera révolutionnaire. Et toute révolution se faisant dans le sang, il faut s'attendre à ce que la réaction soit violente. Et c'est à l'homme blanc et à sa société d'exclusion que la faute en incombera. JP.

La grande invasion, enquête sur les produits qui intoxiquent notre vie quotidienne

Stéphane Horel
Ed. du Moment
2008 - 314 p. - 19,95 €



Ça on l'a entendu, ça lu, ça un peu retenu… mais pas vraiment assimilé, tellement une information chasse l'autre. Quand un livre reprend tout en utilisant 264 rapports scientifiques, notre vision du monde peut changer.
Pesticides, formaldéhyde, phtalates, parabens… Vous ne les connaissez pas tous, mais tous vous connaissent et même très intimement puisque votre corps en contient et qu'ils agissent sur certains de vos organes, engendrent des malformations sur vos enfants, des cancers, des allergies, du diabète…
Nous les ingérons, volontairement lorsque nous consommons des produits industriels, involontairement car la biosphère en est chargée. L'auteure présente l'action des lobbies pour empêcher les interdictions puis comment, sous la pression, sort un produit de substitution remettant les dossiers à zéros. Que changerions-nous en remplaçant des meubles agglomérés par du bois massif ? Des produits à peine plus chers, mais beaucoup plus durables et surtout à émission zéro. En supprimant le Téflon des ustensiles de cuisine ? Des poêles moins chères, moins de graisses cuites dans nos assiettes… Si l'industriel choisit ces produits toxiques, c'est parce qu'ils entrent dans un processus de production de masse. La publicité est là pour nous convaincre qu'ils sont indispensables.
L'auteure a demandé aux scientifiques spécialistes de ces substances ce qu'ils ont changé dans leur vie : à peu près ce que font la majorité des lecteurs de S!lence ou qu'ils aimeraient faire. Comme quoi on peut prendre moins de risques sans revenir "à l'âge des cavernes". Si ce mouvement se généralisait, on pourrait même éviter cette pollution diffuse.
Souhaitons maintenant que Stéphane Horel consacre autant de talents aux alternatives à tous ces poisons et elle nous trouvera à ses côtés. PN.

Le scénario Titanic

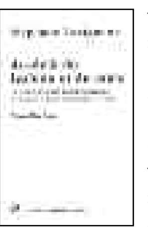
Hugues Gosset-Roux
Ed. Jouvence
2008 - 160 p. - 8,90 €

Ce livre présente sous la forme de métaphores les grands enjeux de la planète (ressources énergétiques et alimentaires, réchauffement climatique, déforestation, biodiversité, empreinte écologique…). Cela a le grand mérite de faire réfléchir à partir de situations que nous pouvons facilement imaginer car proches de la vie quotidienne. Mais cela a aussi son revers : cela donne une légèreté d'analyses qui ne va pas très loin. Ce livre est idéal pour toucher des personnes qui ne sont pas encore convaincues de l'urgence écologique, mais reste trop superficiel pour intéresser des militants. Une suite est annoncée d'abord sur internet puis en livre. Il faudra bien alors que l'auteur prenne des positions concrètes : les métaphores ne suffiront pas. MB.

Au-delà du lesbien et du mâle

Stéphane Lavignotte
Ed. Van Dieren
2008 - 95p. - 15 €

Dans cet essai théologique étonnant, Stéphane Lavignotte tente d'introduire en France et jusque dans les Eglises, les avancées dans le débat d'idées opérées récemment dans le monde anglo-saxon par la



théorie "Queer". Son sous-titre, "La subversion des identités dans la théologie « queer » d'Elisabeth Stuart", annonce la couleur. Le mouvement Queer s'est développé ces dernières décennies autour d'une déconstruction radicale des différenciations sexuelles classiques. Il met en valeur au contraire la construction sociale de ces identités sexuelles, en lien avec les mouvements revendicatifs LGBT (Lesbien, Gay, Bi-Trans-sexuel). Une théorie audacieuse et très controversée, qui pourtant fait écho à un certain nombre d'aspirations sociales qui traversent également les Eglises. Ce livre érudit est l'occasion de revisiter l'héritage chrétien avec un regard des plus décapants. Car au final Dieu n'est pas plus un vieux mâle blanc barbu qu'une jeune femme noire lesbienne et séropositive. Ou bien il l'est tout autant, c'est selon. GG

Le mandat impératif

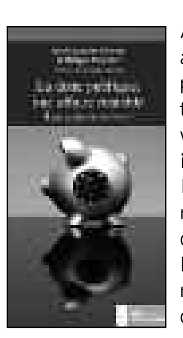
Pierre-Henri Zaidman
Ed. Libertaires
(17190 Saint-Georges-d'Oléron)
2008 - 90 p. - 12 €



A chaque élection, on nous demande de voter pour des élus qui ensuite ne rendent pas de comptes. C'est la démocratie représentative actuelle. Une alternative a déjà été tentée à plusieurs reprises dans l'histoire : la démocratie directe avec mandat impératif. Il y a toujours des élus, mais ils ont l'obligation de faire ce pour quoi ils ont été mandatés faute d'être révoqués. L'idée a été défendue par les Enragés sous la Révolution française, reprise pendant la Commune de Paris. L'auteur raconte son histoire… mais en s'arrêtant à 1870. Fort dommage car sa pratique est toujours présente dans de multiples mouvements sociaux, dans les structures anarchistes… et devrait être à la base de tout projet politique qui se veut sans domination. Ecologistes, décroissants, voici une source d'inspiration ! MB.

La dette publique, une affaire rentable

André-Jacques Holbecq
et Philippe Derudder
Ed. Yves Michel
2008 - 156 p. - 12 €



Aujourd'hui la dette publique atteint des sommets… et sert de prétexte pour justifier la destruction des services publics. Mais d'où vient cette dette qui n'existait pas il y a quarante ans ? En 1971 aux Etats-Unis, en 1973 en France, on met fin à l'obligation pour les Etats qui émettent la monnaie d'avoir l'équivalent en métal de cette monnaie, c'est le début d'un processus qui va conduire à la privatisation



le livre du mois

Manuel de l'antitourisme

Rodolphe Christin
Ed. Yago
2008 - 125 p. - 15 €

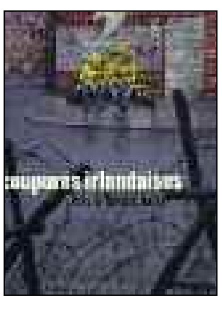
C'est dans la suite d'une expérience et d'une réflexion déjà très fournies sur le sujet du voyage et de la critique du tourisme que Rodolphe Christin livre cet essai. Il y expose avec une clarté remarquable les données d'un problème qui sous ses airs de légèreté, pèse lourdement sur la société et l'environnement. Quelques données permettent d'en prendre la mesure : "le tourisme est la première activité économique mondiale, elle emploie 200 millions de personnes dans le monde, soit 8% de la population mondiale" pour 733 milliards de dollars de recettes en 2006. Son activité est en pleine croissance, avec augmentation des voyages lointains en avion. Petite précision cependant : "les touristes ne représentent que 3,5% de la population mondiale"... Mais surtout, au-delà des chiffres, Rodolphe Christin nous livre une fine analyse des paradoxes dans lesquels s'enferme le touriste, qui ne cesse par exemple de rencontrer son « double » là il où il cherche précisément à le fuir, ou encore des limites du tourisme « éthique », véritable « tourisme de l'expiation économique ». Au final "comme l'automobiliste (80% de la population mondiale n'utilise pas encore de voiture), le touriste est un marginal destructeur" qui procède souvent inconsciemment à une "mise en production des territoires". A la figure du touriste, l'auteur oppose celle du voyageur, qui préfère le chemin à la destination et qui "fait du cheminement un acte de haute importance". On ne peut retranscrire ici la diversité des analyses contenues dans ce texte court et limpide, qui se dévore d'une traite et est décidément à mettre entre toutes les mains. GG

de l'émission de monnaie... et aujourd'hui ce sont les banques qui encaissent les intérêts de la dette (40 milliards par an en France), asphyxiant un Etat qui n'a pourtant rien de dépensier. Pour empêcher tout retour en arrière les différents traités européens imposent de poursuivre dans cette voie. Les auteurs analysent l'évolution de la dette, comment cela se bloque et proposent un retour au contrôle de l'émission de la monnaie pour à travers une politique d'émission et de contrôle des impôts supprimer cette perfusion des banques. Technique, sans doute possible, mais les citoyens peuvent-ils contrer les banques qui tiennent les politiques ? FV.

B. D.

Coupures irlandaises

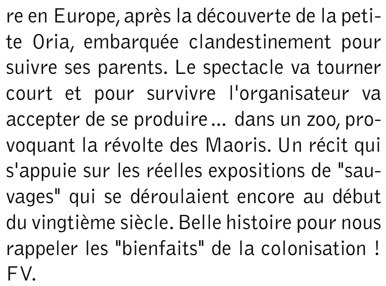
Kris et Vincent Bailly
Ed. Futuropolis
2008 - 80 p. - 16 €



Jeune, Kris a été envoyé en séjour linguistique en Irlande du Nord. Il y a découvert l'opposition entre les riches protestants et les pauvres catholiques et retrace dans cet album de manière un peu romancée, les vacances pour le moins particulières de deux jeunes qui vont se retrouver en plein affrontement politique, avec un drame à la clé. Du vécu qui permet, comme ce fut le cas pour lui, de s'ouvrir à la question irlandaise, avec en complément à cette remarquable BD, un cahier écrit par quelques spécialistes de la question. Ceci explique bien les difficultés à rétablir la paix aujourd'hui. MB.

Kia Ora 2 : zoo humain

Olivier Jouvray, Virginie Ollagnier, Efa
Ed. Vents d'ouest
2008 - 48 p. - 13 €



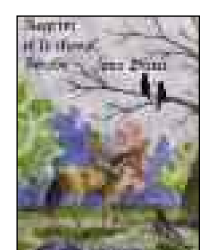
Dans le premier tome, on avait découvert les difficultés rencontrées par les Maoris pour vivre en Nouvelle-Zélande il y a un siècle. Un organisateur de spectacles monte alors une troupe pour faire une tournée en Europe. Ce deuxième tome s'ouvre avec l'arrivée du navire en Europe, après la découverte de la petite Oria, embarquée clandestinement pour suivre ses parents. Le spectacle va tourner court et pour survivre l'organisateur va accepter de se produire... dans un zoo, provoquant la révolte des Maoris. Un récit qui s'appuie sur les réelles expositions de "sauvages" qui se déroulaient encore au début du vingtième siècle. Belle histoire pour nous rappeler les "bienfaits" de la colonisation ! FV.

Un après-midi un peu couvert

Philippe Squarzoni
Ed. Delcourt
2008 - 78 p. - 14,95 €

Philippe Squarzoni nous avait habitué à des récits dessinés très politiques (comme *Guardano en temps de paix*, *Dol*...). Il se lance ici dans une histoire plus poétique. Pierre rejoint son amie, ornithologue, sur une île de Bretagne. Celle-ci bloquée par une réunion imprévue, il visite l'île et au détour des conversations découvre une sombre histoire de pédophilie. Il y a aussi une femme enceinte... et son amie qui n'a pas d'enfants. Une longue réflexion et évolution du personnage sur la question de la paternité. C'est merveilleusement dessiné, avec de longues déambulations sur les landes qui permettent aux lecteurs d'assimiler les rencontres et de progresser dans l'histoire. Il y a les oiseaux qui passent, comme les idées... Un découpage d'un grand classicisme, des dialogues concis et efficaces. Et à l'arrivée une belle émotion. Un auteur qui monte... MB.

Enfant



Asgrim et le cheval dérobé aux dieux

Anne Labbé
Ed. Jeunesse L'Harmattan
2008 - 159 p. - 12 €

Regrouper Antigone et Robinson Crusoë dans un même personnage, c'est un peu ce que fait la conteuse Anne Labbé dans ce récit destiné à un public adolescent. En Norvège, autour de l'an 900, le jeune et sympathique Asgrim va connaître un destin terrible et mythique en bravant les lois des dieux pour sauver du sacrifice rituel le poulain Fugl avec lequel il est lié d'une indéfectible amitié. Il va endurer en conséquence la dure loi des hommes et se trouver projeté au cœur d'une aventure unique au cœur de la nature... Une relation forte se nouera entre le jeune garçon et les animaux qui l'accompagnent. L'intrigue peine un peu à démarrer au début, mais ensuite on se laisse vite prendre. Une belle lecture qui fait réfléchir sur la relation des humains au reste du monde vivant, et sur l'emprise des lois et de la tradition. GG

Le Monstre Bleu



Texte de Hiroshi Maki
Illustrations de Kinzo Maekawa
Traduit du japonais par Marianne Bié
Ed Autrement
Collection Albums Jeunesse
2008 - 40 p. – 12,50 €

Paru au Japon en 1975 et publié en France cette année, un conte au premier abord un peu simpliste d'un point de vue formel (dessins et texte) qui formule une proposition drôle et fantasque : et si l'univers était un gros monstre bleu attachant et perpétuellement affamé ?
Un point de départ insolite et percutant pour aborder le thème du ciel, de l'univers et des trous noirs en famille. BB.



EPR, l'impasse nucléaire

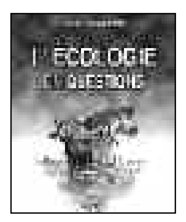
Frédéric Marilllier
Éd. Syllepse
2008 - 200 p - 8 €



Ce livre de poche pourrait être considéré comme le petit aide mémoire sur l'histoire du réacteur EPR. De lecture très simple, Frédéric Marillier nous conte les pérégrinations d'Areva, d'EDF et du gouvernement pour imposer ce réacteur inutile, coûteux et dangereux. Où l'on apprend les dérives financières du réacteur EPR en Finlande, les magouilles financières qui permettent le financement de ce réacteur dont la technologie est d'ores et déjà caduque (si on se positionne sur un plan pronucléaire, sinon peu nous importe !), dont les coûts sont irréalistes et dont personne ne voulait. Et d'ailleurs qui en veut vraiment quand on prend conscience que la construction d'un tel réacteur nécessite également la construction de ligne THT ou la présence d'un réseau de distribution déjà constitué et suffisamment important et puissant pour transporter l'énergie produite ?
À lire pour faire le point sur nos connaissances et pouvoir débattre de la sortie du nucléaire. JP.

L'écologie en questions

Gilles Macagno
Ed. Ellipses
2008 - 176 p. - 14,50 €

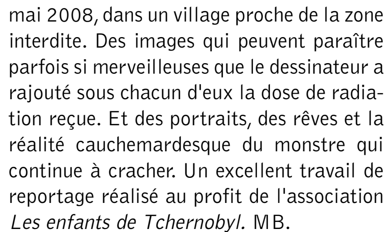


Dans un style très accessible et plein d'humour, l'auteur nous fait faire un tour de ce qui dégrade notre planète : cela commence par le réchauffement climatique, ça passe par le nucléaire, les déchets, l'agriculture intensive, les OGM... et même les hamburgers ! Réussir à parler de tant d'horreurs de manière drôle est un petit exploit. Le livre appelle à la sobriété individuelle tout de suite en attendant que les politiques en fassent de même et renvoie sur de nombreux sites militants. Très bien fait. MB.

Coccinelles, primevères, mésanges… La nature au service du jardin

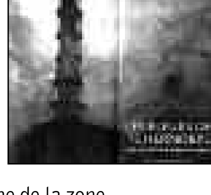
Denis Pépin, Georges Chauvin
Ed. Terre vivante
2008 - 320 p. - 27 €

Si vous avez un jardin, vous aller adorer. Ce livre est une mine d'informations sur le rôle des "mauvaises herbes", des insectes, des oiseaux... dans le jardin. Leurs inconvénients parfois, mais leurs avantages souvent. Une brillante démonstration, fortement illustrée en couleurs, de l'importance de la biodiversité pour avoir un jardin et un potager en bonne santé et donc ne pas avoir recours à des produits chimiques toxiques. FV.



Les fleurs de Tchernobyl

Gildas Chasseboeuf
et Emmanuel Lepage
Ed. Les dessin'acteurs
(www.dessinacteurs.org)
2008 - 60 p. - 12 €

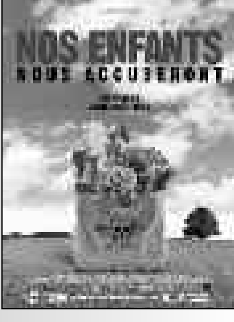


Présenté sous forme d'un carnet de voyage, le récit d'une visite entre le 26 avril et le 8 mai 2008, dans un village proche de la zone interdite. Des images qui peuvent paraître parfois si merveilleuses que le dessinateur a rajouté sous chacun d'eux la dose de radiation reçue. Et des portraits, des rêves et la réalité cauchemardesque du monstre qui continue à cracher. Un excellent travail de reportage réalisé au profit de l'association *Les enfants de Tchernobyl*. MB.

Film

Nos enfants nous accuseront

de Jean-Paul Jaud
documentaire (1 h 47)
Sortie en salle le 5 nov. 2008



Les enfants – l'avenir – sont le fil conducteur de ce documentaire. Dans une commune du sud de la France, le maire a décidé (en dépit des résistances éventuelles, explique-t-il) que la cuisine municipale, qui fournit leurs repas aux écoliers et aux personnes âgées, passerait au bio. Ce changement, d'apparence assez simple, a des conséquences dans bien des domaines. Les agriculteurs conventionnels, victimes de maladies qui balayent toute leur famille, en viennent à réfléchir et à se pencher sur leur relation avec la terre. Les parents d'élèves constatent qu'il n'est pas plus cher d'acheter sain, à condition d'acheter moins (par exemple en mangeant moins de viande). Les maraîchers locaux voient grandir leur clientèle de proximité. Tout s'enchaîne : les choix alimentaires, le fonctionnement social, le mode de culture de la terre, la santé à court et à long terme, les transports et, pour tout résumer, l'espérance de vie. Le film sera utile pour convaincre les élus locaux de faire un pas en avant car il aborde la question sous l'angle de la mise en pratique. Le point faible : on est ici en pleine campagne et les habitants des banlieues bétonnées pourraient trouver difficile d'adopter la même logique. EP.



Nous avons également reçu...

■ **Ecoloco, une alter-friction,** *Christophe Léon, éd. le Somnambule équivoque (B Liège), 2008, 68 p. 12 €.* Pamphlet très rigolo sur l'opposition entre ce que pensent les écolos et comment ils sont vu par les autres, ceux qui ne sont pas "locos" donc fous.

■ **La frénésie sécuritaire,** *sous la direction de Laurent Mucchielli, éd. La Découverte, 2008, 138 p. 10 €.* Chasse aux sans-papiers, fichage, prison, biométrie, la militarisation de la société est en marche accélérée. Analyse d'un système qui s'appuie sur les médias et la peur des gens.

■ **Tourisme équitable,** *Stéphanie Vialfont, éd. Jouvence, 2008, 160 p. 9,50 €.* L'auteure présente une démarche encore balbutiante. Elle oublie ainsi des questions fondamentales : quelle est l'empreinte écologique d'un voyage (et quand supprime-t-on l'avion), pourquoi les voyages se font du Nord au Sud et pas autant dans l'autre sens ? (à Gibraltar par exemple). Que transportons-nous dans nos bagages (valeurs de l'Occident et néocolonialisme) ?

■ **La pensée anti-68,** *Serge Augier, éd. La Découverte, 2008, 380 p. 21,50 €.* Les ouvertures intellectuelles et libertaires de mai 68 gênent beaucoup de monde : depuis la droite libérale à la gauche autoritaire. D'où une réécriture de l'histoire et des attaques permanentes. L'auteur, philosophe, retrace ici avec précision les différentes oppositions à ce mouvement émancipateur.

■ **30 occasions de démythifier le développement,** *Gérald Almarcha, autoédité, 2008, 100 p.* Adhérent de la Ligne d'Horizon, Gérald Almarcha envoie régulièrement ses réactions aux rédactions de *S!lence* et de *Politis*. Ce recueil reprend, dans leur intégrité, 30 textes envoyés et partiellement ou totalement publiés. Cela donne parfois des répétitions, mais contribue à avancer dans le domaine de la réflexion sur l'après-développement.

■ **Genetiks [2]** *de Richard Marazano et Jean-Michel Ponzio, éd. Futuropolis, 2008, 104 p, 18 €.* Dans un futur proche, le héros de cette BD a donné son ADN pour permettre le décodage génétique humain. Mais son employeur, une entreprise pharmaceutique, semble avoir d'autres projets... Il découvre alors qu'il est privatisé. Il commence à douter de la bonne volonté de son employeur et rencontre des opposants à la privatisation du vivant... Malgré un dessin magnifique, du fait de la multiplication des flash-backs, des rêves (ou non), on a quand même du mal à savoir où les auteurs veulent nous emmener. Peut-on lutter contre cela ? Réponse dans le prochain volume ?

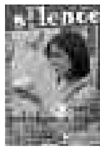
■ **Pour une ville qui marche,** *Marie Demers, éd. Ecosociété (Québec), 2008, 290 p. 19 €.* Les villes nord-américaines ont encore plus subi l'influence de l'automobile qu'en Europe. De fait, y marcher est presque dangereux (dans certaines villes, les seuls piétons sont des SDF... ou des joggeurs). La marche est non seulement une alternative à la voiture, mais c'est aussi un excellent facteur de santé. Favoriser la marche nécessite une importante remise en cause de l'urbanisme et de l'étalement urbain. Car si l'urbanisme était si bien conçu, pourquoi n'allons-nous pas passer nos vacances dans les banlieues ? Même si le débat se situe outre-Atlantique, il y a plein de bonnes réflexions pour la ville agréable de demain.

■ **Agenda du jardinier bio 2009.** *Antoine Bosse-Platière et Vincent Albouy, éd. Terre vivante, 2008, 160 p. 12 €.* Habituel calendrier des semis et des travaux au jardin... avec plein de remarques sur les changements climatiques en cours.

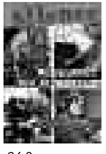
■ **L'info-pouvoir, manipulation de l'opinion sous la Cinquième République,** *Jean-Pierre Bédéï, éd. Actes Sud, 2008, 256 p. 21 €.* Journaliste, l'auteur a fouillé les archives de plusieurs ministères pour mettre en évidence les collusions entre le gouvernement et les grands médias. Il montre ainsi comment ces derniers ont été muselés lors de grandes affaires (Ouvéa, Tchernobyl...) et comment nos politiques ont toujours réussi à contrôler plus ou moins discrètement les médias, en particulier la voix de son maître, la télévision.

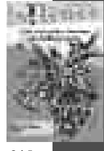

355


356


357


359


360


361

Commander un ancien numéro

Anciens numéros - **Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France (4 € l'exemplaire, 4,60 € à partir du n° 352). Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.**

Numéros régionaux

- ☐ **325-326 Nord-Pas-de-Calais**
- ☐ **331 Ariège et Hautes-Pyrénées**
- ☐ **337 Paris**
- ☐ **342 Var et Alpes-Maritimes**
- ☐ **348 Centre**
- ☐ **353 Haute-Garonne et Gers**
- ☐ **359 Seine-Saint-Denis**

Autres numéros

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires.

☐ **320 Ecologie et alternatives**
Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie.

☐ **324 Voyages au pays de chez soi**
La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible.

☐ **327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire.

☐ **330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance.

☐ **334 Terre, terroir,territoire**
Tchernobyl. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique.

☐ **335 Résistances à la Françafrique**
Capitalisme : sauver la gratuité ? Biocarburant. Grenoble : nanotechnologies non merci !

☐ **338 Technologies contre autonomie**
Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox.

☐ **339 Handicap et alternatives**
Seveso.L'action non-violente ça s'apprend ! Déboulonneurs, Massage café, Alternative Santé.

☐ **340 Pour des innovations frugales**
Inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Le café du soleil. OK Chorale.

☐ **341 Décroissance et santé**
Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable.

☐ **343 Changeons la recherche !**
Politique : Paul Ariès, révolution et décroissance. Paix : Parole et démocratie participative.

☐ **344 Maghreb à quand l'indépendance ?**
Belgique : Chasse aux bombes. Chauffe-eau solaire. Association d'éducation populaire. Jean Van Lierde.

☐ **345 Les nouveaux horizons paysans**
Politique : La déliquescence. Energie 21. Après la fin du pétrole.

☐ **346 Quelles relations Sud-nord ?**
OGM: procès des faucheurs volontaires. Paix : guerre et nouvelles technologies. Décroissance : dissidence de la broussaille.

☐ **347 Libertés : le combat continue**
Biocarburants : impossible à grande échelle. Irradiation des aliments : combien de fraudes ? Munich : la bio protège l'eau.

☐ **349 Quand l'écologie fait la foire**
Japon : le réacteur ne résiste pas au séisme. Education : Célestin et l'école moderne.

☐ **350 Décroissance côté femmes**
Famine : manger ou conduire, il faut choisir. Contrôle : passe Navigo et vie privée. Politique : des voies pour une régénération.

☐ **351 : 25 ans de silence**
Voyageurs des possibles. Ecologie politique en questions. Fausses solutions. Excès de vitesse.

☐ **352 Sortir de l'industrialisme**
Inspections citoyennes : Un festival "missile mi-raisin". Grenelle : Des promesses pour plus tard... ou pour jamais.

☐ **354 Municipales : être maire autrement**
Alternatives : une autre Villa est possible. Décroissance : Colporteurs de santé. Islande : les géants de l'aluminium. Lobby nucléaire et politique.

☐ **355 Sortir des pesticides**
Sans papiers : pour la liberté de vivre. OGM : rien n'est encore joué ! Transports : une énergie écologique sur quatre pattes. Alternatives à S!lence : des lecteurs en action.

☐ **356 Comment les armées détruisent la planète**
Inde du sud : voyage en biodynamie. Décroissance : cultivons le désir de créer. Energies : marche pour un futur sans nucléaire. Alternatives : un bar autogéré : de l'Autre CôTé du PonT.

☐ **357 Amap, dynamiques et limites**
Décroissance : le tourisme, une pratique prédatrice. Vivre autrement : habitat nomade, une large route des possibles.Santé : l'Embellie. Israël-Palestine : le meurtre est la question posée.

☐ **360 Autoproduire pour se reconstruire**
Tricastin en eaux troubles. Enercoop. Commune de la Colline. Politique des transports. Neso. Agroécologie au Sud.

☐ **361 Les nouvelles formes de colonialisme**
Altertour. AMAP : maraîchers en quête de terres. Journées mondiales végétariennes.

je règle un total de : ____________

NOM ____________

Prénom ____________

Adresse ____________

____

Code postal ____________

Commune ____________

s'abonner à s!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	92 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	28 €

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	100 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	35 €

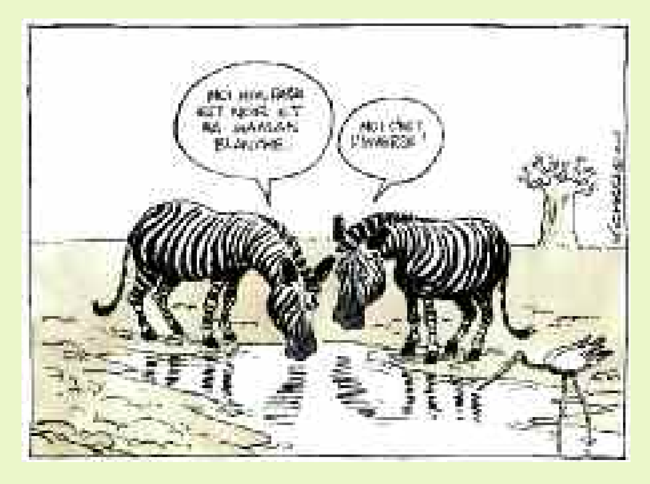
France : règlement à
Silence, 9, rue Dumenge,
69317 Lyon cedex 04
CCP 550-39-Y Lyon
Virements bancaires :
CCP 550 39 Y LYON

Belgique : règlement à
Brabant-Ecologie,
33 route de Renipont
B - 1380 Ohain
tél. : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Suisse : règlement à
Contratom CP 65 -
CH 1211 Genève 8
tél. : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Courriers : 9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04 **Téléphone :** 04 78 39 55 33 **Abonnements et dépositaires :** mardi et jeudi, 10h-12h, 14h-17h **Rédaction :** lundi et mercredi, 10h-12h, 14h-17h **Stands :** lundi, 10h-12h, 14h-17h. Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. **Textes :** sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs. **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 **N°ISSN :** 0756-2640 **Date de parution :** 4e trimestre 2008 **Tirage :** 6500 ex. **Editeur :** Association Silence **Administrateurs :** Patrick Allamel, Michel Bernard, Patrice Bouveret, Myriam Cognard-Dechavanne, Clémence Emprin, Esteban, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Pierre Lucarelli, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Christophe Rastoll **Directeur de publication :** Jean-Pierre Lepri **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Patrice Bouveret, Esteban, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Mimmo Pucciarelli **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Adeline Charvet,Christian David, Sophie Dodelin, Marion Gillier-Rebaud, Anne Girard, Pierre-Marie Jacquier, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Kotopo, Jean-Pierre Lepri, Xavier Lhermitte, Pierre Luccarelli, Eveline Mana, Pascal Martin, Baptiste Mylondo, Marie-Pierre Najman, Fabrice Niccolino, Jocelyn Peyret, Xavier Seredine, Francis Vergier **Gestion et abonnements :** Béatrice Blondeau **Maquette :** Damien Bouveret **Dessinateurs :** Mathieu Colloghan, Lasserpe, Tchandra **Correcteurs :** Emmanuelle Pingault, Sara Martinez, Sylvie Michel, Raymond Vignal,Françoise Weité **Photographes :** Francis Blaise, Marie Clem's, Alain Félix, Hugues Léglise-Bataille, Sara Prestrianni, Paulo Sacramento, Pierre-Emmanuel Weck **Et pour ce n° :** Frédérique Basset, Laurence Baudelet, Elise Baumard, Marie-Christine Blandin, Nelly Boutinot, Gilles Clément, Mathieu Colloghan, Marguerite Descamps, Christophe Goby, Julien, Alice Le Roy, Claude Llena, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Patrice Néel, Mireille Oria,

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol Tél. : 04 75 85 51 00



Dessins pour la paix



Le Mundaneum de Mons (Belgique) présente jusqu'au 21 décembre une exposition de dessins pour la paix. Cette exposition mise en place par le dessinateur Plantu et le secrétaire de l'ONU, Kofi Annan, réunit de célèbres caricaturistes dans le but de contribuer à la communication pacifiste entre les peuples et s'interroger sur la liberté de la presse.

Mundaneum, 76, rue de Nimy, B-7000 Mons,
tél. : 32 (0)65 31 53 43, www.mundaneum.be



